



Noisy-le-Sec, le 17 décembre 2020

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Tel : 01 49 42 67.87
conseil.municipal@noisylesec.fr

Compte rendu Conseil Municipal Jeudi 17 décembre 2020 A 19h30

Salle des Mariages (Hôtel de ville)

L'an deux mille vingt le jeudi 17 décembre 2020 à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le **jeudi 10 décembre 2020**, sous la présidence de Monsieur Olivier SARRABEYROUSE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Corinne BORD, Florent LACAILLE-ALBIGES, Pascale LABBE, Bruno MARTINEZ, Wiam BERHOUMA, Baptiste GERBIER, Philippe BOUAZIZ, Naïma MOKRI, Médy LABIDI (arrivé à 20H03) , Samia SEHOUANE (jusqu'à 1H44), Samy BESSAOU, Dominique BUSSON, Julie GRÜNEBAUM, Samia FETTAL, Fatoumata CAMARA, El Hadj Mahmoud BA, Monique GASCOIN, Zakaria BENHAMRA, Jean-Luc LE COROLLER, Gilles THOMAS, Lahoucine EL BATAH, Françoise CELATI, Valérie GOBERTIERE, François RONGET (jusqu'à 2H07), Bruno MARTINEZ, Sandrine LOUET, Albert PRISSETTE, Charlotte LE PROVOST, YAHMI Séréna, Thimothée GAUTHIEROT, Laurent RIVOIRE, Souad TERKI, Jennifer JOBARD, Dref MENDACI, Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 1H58), Jean-Paul LEFEBVRE.

Absents ayant donné mandat :

*Anne RAYNAL a donné pouvoir à Anne DEO
Julien-Jack RAGAZ a donné pouvoir à Souad TERKI
Laurence CORDEAU a donné pouvoir à Jennifer JOBARD
Patrick LASCOUX a donné pouvoir à Baptiste GERBIER
Thomas FRANCESCHINI a donné pouvoir à Dref MENDACI (à partir de 1h58)*

Absents sans avoir donné mandat :

*Médy LABIDI jusqu'à 20H03
Samia SEHOUANE à partir de 1h44
François RONGET à partir de 2H07
Karim HAMRANI*

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

JEUDI 17 DECEMBRE 2020

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Date de transmission : 10 décembre 2020

I – DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

II - COMMUNICATIONS DU MAIRE

III - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU PRECEDENT CONSEIL MUNICIPAL

IV – DÉCISIONS DU MAIRE

V - NOTICES - PROJETS DE DELIBERATIONS

| | |
|---|----|
| 1 - APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL..... | 7 |
| 2 - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES..... | 9 |
| 3 - CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE ET DÉSIGNATION DE MADAME SERENA YAHMI, POUR ASSURER LE SUIVI DE LA PROCÉDURE N° PARQUET 15008000042 ET APPRÉCIER TOUTES LES MESURES UTILES A LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA VILLE..... | 12 |
| 4 - DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE STRATEGIQUE DU GRAND PARIS EXPRESS..... | 14 |
| 5 - APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION DE SERVICES, ET DE LA CONVENTION POUR LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES/RECETTES LIEES A CES MISES A DISPOSITIONS ENTRE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL EST-ENSEMBLE ET LA VILLE POUR L'ANNEE 2020. | 16 |
| 6 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS | 19 |
| 7 - MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE DONT RIFSEEP ET DE LA MODULATION EN CAS D'ELOIGNEMENT DU SERVICE POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES SAGES-FEMMES | 28 |
| 8 - OUVERTURE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 | 40 |
| 9 - ADMISSIONS EN NON VALEUR..... | 44 |
| 10 - GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3 F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER SEMARD 208 LOGEMENTS COLLECTIFS SITUEE A NOISY LE SEC | 46 |
| 11 - GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DU QUARTIER BOISSIERE PHASE 3 DE 66 LOGEMENTS DES TOURS EINSTEIN A NOISY LE SEC | 51 |

| | |
|---|-----|
| 12 - GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER BERGERIES DE 425 LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DES ESPACES EXTERIEURS..... | 54 |
| 13 - OCTROI DE LA GARANTIE DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC A L'EMPRUNT A CONTRACTER PAR LA SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT, EN VUE DU FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RENOVATION ET DE REHABILITATION DES PARKINGS P1 ET P2-P3 SITUES PLACE DES DECOUVERTES A NOISY-LE-SEC | 61 |
| 14 - CONTRIBUTION COMMUNALE OBLIGATOIRE RELATIVE AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE SAINTE-CROIX POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020/2021 | 64 |
| 15 - EXONERATION DES DROITS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PENDANT TOUTE LA DUREE DE LA CRISE SANITAIRE DES INSTALLATIONS DE BARNUMS POUR PRATIQUER DES TESTS COVID 19..... | 66 |
| 16 - MODIFICATION DES MODALITES DE RESERVATION ET DE FACTURATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DE LA VILLE | 68 |
| 17 - AIDE EXCEPTIONNELLE POUR LA VALLEE DE LA ROYA | 71 |
| 18 - SUBVENTIONS POUR L'APPEL A PROJET NOËL SOLIDAIRE | 73 |
| 19 - DESAFFECTATION DES BIENS MIS A DISPOSITION DU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB VELIB METROPOLE (BORNES DE RECHARGE) | 75 |
| 20 - FIN DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE LOCATION DE VEHICULES ELECTRIQUES AUTOMOBILES EN LIBRE-SERVICE AU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' ET VELIB' METROPOLE (ET D'APPROBATION DE LA CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DES STATIONS ET ESPACES AUTOLIB'), ET D'APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DU SYNDICAT. | 76 |
| 21 - ÉCHANGE FONCIER AU SEIN DE L'EMPLACEMENT RESERVE C1 | 78 |
| 22 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION UNIS CITE POUR LE PROJET FAMILLE EN HARMONIE | 81 |
| 23 - CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC POUR LA PROMOTION DE LA SANTE BUCCO-DENTAIRE | 83 |
| 24 - RENOUVELLEMENT CONVENTION AVEC LA MIEJ 4-93 POUR L'ANNEE 2021 | 85 |
| 25 - AUTORISATION SIGNATURE CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE ET A LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA RADICALISATION DANS LE LOGEMENT SOCIAL EN SEINE-SAINT-DENIS..... | 87 |
| 26 - APPROBATION DE VERSEMENT D'ACOMPTE ET DES CONVENTIONS D'OBJECTIFS DES ASSOCIATIONS SPORTIVES..... | 89 |
| 27 - APPROBATION DU VERSEMENT D'ACOMPTE ET DES AVENANTS AUX CONVENTIONS D'OBJECTIFS PLURIANNUELLES DES ASSOCIATIONS..... | 91 |
| 28 - AVENANTS AUX CONVENTIONS DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 93 |
| 29 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DE LA SEMACO EN CHARGE DE LA CONCESSION DE SERVICE PORTANT SUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU MARCHE AUX COMESTIBLES DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC..... | 95 |
| 30 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE DE LA REGION PARISIENNE | 97 |
| 31 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DE LA REGIE AUTONOME DU THEATRE EN CHARGE DE LA GESTION DU THEATRE MUNICIPAL DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC | 98 |
| 32 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SIPLARC | 100 |
| 33 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES DE NOISY-LE-SEC HABITAT | 101 |

| | |
|--|-----|
| 34 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SIGEIF | 103 |
| 35 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SIPPEREC | 104 |

*(Délibérations n°1-5-6-7-9-10-11-12-13-18-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34 et 35
(pour la 35 lien dans le corps de la notice) disposent d'annexes)*

JEUDI 17 DECEMBRE 2020

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Une minute de silence à la mémoire du président Valéry Giscard d'Estaing.
Remise de la médaille de la Ville à Madame le Commandant Paris quittant ses fonctions.

Le maire annonce l'ouverture de la séance

I - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Monsieur le Maire propose Florent LACAILLE-ALBIGES en tant que secrétaire de séance.

UNANIMITE

La désignation du secrétaire de séance est approuvée

II - COMMUNICATIONS DU MAIRE :

Néant.

III – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 NOVEMBRE 2020

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 5 novembre 2020 est soumis à l'approbation du Conseil municipal (sous réserve de la modification du décompte des voix sur la délibération n°4).

UNANIMITÉ

Le compte-rendu est approuvé

IV – DÉCISIONS DU MAIRE

| | | |
|------------------|------------|---|
| DM20_77 | 28/10/2020 | APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSEE ENTRE LA RADIO BEUR FM ET LA VILLE DE NOISY LE SEC - FESTIVAL DU FILM FRANCO ARABE DE NOISY LE SEC |
| DM20_78 | 2/10/2020 | APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR AVEC NOEMIE BARRAL GRAPHISTE - FFFA 2020 |
| DM20_79 | 28/10/2020 | APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE CONCEPTION GRAPHIQUE ET DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSE ENTRE L'ATELIER PIERRE SAISON 2020-2021 ET LA VILLE POUR, LA GALERIE, CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE NOISY-LE-SEC, |
| DM20_83 | 16/11/2020 | MAINTENANCE PROGICIEL MARCOWEB, APPROBATION DU CONTRAT SIGNE AVEC LA SOCIETE AGYSOFT |
| DM20_87 | 12/11/2020 | DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DES SERVICES DE L'ETAT DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « QUARTIERS D'AUTOMNE » POUR LA CONDUITE D'UN PROJET CINEMATOGRAPHIQUE PARTICIPATIF « L'ŒIL DU BAOBAB » |
| DM20_88 | 17/11/2020 | DEMANDE DE SUBVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV) AUPRES DE L'AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES DANS LE CADRE DU PROJET « CINEMA CITOYEN » |
| DM20_89 | 17/11/2020 | DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ASSOCIATION « PASSEURS D'IMAGES» DANS LE CADRE DU PROJET « CINEMA CITOYEN » |
| DM20_91 | 25/11/2020 | APPROBATION DE LA CONVENTION DE CONTRIBUTION ARTISTIQUE A LA CARTE DE « VŒUX 2021 » DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC DANS LE CADRE D'UNE CONSULTATION ORGANISÉE PAR LA VILLE PASSÉE AVEC L'ARTISTE LEILA GAILLARD |
| DM20_92 | 25/11/2020 | APPROBATION DE LA CONVENTION DE CONTRIBUTION ARTISTIQUE A LA CARTE DE « VŒUX 2021 » DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC DANS LE CADRE D'UNE CONSULTATION ORGANISÉE PAR LA VILLE PASSÉE AVEC L'ARTISTE AMELIE BONNIN |
| DM20_93 | 25/11/2020 | APPROBATION DE LA CONVENTION DE CONTRIBUTION ARTISTIQUE A LA CARTE DE « VŒUX 2021 » DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC DANS LE CADRE D'UNE CONSULTATION ORGANISÉE PAR LA VILLE PASSÉE AVEC L'ARTISTE (TAMAR NOZANI) DIT « TAMI NOTSANI » |
| DM20_94 | 25/11/2020 | APPROBATION DE LA CONVENTION DE CONTRIBUTION ARTISTIQUE A LA CARTE DE « VŒUX 2021 » DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC DANS LE CADRE D'UNE CONSULTATION ORGANISÉE PAR LA VILLE PASSÉE AVEC L'ARTISTE CLAUDIA DE PAULA AMARAL-GARAUULT |
| DM20_95 | 25/11/2020 | APPROBATION DE LA CONVENTION DE CONTRIBUTION ARTISTIQUE A LA CARTE DE « VŒUX 2021 » DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC DANS LE CADRE D'UNE CONSULTATION ORGANISÉE PAR LA VILLE PASSÉE AVEC L'ARTISTE NATNADA MARCHAL |
| AOO 2018/4667 | 24/11/2020 | AVENANT 2 MODIFICATIF RELATIF AU MARCHÉ D'IMPRESSION DU MAGAZINE MUNICIPAL (LOT 1) - 4 ANS - (AC CONCLU POUR 1 AN ET RECONDUIT TACITEMENT 3 FOIS PAR PERIODE D'UN AN- MONTANT MINIMUM : 35 000 € H.T. MONTANT MAXIMUM : 72 500 € H.T. - (MODIFICATION DU FORMAT MAGAZINE ET MODIFICATION DU PAPIER, QUALITE ET GRAMMAGE) MODIFICATIONS SANS INCIDENCE FINANCIERE, SUR LES MONTANTS DU MARCHÉ - IMPRIMERIE RAS 6 AVENUE DES TISSONVILLIERS - 95400 VILLIERS LE BEL |

1 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Mr Olivier SARRABEYROUSE

Pour une Ville inclusive permettant à chaque Noiséen et Noiséenne de prendre toute sa place, la Municipalité met la démocratie au cœur de son projet politique. Aussi, le nouveau règlement intérieur du conseil municipal a été travaillé dans l'objectif de renforcer les droits et devoirs des élu.e-s et de permettre une plus grande implication et participation des Noiséennes et Noiséens dans les instances de la ville.

Ce projet de règlement s'appuie sur un travail mené par les groupes de la majorité et prenant en compte les remarques et propositions de l'opposition. Le contenu du règlement intérieur a vocation à fixer des règles propres de fonctionnement interne au Conseil municipal, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il s'appuie en particulier sur le Code général des collectivités territoriales.

Des améliorations sont apportées au précédent règlement pour garantir un débat en amont des réunions du conseil municipal au sein des groupes et des commissions municipales. Ainsi, pour examiner, proposer des modifications, s'associer aux vœux, les vœux et questions orales seront à envoyer sept jours francs avant la séance, et joints à l'envoi de la convocation et des projets de délibérations et annexes envoyés désormais – dans la mesure du possible – six jours francs avant le Conseil municipal. Pour préparer le travail de l'opposition, l'ordre du jour disponible quinze à douze jours avant la séance, sera envoyé aux présidentes et présidents de groupe.

Le rôle des commissions municipales est renforcé : elles sont un espace déterminant d'échange et de travail démocratique avant les conseils municipaux. Les président.e-s pourront donc réunir leur commission avant le Conseil municipal pour favoriser l'étude des notes et délibérations afin de permettre à la commission d'émettre un avis et d'éventuelles propositions d'amendements lors de la séance.

Les droits de l'opposition sont réaffirmés, notamment dans l'exercice de son droit d'expression dans le magazine municipal : chaque groupe bénéficie d'un espace identique. L'espace dédié à l'expression d'une élue ou d'un élu non affilié à un groupe ne pourra excéder deux tiers de l'espace dédié à l'expression d'un groupe, sans être inférieur à 700 signes. Afin de permettre une expression commune entre groupes de la majorité ou entre groupes de l'opposition, il est créé la possibilité de réunir ponctuellement les espaces d'expression.

Pour favoriser une plus grande implication et participation des Noiséennes et Noiséens, la saisine du conseil municipal par elles et eux est abaissée à 500 pétitionnaires ; les modalités de référendum local et de consultation des électeurs et électrices sont de nouveau précisées. La participation citoyenne est de plus toujours garantie dans le cadre des comités consultatifs réunissant élu.e-s et personnalités extérieures, dans le cadre des conseils de quartier, et il est de plus proposé d'expérimenter un temps d'intervention pour les associations, organismes et collectifs citoyens avant l'ouverture de la séance du Conseil municipal.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-8,

Vu le projet de règlement intérieur,

Considérant que le règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement interne du Conseil municipal,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve le règlement intérieur de la mandature 2020-2026.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|--|
| POUR : | 38 | Majorité municipale, Jean-Paul LEFEBVRE, Laurent RIVOIRE, Thomas FRANCESCHINI, Dref MENDACI |
| CONTRE : | | |
| ABSTENTION : | 4 | Souad TERKI, Laurence CORDEAU, Jennifer JOBARD, Julien-Jack RAGAZ |

La délibération est adoptée

2 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Rapporteur : Mr Olivier SARRABEYROUSE

Selon l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), « Le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres ».

Ces commissions sont convoquées par le Maire, qui en est le Président de droit. Les commissions désignent en leur sein un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

En vertu de l'article L. 2121-22 alinéa 3 du même Code, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Considérant la modification du règlement intérieur du Conseil municipal impliquant une modification de leurs noms mais aussi du nombre d'élus les composant,

Considérant que le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission est fixé désormais à dix, dont trois élus de la minorité.

Il est par conséquent proposé au Conseil municipal d'arrêter la nouvelle composition des commissions municipales.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-21 et L2121-22,

Vu la délibération n°2020/07-02-01 en date du 11 juillet 2020 relative à la création des commissions municipales et désignation de leurs membres.

Vu la délibération n°2020/12-01 en date du 17 décembre 2020 relative à l'approbation du règlement intérieur du Conseil municipal,

Considérant la modification du règlement intérieur du Conseil municipal ayant un impact sur la composition et la désignation des membres des commissions municipales,

Considérant le besoin de respecter le principe de la représentation proportionnelle et que tous les partis du Conseil municipal soient représentés au sein des commissions municipales.

Considérant la diversité, la complexité et le nombre de dossiers liés à l'action municipale,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Décide la création de sept commissions suivantes :

- 1 - Commission Finances Développement économique ;
- 2 - Commission Sport;
- 3 - Commission Aménagement - Environnement Urbanisme Transports Travaux Écologie Urbaine;
- 4 - Commission Santé/Affaires Sociales Politique de la ville;
- 5 - Commission Education;
- 6 - Commission Culture Vie Associative Citoyenneté ;
- 7- Commission Jeunesse Personnes Agées Intergénération.

Article 2 :

Précise que chacune des commissions est composée de dix membres, dont trois élus de l'opposition

Article 3 :

Désigne les conseillers suivants pour siéger au sein des différentes commissions municipales :

1 - Commission Finances Développement économique :

Madame Corinne BORD
Madame Pascale LABBE
Monsieur Bruno MARTINEZ
Monsieur Zakaria BENHAMRA
Madame Anne RAYNAL
Monsieur Baptiste GERBIER
Monsieur François RONGET
Monsieur Julien Jack RAGAZ
Monsieur Thomas FRANCESCHINI
Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

2 - Commission Sport :

Monsieur Samy BESSAOU
Monsieur Thimothé GAUTHIEROT
Madame Sandrine LOUET
Madame Wiam BERHOUMA
Monsieur Patrick LASCOUX
Madame Naïma MOKRI
Madame Julie GRÜNEBAUM
Monsieur Laurent RIVOIRE
Monsieur Thomas FRANCESCHINI
Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

3 - Commission Aménagement - Environnement Urbanisme Transports Travaux Écologie Urbaine:

Madame Samia SEHOUANE
Monsieur Florent LACAILLE-ALBIGES
Monsieur Jean-Luc LECOROLLER
Monsieur Lahoucin EL BATAH
Madame Monique GASCOIN
Monsieur Patrick LASCOUX
Madame Charlotte LE PROVOST
Monsieur Karim HAMRANI
Monsieur Laurent RIVOIRE
Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

4 - Commission Santé/Affaires Sociales Politique de la ville:

Madame Anne DEO
Monsieur Zakaria BENHAMRA
Monsieur Gilles THOMAS
Monsieur Albert PRISSETTE
Madame Fatoumata CAMARA
Madame Naïma MOKRI
Monsieur Zakaria BENHAMRA
Madame Laurence CORDEAU
Madame Souad TERKI
Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

5 - Commission Education:

Madame Julie GRÜNEBAUM
Madame Hakima LOUNIS
Madame Sandrine LOUET
Monsieur Lahoucin EL BATAH
Madame Françoise CELATI

Madame Anne RAYNAL
Monsieur Medy LABIDI
Madame Jennifer JOBARD
Madame Laurence CORDEAU
Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

6 Commission Culture Vie Associative Citoyenneté:

Madame Wiam BERHOUMA
Madame Valérie GOBERTIERE
Monsieur El Hadj BA
Madame Serena YAHMI
Madame Anne DEO
Monsieur Dominique BUSSON
Monsieur Medy LABIDI
Monsieur Dref MENDACI
Madame Souad TERKI
Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

7 Commission Jeunesse Personnes Agées Intergénération:

Madame Samia FETTAL
Monsieur Gilles THOMAS
Monsieur Samy BESSAOU
Madame Valérie GOBERTIERE
Madame Naïma MOKRI
Monsieur Dominique BUSSON
Monsieur Albert PRISSETTE
Madame Jennifer JOBARD
Monsieur Laurent RIVOIRE
Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

Article 4 :

La délibération n°2020/07-02-01 du 11 juillet 2020 portant création des commissions municipales et désignation de leurs membres est abrogée.

Article 5 :

La désignation des Vice-Présidents des commissions ayant eu lieu le 20 juillet 2020 reste admise excepté s'il y a un changement de la composition de ses membres.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

3 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE ET DÉSIGNATION DE MADAME SERENA YAHMI, POUR ASSURER LE SUIVI DE LA PROCÉDURE N° PARQUET 15008000042 ET APPRÉCIER TOUTES LES MESURES UTILES A LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA VILLE

Rapporteur : Mr Olivier SARRABEYROUSE

Une procédure pénale est actuellement pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Bobigny concernant la Société Anonyme d'Economie Mixte Noisy-le-Sec Habitat. Elle vise notamment l'ancien maire, *en qualités* de Président Directeur Général de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat au moment des faits.

Un avis d'audience a été fixé le 1er février 2019 pour fixer les dates du procès initialement prévues les 5-6-7 février 2020. Le Tribunal a alors décidé de reporter le procès sur les dates du 19 au 22 Janvier 2021.

Le 7 Février 2019, le Conseil municipal a délibéré quant à la désignation de Madame LEFEUVRE comme représentante de la Ville dans le cadre de cette procédure. Or, Madame LEFEUVRE n'est plus membre du Conseil Municipal et ne peut plus, en conséquence, représenter la Ville.

Il revient donc au Conseil municipal d'abroger la délibération initiale et de désigner un(e) nouveau, nouvelle, représentant(e) afin d'avoir accès au dossier en se déclarant partie civile pour assurer le suivi de cette procédure et apprécier toutes les mesures utiles à la défense des intérêts de la Ville.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 portant délégation permanente par le conseil municipal au Maire en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'affaire n°15008000042 pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Bobigny,

Vu la délibération n°2019_02_17 du 7 février 2019 désignant Madame LEFEUVRE pour représenter la Ville,

Considérant qu'une procédure pénale actuellement pendante devant le tribunal de grande instance de Bobigny vise notamment l'ancien Maire, *ès qualités* de Président Directeur Général de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat au moment des faits,

Considérant que par une délibération du 7 février 2019 Madame LEFEUVRE a été désignée comme chargée de suivre cette affaire,

Considérant que Madame LEFEUVRE n'est plus membre du Conseil municipal et ne peut plus représenter la Ville,

Considérant que les audiences de février 2020 ont été reportées sur la période du 19 au 22 janvier 2021,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de renouveler sa représentation dans cette affaire afin d'agir en conséquence par le biais de notre conseil,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Abroge la délibération n° 2019_02_17 du 7 février 2019 désignant et autorisant Madame Elisabeth LEFEUVRE, 2^{ème} Adjointe au Maire, à assurer le suivi de la procédure N° Parquet 15008000042 et apprécier toutes les mesures utiles à la défense des intérêts de la Ville.

Article 2 :

Décide de se constituer partie civile pour défendre les intérêts de la Ville.

Article 3 :

Désigne et autorise Madame Sérèna YAHMI à apprécier toutes les mesures utiles à la défense des intérêts de la Ville et à signer tout acte afférent à ce litige.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

LA DELIBERATION A ETE RETIREE ET N'A PAS ETE PRESENTEE AU VOTE

4 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE STRATEGIQUE DU GRAND PARIS EXPRESS

Rapporteur : Mr Olivier SARRABEYROUSE

La loi du 3 juin 2010 définit le Grand Paris comme « un projet urbain, social et économique d'intérêt national » qui vise à promouvoir « le développement économique durable, solidaire et créateur d'emplois de la région capitale » afin de renforcer l'attractivité de la région Capitale et de soutenir la concurrence des autres métropoles mondiales.

Afin d'unir les grands territoires stratégiques de la région Île-de-France et de réduire les déséquilibres sociaux et territoriaux, la loi prévoit que le projet du Grand Paris s'appuie sur la création d'un réseau de transport public de voyageurs dont la réalisation est confiée à la Société du Grand Paris et le financement des infrastructures est assuré par l'État.

Les collectivités territoriales et les citoyens sont associés à l'élaboration et à la réalisation de ce projet.

Depuis 2011, le comité stratégique réunit l'ensemble des acteurs concernés par le Grand Paris Express pour accompagner la réflexion de la Société du Grand Paris, Cette instance est l'un des trois piliers de la gouvernance de la Société du Grand Paris, Elle joue un rôle singulier car elle permet de dresser une vision d'ensemble des enjeux à l'échelle du réseau et d'échanger de façon transversale avec les représentants des intercommunalités, des Chambres de Commerces et de l'Industrie, des Chambres des Métiers et de l'Artisanat, des organismes syndicaux et professionnels ainsi qu'avec des parlementaires.

Ainsi, suite au renouvellement des représentants des communes, il appartient au Conseil municipal de désigner le Maire et un de ses membres comme représentant titulaire et représentant suppléant au Comité Stratégique.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code des collectivités territoriales

Vu la loi du 3 juin 2011 portant création de la Société du Grand Paris,

Considérant que depuis 2011, le comité stratégique réunit l'ensemble des acteurs concernés par le Grand Paris Express pour accompagner la réflexion de la Société du Grand Paris,

Considérant que suite au renouvellement des municipalités, il y a lieu de désigner de nouveaux représentants au sein de ce Comité Stratégique,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Désigne Monsieur le Maire comme représentant titulaire au sein de Comité Stratégique.

Article 2 :

Désigne Madame SEHOUE, Adjointe au Maire délégué à l'habitat, à l'urbanisme et à l'aménagement comme représentante suppléante au sein du Comité Stratégique.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|--|
| POUR : | 40 | Majorité Municipale, Jean-Paul LEFEBVRE, Laurent RIVOIRE, Dref MENDACI, Souad TERKI, Julien-Jack RAGAZ, Thomas FRANCESCHINI |
| CONTRE : | | |
| ABSTENTION : | 2 | Jennifer JOBARD – Laurence CORDEAU |

La délibération est adoptée

5 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION DE SERVICES, ET DE LA CONVENTION POUR LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES/RECETTES LIEES A CES MISES A DISPOSITIONS ENTRE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL EST-ENSEMBLE ET LA VILLE POUR L'ANNEE 2020.

Rapportrice : Mme Pascale LABBE

La ville de Noisy-le-Sec a, déjà, été invitée à émettre un avis sur des conventions de mise à disposition relatives aux compétences transférées à l'Établissement Public Territorial Est Ensemble en janvier 2016.

La présente convention s'inscrit dans le cadre des mises à disposition de services par les Communes membres pour gérer les compétences déclarées d'intérêt territorial.

Ces conventions sont à renouveler chaque année.

Celles des dernières années ont été actées et validées par décision du maire. Toutefois dans une logique de parallélisme des formes, il est désormais demandé aux Villes que ces dernières passent en comité technique et en Conseil municipal.

Ainsi, les services responsables de la mise en œuvre des compétences déclarées d'intérêt territorial ont été transférés de la commune de Noisy-le-Sec à l'Établissement public territorial Est Ensemble.

Afin de préserver la bonne organisation des services, certains services qui participent indirectement à la mise en œuvre desdites compétences ont été mises à disposition de l'Établissement public territorial conformément aux dispositions des articles L. 5211-4-1-I et II, L5219-1, L5219-2 et L5219-5 du Code général des collectivités territoriales. Tel est l'objet de la convention de mise à disposition de services (Mads) adoptée par l'ensemble des Communes membres.

La convention a ainsi pour objectif de compléter la convention de Mads en matière de prise en charge des dépenses et des recettes liées aux services municipaux mis à disposition et partiellement ou non évaluées en Commission locale des charges transférées (CLECT).

Elle autorise la commune de Noisy-le-Sec à poursuivre au cours de la période de mise à disposition de services, l'exécution de dépenses nécessaires au fonctionnement des services mis à disposition par la Commune, non prévues par la convention de mise à disposition de services année 2020 N°1-MADS-2020 et selon les spécificités décrites en son sein.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver lesdites conventions,

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 5211-4- 1-II et L. 5219-12-II ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le décret n° 2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition ;

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Est Ensemble dont le siège est à Romainville ;

Vu les arrêtés 09-2237 du 24 août 2009 de la préfecture de la Seine-Saint-Denis fixant le périmètre de la communauté d'agglomération entre les villes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville, et 09-3597, du 22 décembre 2009 de la préfecture de la Seine-Saint-Denis portant création de la communauté d'agglomération Est Ensemble à compter du 1er janvier 2010 ;

Vu l'arrêté 2012-1733, du 13 juin 2012, de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Est Ensemble ;

Vu les délibérations du conseil communautaire n° 2011_12_13_23 à 28 en date du 13 décembre 2011 portant déclaration d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 13 décembre 2011 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération pour l'extension de compétences facultatives ;

Vu la délibération n° 2011_12_13_29 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Est Ensemble en date du 13 décembre 2011 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération pour l'extension de compétences facultatives ;

Vu les statuts modifiés de l'établissement public territorial;

Vu les projets de convention de mise à disposition de services et de prise en charge des dépenses et des recettes liées aux services mis à disposition entre l'établissement public territorial Est Ensemble et la Ville pour l'année 2020, annexés à la présente délibération ;

Vu l'avis du comité technique du 14 décembre 2020 ;

Considérant la transformation de la communauté d'agglomération Est Ensemble en établissement public territorial au 1er janvier 2016 sous l'effet de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et que l'établissement public territorial (EPT) vient aux droits de la communauté d'agglomération ;

Considérant que la Ville a conservé tout ou partie des services concourant à la gestion des bâtiments et équipements correspondant auxdits transferts de compétences au profit de l'EPT et qu'il y a nécessité que la Ville les mettent à sa disposition ;

Considérant le souhait partagé de l'EPT Est Ensemble et de la Ville de poursuivre les mises à disposition concourant à l'exercice des compétences transférées ;

Considérant que les services mis à disposition pour l'exercice des compétences transférées doivent pouvoir continuer à mandater les dépenses liées à leur fonctionnement mais aussi à poursuivre l'encaissement des recettes ;

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de la prise en charge des dépenses et le reversement des recettes durant la période de mise à disposition ;

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la convention relative à la mise à disposition de services entre la Ville et l'établissement public territorial Est Ensemble relative aux services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences transférées à cet établissement ou à leur fonctionnement, pour l'année 2020, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Précise que ladite convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 3 :

Approuve la convention relative aux modalités de prise en charge des dépenses et des recettes liées aux services mis à disposition entre l'établissement public territorial Est Ensemble et la Ville, pour l'année 2020, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 :

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant délégué, à signer lesdites conventions ainsi que tout acte et pièce nécessaire à leur exécution, dont les avenants.

Article 5 :

Dit que les dépenses en résultant seront prélevées sur le budget de l'exercice concerné.

Article 6 :

Dit que les recettes en résultant seront perçues sur le budget de l'exercice concerné.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

6 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapportrice : Mme Pascale LABBE

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière (et notamment du tableau annuel d'avancement de grades), des besoins en recrutements nécessaires au bon fonctionnement des services. Les suppressions d'emplois ont fait l'objet d'une consultation du Comité technique en date du 14 décembre 2020.

La réorganisation de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance, évoluant en direction de l'enfance et des affaires scolaires, a fait l'objet d'une présentation au comité technique du 2 juillet 2019. Ce projet implique la création d'emplois destinés à fluidifier l'organisation entre les services de la direction concernée.

A - Les postes à supprimer du tableau des emplois au titre des :

1 – Avancements de grade :

Direction des ressources humaines :

- 1 rédacteur principal de 2ème classe
- 2 adjoints administratifs

Direction de la population et du guichet unique :

- 15 adjoints administratifs
- 2 adjoints techniques
- 1 adjoint d'animation

Direction de la cohésion sociale :

- 1 adjoint administratif
- 3 adjoints techniques
- 6 éducateurs de jeunes enfants de 1ère classe
- 0,70 psychologue de classe normale à temps non complet
- 1 puéricultrice de classe supérieure
- 1 auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe

Direction de l'enfance et des affaires scolaires :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe
- 8 adjoints techniques
- 14 adjoints d'animation
- 13 agents sociaux

● Direction des services techniques :

- 1 adjoint technique

Direction des bâtiments :

- 1 adjoint technique

Direction des espaces publics :

- 5 adjoints techniques

Direction de la communication :

- 1 adjoint technique

Direction des sports et de la jeunesse :

- 5 adjoints techniques

Direction des relations publiques :

- 2 adjoints administratifs

- 3 adjoints techniques

Direction des systèmes d'information :

- 1 adjoint technique

Direction de la voirie et de la circulation :

- 1 agent de maîtrise
- 1 adjoint technique

2 – Départs (retraite, démission, mutation, détachement, décès) avec recrutement sur un autre grade, modification de la quotité du temps de travail, réussite concours :

Direction générale :

- 1 administrateur hors classe
- 1 rédacteur principal de 1ère classe
- 1 administrateur

Direction des affaires culturelles :

- 1 ingénieur
- 1 assistant de conservation

Direction de l'enfance et des affaires scolaires :

- 1 agent de maîtrise
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe
- 2 ATSEM principale de 1ère classe
- 1 agent social de 2ème classe
- 1 animateur principal de 2ème classe
- 5 animateurs

Direction devoir de mémoire et des archives :

- 1 animateur

Direction des bâtiments :

- 1 agent de maîtrise

Direction des services techniques :

- 2 techniciens

Direction de la cohésion sociale :

- 1 ATSEM principale de 1ère classe
- 1 cadre de santé infirmier
- 1 infirmier en soins généraux de classe normale
- 1 auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe

Il est rappelé que toutes ces suppressions sur les grades considérés sont consécutives à des créations antérieures sur les nouveaux grades, ayant permis les nominations des agents concernés, lors des conseils municipaux antérieurs. Il n'y a donc aucune suppression d'emploi stricto sensu.

B – Les postes à créer au tableau des emplois suite à des vacances de postes, et à des nécessités de recrutement sur un grade donné :

Direction de la voirie et de la circulation :

- 1 ingénieur territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'ingénieur travaux voirie. Ce poste a pour missions principales, participer à l'élaboration et au suivi du schéma directeur Voirie-Déplacements au sein du service voirie, d'assurer le suivi et la coordination des travaux sur les voiries liés aux projets transports et déplacements (y compris mobilités douces et plan communal vélos) en lien avec la direction des projets urbains et les partenaires (Est Ensemble, IDFM, CD93 etc.), suivre l'état d'avancement du budget lié aux opérations s'y rattachant, participer à la mise au point et au suivi du programme d'entretien des voiries et des équipements (PPI) en lien avec l'ensemble de la direction, et sous la responsabilité du Directeur de la Voirie et de la circulation, participer au montage des dossiers de subvention afin de financer le déploiement du (PPI) sur les projets dont il a la charge.

Pour cet emploi de catégorie A, filière technique, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Direction de la cohésion sociale – CMS :

- 1 sage-femme de classe normale territoriale à temps non complet à 80 %, 28 heures hebdomadaires, pour exercer les fonctions de sage-femme au sein du Centre municipal de santé.

Pour cet emploi de catégorie A, filière médico-social, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Direction de la prévention et de la tranquillité publique:

- 1 attaché principal territorial à temps complet pour exercer les fonctions de directeur (rice) de la prévention et de la tranquillité publique. Ce poste a pour missions principales : la mise en œuvre des politiques de prévention, de tranquillité et de sécurité publique en cohérence avec les orientations politiques municipales.

Pour cet emploi de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Direction des finances:

- 1 administrateur territorial à temps complet pour exercer les fonctions de directeur (rice) financier (e). Ce poste a pour missions principales : la participation à la définition de la politique financière de la ville, l'accompagnement des élus à la prise de décision..

Pour cet emploi de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu

- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Direction de l'enfance et des affaires scolaire :

- 1 attaché principal territorial à temps complet pour exercer les fonctions de directeur (rice) adjoint (e) de la direction de l'enfance et des affaires scolaires. Ce poste a pour missions principales : de seconder la directrice sur toutes les questions stratégiques et prospectives.

Pour cet emploi de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

Il est demandé au Conseil municipal de valider l'évolution du tableau des effectifs.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du 14 mai 1998 n°98-14 portant création d'un emploi de directeur des finances,

Vu la délibération du 5 novembre 2020 portant sur la mise à jour du tableau des effectifs,

Vu l'avis du comité technique en date du 2 juillet 2019,

Vu l'avis du Comité technique en date du 14 décembre 2020,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service de la direction des finances et de recruter sur un grade donné,

Considérant la réorganisation de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance, évoluant en direction de l'enfance et des affaires scolaires, a fait l'objet d'une présentation au comité technique du 2 juillet 2019,

Considérant que ce projet implique la création d'emplois destinés à fluidifier l'organisation entre les services de la direction concernée,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service de la direction des finances,

Considérant les ajustements organisationnels liés aux nouvelles orientations impulsées par la nouvelle municipalité au sein de la direction générale adjointe des services - Ville attractive et durable,

Considérant la réorganisation de la direction de la prévention et de la sécurité évoluant en direction de la prévention et de la tranquillité publique a fait l'objet d'une présentation au comité technique en date du 14 décembre 2020,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service de la direction des finances et de recruter sur un grade donné,

Considérant la réorganisation de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance, évoluant en direction de l'enfance et des affaires scolaires, a fait l'objet d'une présentation au comité technique du 2 juillet 2019,

Considérant que ce projet implique la création d'emplois destinés à fluidifier l'organisation entre les services de la direction concernée,

Considérant la réorganisation de la direction de la prévention et de la sécurité évoluant en direction de la prévention et de la tranquillité publique a fait l'objet d'une présentation au comité technique en date du 14 décembre 2020,

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents. Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière (et notamment du tableau annuel d'avancement de grades ayant fait l'objet de créations d'emplois au Conseil municipal du 5 novembre 2020) et des besoins en recrutement,

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Décide la suppression des grades ci-dessous :

A - Les postes à supprimer du tableau des emplois au titre des :

1 – Avancements de grade, 2020:

Direction des ressources humaines :

- 1 rédacteur principal de 2ème classe
- 2 adjoints administratifs

Direction de la population et du guichet unique :

- 15 adjoints administratifs

- 2 adjoints techniques
- 1 adjoint d'animation

Direction de la cohésion sociale :

- 1 adjoint administratif
- 3 adjoints techniques
- 6 éducateurs de jeunes enfants de 1ère classe
- 0,70 psychologue de classe normale à temps non complet
- 1 puéricultrice de classe supérieure
- 1 auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe

Direction de l'enfance et des affaires scolaires :

- 1 adjoint technique principal de 2ème classe
- 8 adjoints techniques
- 14 adjoints d'animation
- 13 agents sociaux

Direction des services techniques :

- 1 adjoint technique

Direction des bâtiments :

- 1 adjoint technique

Direction des espaces publics :

- 5 adjoints techniques

Direction de la communication :

- 1 adjoint technique

Direction des sports et de la jeunesse :

- 5 adjoints techniques

Direction des relations publiques :

- 2 adjoints administratifs
- 3 adjoints techniques

Direction des systèmes d'information :

- 1 adjoint technique

Direction de la voirie et de la circulation :

- 1 agent de maîtrise
- 1 adjoint technique

2 – Départs (retraite, démission, mutation, détachement, décès) avec recrutement sur un autre grade, modification de la quotité du temps de travail, réussite concours :

Direction générale :

- 1 administrateur hors classe
- 1 rédacteur principal de 1ère classe
- 1 administrateur

Direction des affaires culturelles :

- 1 ingénieur
- 1 assistant de conservation

Direction de l'enfance et des affaires scolaires :

- 1 agent de maîtrise
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe
- 2 ATSEM principales de 1ère classe
- 1 agent social de 2ème classe

- 1 animateur principal de 2ème classe
- 5 animateurs

Direction devoir de mémoire et des archives :

- 1 animateur

Direction des bâtiments :

- 1 agent de maîtrise

Direction des services techniques :

- 2 techniciens

Direction de la cohésion sociale :

- 1 ATSEM principale de 1ère classe
- 1 cadre de santé infirmier
- 1 infirmier en soins généraux de classe normale
- 1 auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe

Article 2 :

Précise que toutes ces suppressions sur les grades considérés sont consécutives à des créations antérieures sur les nouveaux grades par l'assemblée délibérante, ayant permis les nominations des agents concernés, et qu'il n'y a donc aucune suppression d'emploi stricto sensu.

Article 3 :

Approuve les créations d'emplois suivantes liées à des vacances de postes et à des nécessités de recrutement sur un grade donné :

Direction de la voirie et de la circulation :

- 1 ingénieur territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'ingénieur travaux voirie. Ce poste a pour missions principales, participer à l'élaboration et au suivi du schéma directeur Voirie-Déplacements au sein du service voirie, d'assurer le suivi et la coordination des travaux sur les voiries liés aux projets transports et déplacements (y compris mobilités douces et plan communal vélos) en lien avec la direction des projets urbains et les partenaires (Est Ensemble, IDFM, CD93 etc.), suivre l'état d'avancement du budget lié aux opérations s'y rattachant, participer à la mise au point et au suivi du programme d'entretien des voiries et des équipements (PPI) en lien avec l'ensemble de la direction, et sous la responsabilité du Directeur de la Voirie et de la circulation, participer au montage des dossiers de subvention afin de financer le déploiement du (PPI) sur les projets dont il a la charge.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure d'ingénieur en travaux publics ou génie civil

La rémunération est établie entre le 1er et le 10ème échelon du grade d'ingénieur territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article susmentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction de la cohésion sociale – CMS :

- 1 sage-femme de classe normale territoriale à temps non complet à 80 %, 28 heures hebdomadaires, pour exercer les fonctions de sage-femme au sein du Centre municipal de santé.

L'agent recruté doit justifier d'une formation de l'enseignement supérieur et du diplôme de sage-femme.

La rémunération est établie entre le 1er et le 10ème échelon du grade de sage-femme de classe normale territoriale.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article susmentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction de la prévention et de la tranquillité publique:

- 1 attaché principal territorial à temps complet pour exercer les fonctions de directeur (rice) de la prévention et de la tranquillité publique. Ce poste a pour missions principales la mise en œuvre des politiques de prévention, de tranquillité et de sécurité publique en cohérence avec les orientations politiques municipales.

L'agent recruté doit justifier d'une formation spécifique aux métiers de la prévention, de la sécurité publique et juridique et d'une expérience significative dans l'encadrement de personnels.

La rémunération est établie entre le 1er et le 9ème échelon du grade d'attaché principal territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article susmentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction des finances:

- 1 administrateur territorial à temps complet pour exercer les fonctions de directeur (rice) financier (e). Ce poste a pour missions principales : la participation à la définition de la politique financière de la ville, l'accompagnement des élus à la prise de décision.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure en gestion des collectivités locales ou administration générale ou finances publiques.

La rémunération est établie entre le 1er et le 9ème échelon du grade d'administrateur territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article susmentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction de l'enfance et des affaires scolaires :

- 1 attaché principal territorial à temps complet pour exercer les fonctions de directeur (rice) adjoint (e) de la direction de l'enfance et des affaires scolaires. Ce poste a pour missions principales : de seconder la directrice sur toutes les questions stratégiques et prospectives.

L'agent recruté doit justifier formation supérieure en administration publique et d'une expérience significative dans l'encadrement de personnels.

La rémunération est établie entre le 1er et le 9ème échelon du grade d'attaché principal territorial. Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article susmentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Article 4 :

Précise que le tableau des effectifs à la date du 17 décembre 2020 est annexé à la présente délibération.

Article 5:

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2020 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|---|
| POUR : | 35 | Majorité municipale – Jean-Paul LEFEBVRE |
| CONTRE : | | |
| ABSTENTION : | 7 | GROUPE 100% Noisy |

La délibération est adoptée

7 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE DONT RIFSEEP ET DE LA MODULATION EN CAS D'ELOIGNEMENT DU SERVICE POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES SAGES-FEMMES

Rapportrice : Mme Pascale LABBE

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a créé un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'État, transposable à la fonction publique territoriale dans les conditions de respect du principe de parité entre fonction publique de l'État et fonction publique territoriale.

Il s'adresse à toutes les catégories d'emplois (A, B, C). Il a rendu progressivement obligatoire depuis le 1er juillet 2015, un cadre de référence indemnitaire unique. Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à se substituer, dans le temps, à la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique territoriale, au fur et à mesure de la parution des textes pour chaque cadre d'emplois.

Le nouveau régime indemnitaire est applicable aux agents sur emplois permanents fonctionnaires titulaires, stagiaires, à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel de la commune, ainsi qu'aux contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel de la commune

Pour rappel ce nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) est composé de deux parties :

1 - **Une part fixe** : l'**indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)** qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Elle est versée mensuellement et proratisée en fonction du temps de travail de l'agent.

2 - **Une part variable facultative** : Le **complément indemnitaire annuel (C.I.A.)** lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir dont l'attribution individuelle est conditionnée cumulativement par les impératifs budgétaires et les résultats de l'entretien professionnel, et est donc facultative.

La collectivité a déjà délibéré, après avis du Comité Technique, le 06 juin 2017 et le 06 mars 2018 sur le principe de mise en œuvre du RIFSEEP, et ce pour les cadres d'emplois dont la parution des arrêtés ministériels correspondant le permettait.

Ainsi le nouveau régime indemnitaire, RIFSEEP (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) est mis en place dans notre collectivité depuis le 1er octobre 2017, consécutivement à la délibération du 22 Juin 2017, pour les cadres d'emplois suivants (ayant fait l'objet de la parution des arrêtés ministériels le permettant) : administrateurs territoriaux, attachés territoriaux, rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs territoriaux, ATSEM, agents sociaux territoriaux, éducateurs territoriaux des APS, adjoints territoriaux du patrimoine, animateurs territoriaux, adjoints d'animation territoriaux, puis agents de maîtrise et adjoints techniques territoriaux depuis mai 2018, consécutivement à la délibération du 18 avril 2018, puis ingénieurs en chef territoriaux, assistants socio-éducatif territoriaux, assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques et à titre transitoire Ingénieurs territoriaux, techniciens territoriaux, psychologues territoriaux, cadres territoriaux de santé infirmiers, puéricultrices territoriales, infirmiers territoriaux en soins généraux, techniciens paramédicaux territoriaux, éducateurs territoriaux de jeunes enfants et auxiliaires de puériculture territoriaux depuis juillet 2020 suite à la délibération du 18 juin 2020.

Pour les agents concernés, il s'est donc substitué au régime indemnitaire existant.

Depuis ces délibérations, des arrêtés ministériels ont été publiés.

Suite à la modification du décret n° 91-875 du 06/09/1991 et la création de corps équivalents **transitoires** à la fonction publique d'État en son annexe 2 permettant aux cadres d'emplois non encore éligibles au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) de pouvoir en bénéficier, la collectivité souhaite mettre en place le RIFSEEP pour le cadre d'emplois suivant :

- sages-femmes territoriaux

Les agents de la police municipale ne sont quant à eux pas concernés par le RIFSEEP.

Il est donc proposé aujourd'hui de basculer ce cadre d'emplois vers le RIFSEEP à compter du 1er janvier 2021, dans les mêmes conditions que pour les cadres d'emplois précédemment délibérés.

Pour les agents concernés, il se substituera donc au régime indemnitaire existant.

1 – L'IFSE : la partie fixe

Dans ce nouveau cadre réglementaire, chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions, déterminés par la collectivité au vu des critères professionnels suivants:

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les groupes sont hiérarchisés et les groupes supérieurs sont réservés aux postes les plus lourds ou les plus exigeants.

L'assemblée délibérante a déterminé le classement des emplois de la collectivité par groupe, le groupe 1 étant le plus exigeant, et de déterminer pour chaque groupe de fonctions, un montant maximal en respectant les montants arrêtés par groupe de fonctions pour la fonction publique de l'État. Des montants spécifiques pour les agents dotés par nécessité absolue de service, d'un logement de fonctions doivent être prévus. Par parallélisme, la détermination des groupes de fonctions est la même pour le CIA.

L'organe délibérant a également déterminé le montant maximal par groupe, et a autorisé l'autorité territoriale à fixer ensuite par arrêté individuel, le montant attribué à chacun, dans la limite de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année.

Ce classement et les montants maximum associés sont rappelés dans les tableaux en annexe.

Pour rappel également, toute délibération sur le régime indemnitaire doit impérativement mentionner ce qu'il advient du régime indemnitaire en cas d'éloignement du service. C'est une obligation légale, car en l'absence de mention spécifique sur la délibération, le régime indemnitaire ne peut être maintenu.

Antérieurement au 01.01.2018, le régime indemnitaire suivait le sort du traitement et était réduit de moitié en cas de passage à demi-traitement (à compter de 90 jours d'absence).

Pour rappel, et comme le prévoyait la délibération initiale de mise en place du RIFSEEP, le régime indemnitaire fixe (ancien pour les agents non passés en RIFSEEP, et IFSE pour les agents passés en RIFSEEP) est depuis le 01.01.2018 supprimé en cas d'exclusion temporaire de fonctions, sur la durée de l'exclusion pour absence de service fait.

La municipalité a également mis en place un critère de modulation du régime indemnitaire lié aux absences pour raisons de santé. Ainsi depuis le 1er janvier 2018, le régime indemnitaire est modulé de 50% à raison d'1/30ème au-delà du 18ème jour d'absence pour raison de santé sur une année calendaire, puis de 100% au-delà du 90ème jour d'absence pour raison de santé sur une année calendaire.

Les congés pour maladies imputables au service, à savoir les accidents de service, et les maladies professionnelles sont quant à elles exclues de cette modulation.

Les congés de maternité et paternité, enfants malades et temps partiel thérapeutique n'étant quant à eux, pas considérés comme des congés pour raison de santé, sont également exclus.

Ce principe de modulation s'applique donc depuis le 01.01.2018 à tous les régimes indemnitaires fixes en vigueur, et sera donc repris dans chaque délibération complémentaire concernant la mise en œuvre du RIFSEEP.

2 – Le CIA : la partie variable facultative

Seconde prime du RIFSEEP, qui permet de reconnaître l'engagement professionnel et la manière de servir d'un agent.

• **Versement annuel** possible en une ou deux fractions, et modulable le cas échéant si modalités précisées dans la délibération.

• Le cadre réglementaire impose de déterminer **des critères d'appréciation** reposant sur l'entretien professionnel

• Cela implique de préciser les critères (valeur professionnelle) et taux d'attribution, modalités de versement, et le cas échéant de modulation, ainsi que les montants plafonds par cadre d'emploi et groupes de fonction (par cohérence avec ceux déterminés pour l'IFSE).

L'appréciation de la valeur professionnelle se fonde donc sur l'entretien professionnel annuel, dit « évaluation ». Les critères d'appréciation de la valeur professionnelle figurent précisément sur le formulaire de l'entretien professionnel annuel. Y sont notamment appréciés les critères suivants, sur une échelle progressive allant de insatisfaisant à très satisfaisant:

- l'aptitude générale au poste, les connaissances professionnelles et techniques,
- la connaissance de son domaine d'intervention,
- son investissement dans l'exercice de ses fonctions,
- son sens du service public,
- sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail,
- et le cas échéant, les compétences d'encadrement

Les perspectives budgétaires ont permis à la municipalité, qui s'y était engagée, de dégager une enveloppe budgétaire, fut-elle modeste, pour une première attribution du CIA en 2018. La municipalité a donc proposé, consécutivement à cette perspective, de formaliser l'évolution des modalités d'attribution individuelle de ce complément.

Elle a dans ce cadre travaillé successivement avec les organisations syndicales et les directeurs dans le cadre de réunions dédiées, ayant eu lieu en Octobre 2018. Ces deux temps de travail soutenus ont pu permettre un état des lieux du dispositif d'évaluation en vigueur et de ses perspectives d'amélioration, des propositions de révision et de définition des critères d'appréciation, enfin de déterminer une modulation de l'attribution individuelle fondée sur cette appréciation.

Des supports d'aide ont également été créés pour permettre à l'encadrant d'illustrer par des exemples concrets son évaluation de la valeur professionnelle selon des critères pré déterminés, afin d'objectiver son avis. Ainsi l'agent saura exactement sur quoi s'est fondé son encadrant pour son appréciation. Ont également été retravaillés les délais de campagne annuelle, ainsi qu'une fluidité des circuits de signature et visa.

Sur la base de rattachements à un groupe de fonctions similaire à celui déterminé pour l'attribution de l'IFSE, dans la logique d'une cartographie des emplois homogènes (voir annexe 1), l'évolution de l'attribution du complément indemnitaire annuel (CIA) à compter de Décembre 2018 a été formalisée selon les modalités suivantes.

L'attribution individuelle se fait selon un taux individuel modulé en fonction du niveau d'appréciation atteint (voir détail ci-après), et sous réserve de l'enveloppe budgétaire annuelle allouée au CIA par l'assemblée délibérante dans le cadre du vote du budget primitif, comme pour tout régime indemnitaire. Le taux modulé s'appliquant alors sur un montant alloué par enveloppe pour chaque groupe de fonctions, dans la limite du montant annuel maximal défini par l'organe délibérant pour chacun de ces groupes de fonctions (voir annexe 1).

Il est précisé que ce montant ne pourra en tout état de cause dépasser les montants maxima plafonds applicables dans la Fonction Publique d'État. Il est également rappelé que les cadres d'emplois à ce jour exclus du RIFSEEP ne pourront en bénéficier.

Taux d'attribution individuelle :

- **100%** du CIA si plus de la moitié des critères évalués sont cochés dans satisfaisant ou très satisfaisant sur la fiche d'évaluation annuelle,
- **50%** du CIA si plus de la moitié des critères évalués sont cochés dans à améliorer ou satisfaisant sur la fiche d'évaluation annuelle,
- **0%** du CIA si plus de la moitié des critères évalués sont cochés dans à améliorer ou insatisfaisant sur la fiche d'évaluation annuelle.

Le complément indemnitaire annuel (CIA) fait l'objet le cas échéant, d'un **versement annuel en décembre de chaque année, sur la base du compte-rendu de l'entretien professionnel de l'année n-1.**

Son versement est donc conditionné **exclusivement** par l'appréciation écrite de la valeur professionnelle qui se fonde sur les critères détaillés sur la fiche d'évaluation d'entretien professionnel annuel.

Il est également rappelé que le versement individuel du complément indemnitaire annuel est **conditionné par l'existence d'une enveloppe budgétaire annuelle dédiée, et ne sera donc pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.**

Il est précisé également que dans cette logique réglementaire, les bénéficiaires potentiels du CIA sont les agents exerçant leurs fonctions sur un **emploi permanent**, et donc devant être annuellement évalués: titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, ainsi que les agents contractuels permanents de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune.

L'attribution du CIA étant réglementairement conditionnée par l'appréciation de la valeur professionnelle et de l'engagement professionnel, le CIA ne pourra pas être versé lorsque ceux-ci ne peuvent être évalués.

Ces propositions concernant l'évolution du CIA ont fait l'objet d'une consultation du Comité technique en date du 13 Novembre 2018, qui a émis un avis favorable sur ces propositions.

3 – Cumul du RIFSEEP avec les autres primes et indemnités

Pour rappel, L.I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ils ne peuvent pas se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- La prime spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,
-

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, ...),

- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- La prime de responsabilité versée au directeur général des services,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime annuelle versée en deux fois,
- La nouvelle bonification indiciaire (N.B.I.),

Ce projet a fait l'objet d'une consultation du Comité technique le 14 décembre 2020.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88, modifiée par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 article 84,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 et l'arrêté du 24 décembre 2012, portant création d'une l'indemnité d'exercice de missions des préfetures,

Vu le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 14 janvier 2002 relatifs à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu la délibération n° 2005/12.1-024 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.E.M.P

Vu la délibération n° 2005/12.1-027 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.A.T,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un

régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale.

Vu la délibération n° 7 en date 26 février 1992 instituant une prime de rendement et de service,

Vu la délibération n° 25 du 31 mars 1993 instituant une prime de rendement et de service,

Vu la délibération n° 28 du 31 mars 1993 instituant une indemnité de sujétions spéciales filière culturelle,

Vu la délibération n° 29 du 31 mars 1993 instituant une prime de sujétions spéciales filière culturelle,

Vu la délibération n° 30 du 31 mars 1993 instituant une prime de responsabilité filière culturelle,

Vu la délibération n° 31 du 31 mars 1993 instituant une indemnité spéciale des fonctionnaires du corps scientifique des bibliothèques,

Vu la délibération n° 32 et 33 du 31 mars 1993 instituant régime indemnitaire prime encadrement filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 34 du 31 mars 1993 instituant une indemnité de sujétions spéciales filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 35 du 31 mars 1993 instituant une prime de service filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 25 du 25 juin 1993 instituant prime de technicité forfaitaire filière culturelle,

Vu la délibération n° 95.16 du 03 juillet 1995 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves pour les assistants d'enseignement artistique,

Vu la délibération n° 96.21 du 23 mai 1996 instituant une prime de fonction de traitement de l'informatique

Vu la délibération n° 97.26 du 30 juin 1997 portant modification du régime indemnitaire

Vu la délibération n° 98.26 du 30 juin 1998 instituant le régime indemnitaire de la filière animation

Vu la délibération n° 00.29 du 12 octobre 2000 instituant une indemnité forfaitaire pour travaux des dimanches filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 01.24 du 08 février 2001 portant mise en conformité du régime indemnitaire de la filière technique,

Vu la délibération n° 02.24 du 24 février 2002 instituant le régime indemnitaire des conseillers et assistants sociaux éducatifs, I.F.S.S,

Vu la délibération n° 31 du 30 septembre 2004 instituant une indemnité spéciale mensuelle de fonctions des agents et chefs de service de la police municipale,

Vu la délibération n°2005/02-35 du 17 février 2005 instituant une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires – I.F.T.S,

Vu la délibération n° 2005/04-34 du 21 avril 2005 instituant le régime indemnitaire du personnel de la police municipale,

Vu la délibération n° 2005/12.1-024 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.E.M.P

Vu la délibération n° 2005/12.1-026 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – indemnité de sujétions des conseillers, des activités physiques et sportives,

Vu la délibération n° 2005/12.1-027 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.A.T,

Vu la délibération n° 2006/03-020 du 23 mars 2006 instituant une prime spécifique filière médico-sociale,
Vu la délibération n° 2007/07-026 du 12 juillet 2007 instituant le régime indemnitaire de la filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 2008/06-034 du 26 juin 2008 instituant une dotation statutaire pour l'emploi fonctionnel de directeur général des services de la commune,

Vu la délibération n° 2009/01-16 du 22 janvier 2009 instituant un régime indemnitaire des médecins territoriaux,

Vu la délibération n° 2010/06.06 du 24 juin 2010 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves,

Vu la délibération n° 2011/06-02 du 17 juin 2011 instituant la prime de fonctions et de résultats – P.F.R,

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 6 juin 2017 pour la mise en place du RIFSEEP pour les administrateurs territoriaux, les attachés territoriaux, les rédacteurs territoriaux, les adjoints administratifs territoriaux, les ATSEM, les agents sociaux territoriaux, les éducateurs territoriaux des APS, les adjoints territoriaux du patrimoine, les animateurs territoriaux et les adjoints d'animation territoriaux,

Vu la délibération n° 2017/06-22 du 22 juin 2017 instituant la mise à jour du régime indemnitaire dont RIFSEEP et la modulation en cas d'éloignement du service pour l'ensemble des agents de la commune pour les cadres d'emplois ayant fait l'objet d'arrêtés ministériels publiés au Journal Officiel à cette date,

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 6 mars 2018 pour la mise en place du RIFSEEP pour les agents de maîtrise et les adjoints techniques territoriaux,

Vu la délibération n° 2018/04-07 du 12 avril 2018 instituant la mise à jour du régime indemnitaire dont RIFSEEP et la modulation en cas d'éloignement du service pour les cadres d'emplois de la filière technique des agents de maîtrise et des adjoints techniques de la commune ayant fait l'objet d'arrêtés ministériels publiés au Journal officiel à cette date,

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 13 novembre 2018 sur la continuité de la mise en œuvre du RIFSEEP, et notamment sur l'évolution de l'attribution du montant individuel lié au Complément Individuel Annuel (CIA),

Vu la délibération n° 2018/11-11 du 22 novembre 2018 portant mise à jour du nouveau régime indemnitaire RIFSEEP : évolution du CIA,

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 09 juin 2020 pour la mise en place du RIFSEEP pour les ingénieurs en chef territoriaux, les assistants socio-éducatifs territoriaux, les assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques et à titre transitoire les ingénieurs territoriaux, les techniciens territoriaux, les psychologues territoriaux, les cadres de santé infirmiers, les puéricultrices territoriales, les infirmiers territoriaux en soins généraux, les techniciens paramédicaux territoriaux, les éducateurs territoriaux de jeunes enfants et les auxiliaires de puériculture territoriaux,

Vu la délibération n° 2020/06-07 du 18 juin 2020 portant mise en place du RIFSEEP pour les ingénieurs en chef territoriaux, les assistants socio-éducatifs territoriaux, les assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques et à titre transitoire les ingénieurs territoriaux, les techniciens territoriaux, les psychologues territoriaux, les cadres de santé infirmiers, les puéricultrices territoriales, les infirmiers territoriaux en soins généraux, les techniciens paramédicaux territoriaux, les éducateurs territoriaux de jeunes enfants et les auxiliaires de puériculture territoriaux,

Vu l'avis du Comité technique en date du 14 décembre 2020 pour la mise en place du RIFSEEP pour le cadre d'emplois, à titre transitoire des sages-femmes territoriaux,

Considérant qu'il revient à l'organe délibérant de déterminer pour ces cadres d'emplois le montant maximal par groupe, en respectant les principes de parité entre Fonction publique, et d'autoriser l'autorité territoriale à fixer ensuite par arrêté individuel, le montant attribué à chacun, dans la limite de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année,

Considérant que la collectivité a déjà délibéré, après avis du Comité technique sur le principe de mise en œuvre du RIFSEEP et pour les cadres d'emplois dont la parution des arrêtés ministériels correspondant le permettaient,

Considérant que la collectivité souhaite dans cette continuité mettre en place le RIFSEEP pour les cadres d'emplois dont les arrêtés ministériels ont été publiés,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Instaure, suite à la modification du décret n° 91-875 du 06/09/1991 et la création de corps équivalents **transitoires** à la fonction publique d'État en son annexe 2 permettant aux cadres d'emplois non encore éligibles, l'indemnité de fonctions, de sujétions, et de l'expertise (I.F.S.E.) pour le cadre d'emplois suivant, ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel, et ce à compter du 1^{er} janvier 2021 :

- sages-femmes territoriaux

Précise que pour les agents concernés, le RIFSEEP se substituera donc au régime indemnitaire existant.

Article 2 :

Précise que les bénéficiaires de l'I.F.S.E, pour le cadre d'emplois à titre transitoire des sages-femmes territoriaux, sont :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,

Article 3 :

Détermine les groupes de fonctions et les montants maxima figurant en annexe pour le cadre d'emplois à titre transitoire des sages-femmes territoriaux, au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Article 4 :

Rappelle que l'I.F.S.E détermine pour chaque groupe, un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés en annexe et applicable aux fonctionnaires de l'État, conformément au principe de parité entre la fonction publique de l'État et la fonction publique territoriale.

Article 5 :

Détermine les modalités de réexamen du montant individuel de l'I.F.S.E. pour le cadre d'emplois à titre transitoire des sages-femmes territoriaux.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation...) en cas de changement d'emploi et évolution statutaire associée, d'une promotion interne ou avancement de grade.

Article 6 :

Rappelle que conformément à la délibération n°2017/06-22 du 22 juin 2017 le régime indemnitaire de l'ensemble des agents communaux, quel qu'en soit la nature, est modulé de la manière suivante en cas d'éloignement du service.

Le régime indemnitaire est maintenu intégralement pendant les congés annuels, les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les congés imputables au service

(accidents de service, accidents de travail, maladies professionnelles), le congé enfant-malade et les mi-temps thérapeutiques.

Le régime indemnitaire est supprimé en cas d'exclusion temporaire de fonctions et en cas d'absences injustifiées, sur la durée de l'exclusion, ou de l'absence injustifiée pour absence de service fait.

En cas de maladie ordinaire, le régime indemnitaire est réduit à raison de 50 % d'1/30^{ème} par jour d'absence au-delà du 18^{ème} jour d'absence et supprimé en totalité par jour d'absence au-delà du 90^{ème} jour d'absence sur une année calendaire.

Au 1^{er} janvier de l'année suivante, le régime indemnitaire ne pourra être rétabli qu'en cas de reprise effective de l'agent.

| Nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire | % de suppression |
|--|------------------|
| De 0 à 18 | 0 % |
| De 19 à 90 | 50 % |
| Au-delà de 90 | 100 % |

Le régime indemnitaire est supprimé en totalité à raison d'1/30^{ème} par jour d'absence pour les types d'absences suivants : congés de longue maladie, les congés de longue durée et les congés de grave maladie et ce, à partir de la date de réception de l'avis favorable du Comité médical, ou de l'instance médicale compétente, et ce jusqu'à l'aptitude à la reprise.

Ces dispositions de modulation du régime indemnitaire applicables à l'ensemble des agents sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018 conformément à la délibération n°2017/06-22 du 22 juin 2017.

Les agents de la police municipale n'étant pas concernés par le RIFSEEP, ils conservent leur régime indemnitaire actuel, modulable dans les mêmes conditions que le RIFSEEP.

Article 7 :

Décide que le complément indemnitaire annuel (CIA) sera attribué selon un taux individuel modulable compris entre 0 et 100 % de l'enveloppe budgétaire annuelle allouée au CIA par l'assemblée délibérante dans le cadre du vote du budget primitif, et ce pour chaque groupe de fonctions, et dans la limite du montant annuel maximal défini par l'organe délibérant pour chaque groupe de fonctions (voir annexe). Ce montant ne pourra dépasser les montants maxima plafonds applicables dans la Fonction Publique d'État.

Article 8 :

Décide que cette attribution se fondera sur l'appréciation de la valeur professionnelle et de l'engagement professionnel, évalués dans le cadre formalisé de l'entretien professionnel annuel, dit « évaluation ». Les critères d'appréciation de la valeur professionnelle et de l'engagement professionnel figurent précisément sur le formulaire de l'entretien professionnel annuel écrit. Y sont notamment appréciés les critères suivants, sur une échelle progressive allant de insatisfaisant à très satisfaisant :

- l'aptitude générale au poste, les connaissances professionnelles et techniques,
- la connaissance de son domaine d'intervention,
- son investissement dans l'exercice de ses fonctions,
- son sens du service public,
- sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail,
- et le cas échéant, les compétences d'encadrement

Taux d'attribution individuelle :

- **100%** du CIA si plus de la moitié des critères évalués sont cochés dans satisfaisant ou très satisfaisant sur la fiche d'évaluation annuelle,
- **50%** du CIA si plus de la moitié des critères évalués sont cochés dans à améliorer ou satisfaisant sur la fiche d'évaluation annuelle,

- **0%** du CIA si plus de la moitié des critères évalués sont cochés dans à améliorer ou insatisfaisant sur la fiche d'évaluation annuelle.

Article 9 :

Précise que les bénéficiaires du CIA sont les agents affectés sur un emploi permanent faisant l'objet d'une évaluation annuelle:

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,
- Agents contractuels permanents de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,

Article 10 :

Précise que les groupes de fonctions par cadre d'emploi déterminés pour la fixation des montants maxima plafonds annuels du CIA sont identiques aux groupes de fonctions déterminés pour l'IFSE (voir annexe) par principe d'homogénéisation de la cartographie des emplois de la collectivité.

Article 11 :

Décide que le complément indemnitaire annuel (CIA) fera l'objet le cas échéant, d'un versement annuel en décembre de chaque année, sur la base du compte-rendu de l'entretien professionnel de l'année n-1. Son versement est donc conditionné exclusivement par l'appréciation de la valeur professionnelle et de l'engagement professionnel, qui se fondent sur les critères détaillés sur la fiche d'évaluation d'entretien professionnel annuel.

Article 12 :

Précise que l'attribution du CIA étant réglementairement conditionnée par l'appréciation de la valeur professionnelle et de l'engagement professionnel, le CIA ne pourra pas être versé lorsque ceux-ci ne peuvent être évalués.

Article 13 :

Précise que l'I.F.S.E. et le C.I.A. pour le cadre d'emplois à titre transitoire des sages-femmes territoriaux, sont exclusifs par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ils ne pourront pas se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- La prime spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,
-

En revanche, le RIFSEEP pour le cadre d'emplois à titre transitoire des sages-femmes territoriaux, est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- La prime de responsabilité versée au directeur général des services,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime annuelle versée en deux fois,
- La nouvelle bonification indiciaire (N.B.I.),

Article 14 :

Les montants maxima (plafonds) peuvent évoluer selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'État.

Article 15 :

Autorise Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel, le montant perçu par chaque agent au titre de l'I.F.S.E., et du C.I.A., dans le respect des principes définis ci-dessus, et de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année pour chaque part.

Article 16 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2021 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

8 - DIRECTION DES FINANCES

OUVERTURE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021

Rapportrice : Mme Corinne BORD

Le Budget d'une commune doit être voté avant le 15 avril (Code général des collectivités territoriales, art.L.1612-1 et s.)

En vertu de l'article L 1612-1 du Code général des collectivités territoriales, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, le Maire est en droit d'engager, de liquider et de mandater les dépenses et de mettre en recouvrement les recettes de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'exercice n-1.

Il peut également mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, le Maire peut sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme (AP) votée sur les exercices antérieurs, le Maire peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'AP.

Ces crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Afin de permettre l'exécution des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2021, il est proposé de voter les enveloppes ci-dessous :

| Section d'investissement – Détail des dépenses | | | |
|--|---|-----------------------------------|---|
| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budget Primitif 2020 | Montant autorisé dans la limite des 25% |
| 165 | Dépôts et cautionnement reçus | 10 000 | 2 500 |
| 165 | Dépôts et cautionnement reçus | 10 000 | 2 500 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 344 805 | 86 201 |
| 2031 | Frais d'études | 251 805 | 62 951 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 93 000 | 23 250 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 160 000 | 40 000 |
| 2041631 | Bien mobil., matériel & étude | 30 000 | 7 500 |
| 204181 | Bien mobil., matériel & étude | 130 000 | 32 500 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 6 004 873 | 1 501 218 |
| 2111 | Terrains nus | 212 001 | 53 000 |
| 2112 | Terrains de voirie | 47 002 | 11 751 |
| 2116 | Cimetières | 50 000 | 12 500 |
| 2121 | Plant. D'arbres et arbustes | 69 300 | 17 325 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements de terrains | 140 000 | 35 000 |
| 21311 | Hôtel de ville | 329 000 | 82 250 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 1 026 000 | 256 500 |
| 21316 | Equipements du cimetière | 15 000 | 3 750 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 1 406 250 | 351 563 |
| 2135 | Installations générales, agencements, aménagements des cd | 15 000 | 3 750 |
| 2138 | Autres constructions | 180 000 | 45 000 |
| 2151 | Réseaux de voirie | 800 000 | 200 000 |
| 2152 | Installations de voirie | 690 000 | 172 500 |
| 21534 | Réseaux d'électrification | 51 000 | 12 750 |
| 21538 | Autres réseaux | 280 000 | 70 000 |
| 2158 | Autres instal., mat. Et out. Tech. | 261 870 | 65 468 |
| 2182 | Matériel de transport | 100 000 | 25 000 |
| 2183 | Mat. De bureau et mat. Informatique | 177 000 | 44 250 |
| 2184 | Mobilier | 155 450 | 38 863 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 623 500 | 655 875 |
| 2313 | Constructions | 30 000 | 7 500 |
| 2315 | Instal., mat. Et out. Techn. | 2 592 000 | 648 000 |
| 2316 | Rest. Coll et oeuvres d'art | 1 500 | 375 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 617 861 | 154 465 |
| 275 | Dépôts et cautionnement versés | 10 000 | 2 500 |
| 276351 | GFP de rattachement | 607 861 | 151 965 |
| 4541 | travaux exécutés d'office pour le compte de tiers | 100 000 | 25 000 |
| 45418 | Opération pour compte de tiers | 100 000 | 25 000 |
| Total dépenses Investissement | | 9 851 039 | 2 462 760 |

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article 1612-1,

Considérant, que des dépenses nouvelles d'investissement devront être engagées, liquidées et mandatées avant l'adoption du budget primitif 2021,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

La commission des finances consultée,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à procéder à l'ouverture des crédits de la section d'investissement dans la limite de 25% du budget de l'année précédente comme ci-dessous:

| Section d'investissement – Détail des dépenses | | | |
|--|---|-----------------------------------|---|
| Chap./Art. | Libellé | Pour mémoire Budget Primitif 2020 | Montant autorisé dans la limite des 25% |
| 165 | Dépôts et cautionnement reçus | 10 000 | 2 500 |
| 165 | Dépôts et cautionnement reçus | 10 000 | 2 500 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 344 805 | 86 201 |
| 2031 | Frais d'études | 251 805 | 62 951 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 93 000 | 23 250 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 160 000 | 40 000 |
| 2041631 | Bien mobil., matériel & étude | 30 000 | 7 500 |
| 204181 | Bien mobil., matériel & étude | 130 000 | 32 500 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 6 004 873 | 1 501 218 |
| 2111 | Terrains nus | 212 001 | 53 000 |
| 2112 | Terrains de voirie | 47 002 | 11 751 |
| 2116 | Cimetières | 50 000 | 12 500 |
| 2121 | Plant. D'arbres et arbustes | 69 300 | 17 325 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements de terrains | 140 000 | 35 000 |
| 21311 | Hôtel de ville | 329 000 | 82 250 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 1 026 000 | 256 500 |
| 21316 | Equipements du cimetière | 15 000 | 3 750 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 1 406 250 | 351 563 |
| 2135 | Installations générales, agencements, aménagements des cd | 15 000 | 3 750 |
| 2138 | Autres constructions | 180 000 | 45 000 |
| 2151 | Réseaux de voirie | 800 000 | 200 000 |
| 2152 | Installations de voirie | 690 000 | 172 500 |
| 21534 | Réseaux d'électrification | 51 000 | 12 750 |
| 21538 | Autres réseaux | 280 000 | 70 000 |
| 2158 | Autres instal., mat. Et out. Tech. | 261 870 | 65 468 |
| 2182 | Matériel de transport | 100 000 | 25 000 |
| 2183 | Mat. De bureau et mat. Informatique | 177 000 | 44 250 |
| 2184 | Mobilier | 155 450 | 38 863 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 623 500 | 655 875 |
| 2313 | Constructions | 30 000 | 7 500 |
| 2315 | Instal., mat. Et out. Techn. | 2 592 000 | 648 000 |
| 2316 | Rest. Coll et oeuvres d'art | 1 500 | 375 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 617 861 | 154 465 |
| 275 | Dépôts et cautionnement versés | 10 000 | 2 500 |
| 276351 | GFP de rattachement | 607 861 | 151 965 |
| 4541 | travaux exécutés d'office pour le compte de tiers | 100 000 | 25 000 |
| 45418 | Opération pour compte de tiers | 100 000 | 25 000 |
| Total dépenses Investissement | | 9 851 039 | 2 462 760 |

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa

publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

9 - DIRECTION DES FINANCES

ADMISSIONS EN NON VALEUR

Rapportrice : Mme Corinne BORD

Le trésorier payeur de la ville de Noisy-le-Sec a adressé des états de produits communaux à proposer en admission en non-valeur.

Il est rappelé que le comptable public a la compétence exclusive de la mise en recouvrement des titres de la collectivité. Dans le cadre de cette mission, il lui appartient d'effectuer toutes les diligences nécessaires à cette fin.

Lorsque les procédures engagées n'ont pu aboutir au paiement de ces créances, celles-ci sont déclarées irrécouvrables et font l'objet d'une écriture en perte comptabilisée à l'article 6541 "Créances admises en non-valeur".

Les états transmis laissent apparaître des créances irrécouvrées sur plusieurs années pour un montant total de 4 820,08€

Il est proposé de passer en admission en non-valeur le montant total de 4 820,08€ réparti comme suit :

- Liste n° 4449700515 : 2 996,63€.
- Liste n° 4450300215 : 169,90€.
- Liste n° 4449720815 : 309,23€.
- Liste n° 44505500215 : 1 344,32€.

Certes, ces montants représentent une dépense pour le budget de la Ville mais cet effort de clarification budgétaire permet à la commune d'apurer les créances devenues irrécouvrables.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables sur plusieurs années pour un montant de 4 820,08 €.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'état produit par le trésorier, concernant le non recouvrement de certaines recettes,

Considérant que ces recettes sont irrécouvrables,

La commission des finances consultée,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrées sur plusieurs années pour un montant total de 4 820,08€ réparti comme suit :

- Liste n° 4449700515 : 2 996,63€.
- Liste n° 4450300215 : 169,90€.
- Liste n° 4449720815 : 309,23€.
- Liste n° 44505500215 : 1 344,32€.

Ces montants correspondent essentiellement à des restes à recouvrer inférieurs au seuil de poursuite et à des combinaisons de recherches infructueuses d'actes.

Article 2 :

Dit que ces dépenses, d'un montant de 4 820,08€ sont prévues au Budget, chapitre 65, article 6541 "créances admises en non-valeur".

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

10 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3 F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER SEMARD 208 LOGEMENTS COLLECTIFS SITUÉE A NOISY LE SEC

Rapportrice : Mme Corinne BORD

En application des articles L-2252-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les Sociétés Anonymes d'HLM,

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 19 octobre 2016 relative à l'opération de réhabilitation de l'ensemble immobilier "Sémard" de 208 logements collectifs à Noisy-le-Sec.

Détail de l'opération :

Le programme de travaux de cet ensemble immobilier doit permettre de traiter des pathologies importantes sur l'enveloppe et de remettre à niveau une résidence qui ne correspond plus aux attentes des résidents.

Réhabilitation des logements,

- Réfection des étanchéités des toitures terrasses y compris renforts d'isolation (12 cm d'épaisseur),
- Mises aux normes des lanternes aux de désenfumage (agrandissement),
- Réfection des peintures des cages d'escaliers et des paliers,
- Remplacement de l'éclairage des parties communes (détecteurs de présence),
- Flocage des planchers hauts des sous-sols,
- Conservation des locaux VO, adaptation en locaux tri : Sécurité incendie portes CF, création de SAS, adaptation éclairage de sécurité, Aménagement des locaux VO existants,
- Création d'une rampe d'accès PMR à l'espace d'accueil,
- Réfection électricité et peintures de l'espace d'accueil,
- Remplacement des portes palières par des portes EI30 et BP1,
- Mises aux normes de l'électricité dans les logements C15-100,
- Réfection complète des salles de bain et WC (sanitaires, faïences, peintures, sols thermostatiques), Compte tenu de l'omniprésence d'amiante recouvrant systématiquement des sols amiantés et mise en place de panneaux WEDI pour mise en place des faïences,
- Mise en place de ROAI avec flexible garantie à vie,
- Mise en place d'une VMC hygro B y compris détalonnage des portes intérieures des logements.

Le Plan de financement de l'opération:

| <u>Ressources :</u> | <u>Montant</u> | <u>En %</u> |
|----------------------------|-----------------------|--------------------|
| Prêt CDC | 3 100 000,00 € | 91,33 |
| Fonds propres | 294 267,35 € | 8,67 |
| TOTAL | 3 394 267,35 € | 100,00 |

Il est demandé au Conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de **3 100 000 euros** et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

En contrepartie de la garantie, Immobilière 3F réserve 42 logements, soit 20% des 208 logements au contingent Ville répartis par typologie :

- 2 logements type F1,
- 5 logements type F2,
- 19 logements type F3,
- 16 logements type F4.

| Lot | Adresse | Code postal | Commune | Nature de lot | Typologie | Etage | Superficie |
|------------|-------------------------|-------------|--------------|---------------|-----------|-----------------------|------------|
| S633L-0005 | 13 RUE PIERRE SEMARD | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F1 | Rez-de-Chaussée | 29,00 |
| S633L-0018 | 13 rue Pierre SEMARD | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F4 | 3ème étage | 76,00 |
| S633L-0021 | 13 rue Plierre SEMARD | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F4 | 4ème étage | 75,00 |
| S633L-0030 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F4 | 1 ^{er} étage | 89,00 |
| S633L-0033 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F4 | 2ème étage | 78,00 |
| S633L-0040 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F3 | 4ème étage | 70,00 |
| S633L-0041 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F4 | 4ème étage | 78,00 |
| S633L-0050 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F3 | 6ème étage | 72,00 |
| S633L-0053 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F4 | 7ème étage | 78,00 |
| S633L-0056 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F3 | 8ème étage | 70,00 |
| S633L-0058 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F3 | 8ème étage | 72,00 |
| S633L-0062 | 1 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F3 | 9ème étage | 72,00 |
| S633L-0075 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F4 | 3ème étage | 79,00 |
| S633L-0080 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY LE SEC | APPT | F3 | 4ème étage | 70,00 |

| | | | | | | | | |
|------------|-------------------------|-------|-----------|----|------|----|-----------------------|-------|
| S633L-0084 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 5ème étage | 70,00 |
| S633L-0085 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 5ème étage | 78,00 |
| S633L-0086 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 5ème étage | 71,00 |
| S633L-0091 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 7 étage | 79,00 |
| S633L-0093 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 7ème étage | 78,00 |
| S633L-0096 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 8ème étage | 70,00 |
| S633L-0117 | 3 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APTT | F4 | 13ème étage | 78,00 |
| S633L-0128 | 5 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2ème étage | 80,00 |
| S633L-0130 | 5 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2ème étage | 67,00 |
| S633L-0139 | 5 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 5ème étage | 52,00 |
| S633- | 5 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 5ème étage | 69,00 |
| S633L-0145 | 5 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 6ème étage | 62,00 |
| S633L-0149 | 5 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 7ème étage | 62,00 |
| S633L-0152 | 5 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 8ème étage | 69,00 |
| S633L-0171 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | Rez-de-Chaussée | 28,00 |
| S633L-0175 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 1 ^{er} étage | 80,00 |
| S633L-0177 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APTT | F3 | 1 ^{er} étage | 64,00 |
| S633L-0181 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APTT | F4 | 2ème étage | 80,00 |
| S633L0185 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APTT | F2 | 2ème étage | 48,00 |
| S633L-0188 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 3ème étage | 59,00 |
| S633L-0191 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 3ème étage | 48,00 |

| | | | | | | | | |
|------------|-------------------------|-------|-----------|----|------|----|------------|-------|
| S633L-0193 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APTT | F4 | 4ème étage | 80,00 |
| S633L-0198 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 5ème étage | 48,00 |
| S633L-0199 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 5ème étage | 79,00 |
| S633L-0201 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 5ème étage | 59,00 |
| S633L-0203 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 5ème étage | 53,00 |
| S633L-0205 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 6ème étage | 80,00 |
| S633L-0207 | 7 Allée de la Madeleine | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 6ème étage | 59,00 |

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 27 février 2017 relative à l'opération de réhabilitation de l'ensemble immobilier "Sémard" de 208 logements collectifs à Noisy-le-Sec, par laquelle le bailleur tend à obtenir la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Vu le contrat de prêt n° 108704 du 27 avril 2020 de 3 100 000 € (trois millions cent mille euros) constitué d'une seule ligne de prêt n° 5363457 en annexe signé par l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garantie d'emprunt présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de trois millions cent mille euros constitué d'une ligne de prêt.

Ce prêt est destiné au financement de l'opération S633L Noisy-Le-Sec "Sémard", parc social public, Réhabilitation de 208 logements situés 13 rue Pierre Sémard 93130 Noisy-le-Sec et selon l'affectation suivante :

- PAM , d'un montant de trois millions cent mille euros (3 100 000 .00 €).

La commission des finances consultée.

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de trois millions cent mille euros (3 100 000 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 108704.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt n°108704 et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble de la somme contractuellement due par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

11 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DU QUARTIER BOISSIERE PHASE 3 DE 66 LOGEMENTS DES TOURS EINSTEIN A NOISY LE SEC

Rapportrice : Mme Corinne BORD

En application des articles L-2252-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les Sociétés Anonymes d'HLM,

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune de Noisy-le-Sec par son courrier du 21 février 2018 relative à l'opération de réhabilitation de 2 tours "EINSTEIN" de 66 logements, au 2 allée d'Anjou et 10 allée de Bourgogne à Noisy-le-Sec,

Détail de l'opération :

Réhabilitation des logements

- Isolation des façades, de la terrasse et des caves,
- Réfection de la ventilation et révision des menuiseries extérieures,
- Mise aux normes électriques des logements,
- Réfection des pièces humides dégradées,
- Remplacement des portes palières des logements,
- Remplacement des portes de hall et contrôle d'accès,
- Réfection des cages d'escalier,
- Révision des gaines techniques,
- Option : réfection des ascenseurs,
-

Le Plan de financement de l'opération:

| <u>Ressources :</u> | <u>Montant</u> | <u>En %</u> |
|----------------------------|-----------------------|--------------------|
| Prêt CDC | 1 534 000,00 € | 90,12 |
| Fonds propres | 168 108,24 € | 9,88 |
| TOTAL | 1 702 108,24 € | 100,00 |

Il est demandé au Conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 1 534 000,00 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

En contrepartie de la garantie apportée par la Commune, la Société s'engage à lui réserver 13 logements, soit 20 % des 66 logements de la résidence, objet de la présente, répartis comme suit :

| Lot | Adresse | Code postal | Commune | Nature de lot | Typologie | Etage |
|------------|----------------------|-------------|--------------|---------------|-----------|-----------------------|
| S626L-0004 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F5 | 1 ^{er} étage |
| S626L-0005 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F4 | 1 ^{er} étage |
| S626L-0009 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F4 | 2ème étage |

| | | | | | | |
|------------|----------------------|-------|--------------|-----|----|------------|
| S626L-0012 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F4 | 3ème étage |
| S626L-0014 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F4 | 4ème étage |
| S626L-0017 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F4 | 5ème étage |
| S626L-0023 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F4 | 7ème étage |
| S626L-0024 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F4 | 7ème étage |
| S626L-0025 | 2 Allée DE BOURGOGNE | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F5 | 8ème étage |
| S626L-0041 | 10 Allée D ANJOU | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F3 | 3ème étage |
| S626L-0042 | 10 Allée D ANJOU | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F3 | 3ème étage |
| S626L-0047 | 10 Allée D ANJOU | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F3 | 3ème étage |
| S626L-0053 | 10 Allée D ANJOU | 93130 | NOISY LE SEC | APT | F3 | 6ème étage |

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 21 février 2018 concernant l'opération réhabilitation du quartier la Boissière de 66 logements des "tours Einstein", situées 2 allée de Bourgogne et 10 allée d'Anjou à Noisy-le-Sec, par laquelle le bailleur tend à obtenir la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Vu le contrat de prêt n° 109725 du 27 mai 2020 de 1 534 000,00 € (un million cinq-cents trente-quatre mille euros) constitué de 2 lignes du prêt (n° 5363207 et n° 5363208) en annexe signés entre Immobilière 3F, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garantie d'emprunt présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté d'un million cinq-cent-trente-quatre mille euros constitué de deux lignes de prêt,
Ce prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article "Objet du Prêt" et selon l'affectation suivante :

- PAM Taux fixe - Complémentaire à l'Ecot-prêt, d'un montant de six-cent-dix mille euros (610 000,00 euros), ligne n° 5363208 ;
 - PAM Eco-prêt, d'un montant de neuf-cent-vingt-quatre mille euros (924 000 euros), ligne n° 5363207 ;

Le montant de chaque ligne de prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt,

La commission des finances consultée.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt n° 109725 d'un montant d'un million cinq-cent-trente-quatre mille euros (1 534 000,00 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de contrat du prêt du 27 mai 2020 de 1 534 000 €.

Ledit contrat de Prêt n° 109725 est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt n° 109725 et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur la totalité de la somme contractuellement due par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

12 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIERE 3F DESTINEE A FINANCER L'OPERATION DE REHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER BERGERIES DE 425 LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DES ESPACES EXTERIEURS

Rapportrice: Mme Corinne BORD

En application des articles L2252-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les Sociétés Anonymes d'HLM,

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 2 Août 2019 relative à l'opération de réhabilitation de 425 logements et l'aménagement des espaces extérieurs de la résidence "Bergeries" à Noisy-le-Sec, située au 11 rue Léo Lagrange.

Description sommaire des travaux :

Clos et couvert

- Réfection des bétons existants
- Peinture des bétons, des ouvrages métalliques et des façades des boxes
- Isolation des combles, et réfection partielle de la charpente en bois et de la couverture en zinc
- Révision des menuiseries extérieures et des occultations

Parties communes :

- Remplacement des blocs-portes d'accès au sous-sol et des locaux (CF 1/2 H-sécurité incendie)
- Réfection électricité CF-cf (services généraux, éclairage, tél (mise en place de GT), TV et contrôle

d'accès)

- Réfection de la peinture des halls, des cages d'escaliers et des sous-sols
- Cloisonnement des zones de caves par cage (CF 1 H- sécurité incendie)
- Flocage des planchers hauts des sous-sols (CF 1 H – sécurité incendie)

Equipements techniques :

- Remplacement des réseaux gravitaires en sous-sol
- Mise en place de la ventilation hydro-réglable (EA + BEA + détalonnage)
- Réfection complète des chaufferies

Parties privatives :

- Remplacement des chutes EU et EV
- Provision pour un remplacement des appareils sanitaires et des chauffe-bains
- Mise en sécurité des logements
- Réfection des pièces humides (peinture, revêtement de sol et faïence)
- Mise en conformité de l'installation gaz + remplacement des ROAI gaz + flexible
- Mise en place de robinets thermostatiques pour les radiateurs + accessoires

Espaces extérieurs :

- Réfection complète de la voirie et requalification des zones piétonnes et de stationnement
- Réfection de l'éclairage extérieur
- Création d'aires de jeux
- Mise en place de plantations et de mobiliers urbains
- Aménagement de verger et de jardin partagé

Energie Renouvelable :

- Mise en place de pompe à chaleur air/eau à proximité de chaque chaufferie

Le Plan de financement de l'opération:

| <u>Ressources :</u> | <u>Montant</u> | <u>En %</u> |
|----------------------------|------------------------|--------------------|
| - PRET CDC PAM | 7 950 000.00 € | 71.36 |
| - PRET CDC ECOPRET | 962 000.00 € | 8.64 |
| - Fonds propres | 2 228 463.19 € | 20.00 |
| TOTAL € TTC | 11 140 463.19 € | 100,00 |

En contrepartie de la garantie apportée par la Commune, la Société Immobilière 3F s'engage à lui réserver 85 logements, soit 20 % des 425 logements de la résidence, objet de la présente, répartis comme suit :

| lot | Adresse | Code Postal | Commune | Nature de Lot | Typologie | Etage | Superficie |
|------------|--------------------|-------------|-----------|---------------|-----------|-----------------------|------------|
| S614L-0004 | 16 Rue GEORGES GAY | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F3 | 1 ^{er} étage | 51,00 |
| S614L-0005 | 16 Rue GEORGES GAY | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F2 | 2e étage | 41,00 |
| S614L-0006 | 16 Rue GEORGES GAY | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F3 | 2e étage | 51,00 |
| S614L-0031 | 22 Rue GEORGES GAY | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F3 | Rez-de-chaussée | 54,00 |
| S614L-0036 | 22 Rue GEORGES GAY | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F2 | 2e étage | 41,00 |
| S614L-0042 | 2 Allée Messenger | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F3 | Rez-de-chaussée | 54,00 |
| S614L-0045 | 2 Allée Messenger | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F4 | 2e étage | 60,00 |
| S614L-0063 | 1 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F3 | 2e étage | 52,00 |
| S614L-0072 | 3 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F3 | 1 ^{er} étage | 52,00 |
| S614L-0074 | 3 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE APPT | F3 | 2e étage | 41,00 |

| | | | | | | | | |
|------------|------------------------|-------|--------------|----|------|----|---------------------|-------|
| S614L-0092 | 7 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 52,00 |
| S614L-0094 | 7 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 52,00 |
| S614L-0121 | 13 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 52,00 |
| S614L-0123 | 13 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 52,00 |
| S614L-0143 | 2 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 2e étage | 60,00 |
| S614L-0151 | 4 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 51,00 |
| S614L-0154 | 4 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 2e étage | 60,00 |
| S614L-0165 | 6 Allée GOUNOD | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F5 | 3e étage | 70,00 |
| S614L-0170 | 10 Rue Léo LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | Rez-de- chaussée | 45,00 |
| S614L-0181 | 9 Rue Léo LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 51,00 |
| S614L-0188 | 9 Rue Léo LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F5 | 4° étage- | 70,00 |
| S614L-0194 | 2 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 49,00 |
| S614L-0197 | 2 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 4° étage | 51,00 |
| S614L-0199 | 4 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | Rez-de- Chaussée | 63,00 |
| S614L-0200 | 4 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | Rez-de- Chaussée | 54,00 |
| S614L-0206 | 4 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 3° étage | 51,00 |
| S614L-0210 | 6 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | Rez-de- Chaussée | 63,00 |
| S614L-0212 | 6 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 1er étage | 60,00 |
| S614L-0213 | 6 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 51,00 |
| S614L-0223 | 2 Allée LEO DELIBES | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 50,00 |

| | | | | | | | | |
|------------|---------------------------------|-------|--------------|----|------|----|---------------------|-------|
| S614L-0226 | 2 Allée LEO DELIBES | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 3e étage | 59,00 |
| S614L-0230 | 2 Allée LEO DELIBES | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 51,00 |
| S614L-0257 | 11 Rue Léo LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 3° étage | 40,00 |
| S614L-0262 | 13 Rue Léo LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | Rez-de- Chaussée | 54,00 |
| S614L-0273 | 13 Rue Léo LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 51,00 |
| S614L-0288 | 17 Rue Léo LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 3° étage | 40,00 |
| S614L-0291 | 2 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | Rez-de- Chaussée | 44,00 |
| S614L-0294 | 2 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 51,00 |
| S614L-0300 | 2 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 4e étage | 51,00 |
| S614L-0303 | 4 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 51,00 |
| S614L-0321 | 8 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | Rez-de- Chaussée | 54,00 |
| S614L-0326 | 8 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 2° étage | 41,00 |
| S616L-0003 | 33 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 56,00 |
| S616L-0004 | 32 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 1er étage | 64,00 |
| S616L-0005 | 32 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 56,00 |
| S619L-0003 | 19 Rue LEO LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 1er étage | 61,00 |
| S619L-0005 | 19 Rue LEO LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 2e étage | 65,00 |
| S619L-0006 | 19 Rue LEO LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2° étage | 52,00 |
| S619L-0007 | 19 Rue LEO LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 3e étage | 61,00 |

| | | | | | | | | |
|------------|---------------------------------|-------|--------------|----|------|----|--------------------|-------|
| S619L-0010 | 19 Rue LEO LAGRANGE | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 4e étage | 52,00 |
| S621L-0006 | 16 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 1er étage | 31,00 |
| S621L-0007 | 16 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 56,00 |
| S621L-0008 | 16 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 2e étage | 45,00 |
| S621L-0016 | 18 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 56,00 |
| S621L-0017 | 18 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 3e étage | 66,00 |
| S621L-0020 | 20 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | Rez de Chaussée | 57,00 |
| S621L-0023 | 20 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 2e étage | 45,00 |
| S621L-0026 | 20 Rue VAILLANT COUTURIER | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 3e étage | 56,00 |
| S621L-0027 | 8 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | Rez de Chaussée | 65,00 |
| S621L-0032 | 8 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 54,00 |
| S621L-0034 | 8 Allée MASSENET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 3e étage | 54,00 |
| S621L-0038 | 6 LEO DELIBES | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | Rez de Chaussée | 56,00 |
| S621L-0039 | 6 LEO DELIBES | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 1er étage | 64,00 |
| S621L-0041 | 6 LEO DELIBES | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 2e étage | 64,00 |
| S621L-0048 | 6 Allée BIZET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 1er étage | 55,00 |
| S621L-0049 | 6 Allée BIZET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 2e étage | 64,00 |
| S621L-0050 | 6 Allée BIZET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F3 | 2e étage | 55,00 |

| | | | | | | | | |
|------------|------------------|-------|-----------|----|------|----|-----------------|-------|
| S621L-0051 | 6 Allée BIZET | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F4 | 3e étage | 64,00 |
| S621L-0055 | 6 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 1er étage | 41,00 |
| S621L-0056 | 10 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 1er étage | 31,00 |
| S621L-0058 | 10 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 2° étage | 31,00 |
| S621L-0061 | 12 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | Rez de Chaussée | 44,00 |
| S621L-0062 | 12 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | Rez de Chaussée | 34,00 |
| S621L-0064 | 12 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 1er étage | 31,00 |
| S621L-0065 | 12 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 2° étage | 41,00 |
| S621L-0067 | 12 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 3° étage | 41,00 |
| S621L-0068 | 12 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 3° étage | 35,00 |
| S621L-0070 | 14 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | Rez de Chaussée | 44,00 |
| S621L-0072 | 14 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 1er étage | 41,00 |
| S621L-0075 | 14 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 3° étage | 31,00 |
| S621L-0079 | 16 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 1er étage | 31,00 |
| S621L-0080 | 16 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 1er étage | 41,00 |
| S621L-0081 | 16 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F1 | 2e étage | 31,00 |
| S621L-0082 | 16 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 2e étage | 41,00 |
| S621L-0084 | 16 Allée BERLIOZ | 93130 | NOISY SEC | LE | APPT | F2 | 3e étage | 41,00 |

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 2 août 2019 concernant l'opération de réhabilitation de 425 logements et l'aménagement des espaces extérieurs de la résidence "Bergeries" à Noisy-le-Sec, située au 11 rue Léo Lagrange, par laquelle le bailleur tend à obtenir la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Vu le contrat de prêt n° 107978 du 24 mars 2020 de 8 912 000 € (Huit millions neuf-cent douze mille euros) constitué de 2 lignes du prêt (n° 5306157 et 5306158) en annexe signés par l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garantie d'emprunt présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de Huit millions neuf-cent douze mille euros constitué de 2 lignes de prêt.

Ce prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article "Objet du Prêt" et selon l'affectation suivante :

- PAM Ecoprêt, d'un montant de neuf-cent soixante-deux mille euros (962 000 €), ligne 5306157;
- PAM Taux fixe – complémentaire à l'Eco prêt, d'un montant de sept millions neuf-cent cinquante mille euros (7 950 000 €), ligne 5306158.

Le montant de chaque ligne de prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra y avoir de fongibilité entre chaque ligne de Prêt.

La commission des finances consultée.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de Huit millions neuf-cent douze mille euros (8 912 000 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 107978 constitué de deux lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt n°107978 et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

13 - DIRECTION DES FINANCES

OCTROI DE LA GARANTIE DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC A L'EMPRUNT A CONTRACTER PAR LA SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT, EN VUE DU FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RENOVATION ET DE REHABILITATION DES PARKINGS P1 ET P2-P3 SITUES PLACE DES DECOUVERTES A NOISY-LE-SEC

Rapportrice : Mme Corinne BORD

En application des articles L.2252-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les Communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les sociétés d'économie mixte.

Depuis 2014, la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT a engagé une politique de travaux de rénovation et de sécurisation de son patrimoine noiséen, notamment de ses parkings.

Dans ce cadre, la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT envisage de souscrire deux prêts aux montants respectifs de un million huit-cents mille euros (1 800 000,00 €) et de un million quatre-cents mille euros (1 400 000,00 €) aux fins de financer les travaux de rénovation et de réhabilitation des parkings P1 et P2-P3 des Découvertes situés Place des Découvertes à Noisy-le-Sec.

L'organisme prêteur subordonne son concours à la condition que le remboursement de l'emprunt sollicité par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT soit garanti par la Commune.

En conséquence, la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT sollicite une garantie communale à hauteur de 50 % du remboursement du prêt de un million huit-cents mille euros (1 800 000,00 €), à souscrire pour une durée de 20 ans, au taux fixe de 1,60 % l'an sur une durée de 20 ans et une garantie communale à hauteur de 100 % du remboursement du prêt de un million quatre-cents mille euros (1 400 000,00 €), à souscrire pour une durée de 20 ans, au taux fixe de 1,60 % l'an sur une durée de 20 ans.

Il est demandé au Conseil Municipal de garantir les emprunts sollicités par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT auprès de NEF des montants respectifs de un million huit-cents mille euros (1 800 000,00 €) et de un million quatre-cents mille euros (1 400 000,00 €) aux fins de financer les travaux de rénovation et de réhabilitation des parkings P1 et P2-P3 des Découvertes situés Place des Découvertes à Noisy-le-Sec.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et suivants,

Vu les articles 2298 à 2316 du Code Civil,

Vu la délibération 2019/04-06 du 11 avril 2019 octroyant une garantie d'emprunt au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat destinée à financer l'opération de réhabilitation des parcs de stationnement des découvertes à Noisy-le-Sec,

Vu la demande formulée par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT en date du 4 décembre 2020 relative au financement de ces travaux de rénovation et de réhabilitation,

Vu la délibération du conseil d'administration de la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT en date du 3 décembre 2020, relative à l'autorisation de signer l'offre de prêt émanant de la NEF pour la rénovation et la réhabilitation des parkings P1 et P2-P3 et de demander les garanties d'emprunts afférentes auprès de la Ville de Noisy-le-Sec.

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT tendant à obtenir la garantie financière de la Ville à hauteur de 50% du montant emprunté de 1 800 000 € relatif au financement de ces travaux de rénovation et de réhabilitation au parking P2-P3

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT tendant à obtenir la garantie financière de la Ville à hauteur de 100 % du montant emprunté de 1 400 000 € relatif au financement de ces travaux de rénovation et de réhabilitation au parking P1.

La Commission des finances consultée,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

La délibération 2019/04-06 du 11 avril 2019 est abrogée.

Article 2 :

La Commune de NOISY-LE-SEC accorde sa garantie, aux conditions définies ci-après, pour le remboursement de l'emprunt contracté par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT auprès de la NEF pour un montant de 1 800 000 €.

La présente garantie est accordée à hauteur de 50 % du montant emprunté et de ses accessoires.

Article 3 :

Les caractéristiques du prêt consenti par la NEF sont les suivantes :

- Montant du prêt : 1 800 000 euros
- Durée de la période d'amortissement : 20 ans
- Amortissement : constant
- Périodicité des échéances : mensuelle
- Conditions financières : taux fixe de 1,60 % l'an

Article 4 :

La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur 50 % des sommes contractuellement dues par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT qui ne seraient pas acquittées par cette dernière à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par la NEF, la Commune s'engage à se substituer à la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut préalable à ce règlement.

Article 5 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts à la hauteur de 50 % du prêt garanti.

Article 6 :

Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Nef et la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT et à signer la convention de garantie.

Article 7 :

La Commune de NOISY-LE-SEC accorde sa garantie, aux conditions définies ci-après, pour le remboursement de l'emprunt contracté par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT auprès de la NEF pour un montant de 1 400 000 €.

La présente garantie est accordée à hauteur de 100 % du montant emprunté et de ses accessoires.

Article 8 :

Les caractéristiques du prêt consenti par la NEF sont les suivantes :

- Montant du prêt : 1 400 000 euros
- Durée de la période d'amortissement : 20 ans
- Amortissement : constant
- Périodicité des échéances : mensuelle
- Conditions financières : taux fixe de 1,60 % l'an

Article 9 :

La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur 100 % des sommes contractuellement dues par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT qui ne seraient pas acquittées par cette dernière à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par la NEF, la Commune s'engage à se substituer à la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut préalable à ce règlement.

Article 10 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts à la hauteur de 100 % du prêt garanti.

Article 11 :

Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Nef et la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT et à signer la convention de garantie.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|--|
| POUR : | 41 | Majorité municipale – Groupe 100% Noisy |
| CONTRE : | | |
| ABSTENTION : | 1 | Jean-Paul LEFEBVRE |

La délibération est adoptée

14 - DIRECTION DES FINANCES

CONTRIBUTION COMMUNALE OBLIGATOIRE RELATIVE AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE SAINTE-CROIX POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020/2021

Rapportrice : Mme Corinne BORD

En application de l'article L.442-5 du Code de l'éducation et de la circulaire n° 2007-142 du 27 août 2007, la Ville est tenue de participer aux dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association avec l'Etat présentes sur son territoire.

L'école privée Sainte Croix sise 55 rue Henri Barbusse a conclu avec l'Etat un contrat d'association à l'enseignement public en date du 18 octobre 2004. Le nombre d'élèves noiséen.ne.s y étant scolarisés pour l'année scolaire 2019/2020 est de 173 dont 68 en maternelle et 105 en primaire.

Il est proposé de reconduire le montant forfaitaire de 618 euros par élève de l'année scolaire 2019/2020, pour l'année scolaire 2020/2021.

Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le versement de la contribution forfaitaire annuelle obligatoire pour l'année scolaire 2019/2020 à l'école privée Sainte-Croix pour un montant de 106 914 euros.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2321-2,

Vu le Code de l'éducation et notamment en son article L442-5 alinéa 4,

Vu l'article 89 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la circulaire en date du 27 août 2007 relative aux modifications apportées par la loi relative aux libertés et responsabilités locales en matière de financement par les communes des écoles privées sous contrat,

Vu la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance,

Vu le contrat d'association à l'enseignement public en date du 18 octobre 2004, conclu entre l'Etat et l'école privée Sainte Croix,

Considérant que l'école Sainte-Croix compte, pour l'année scolaire 2020/2021, 173 élèves noiséen.ne.s scolarisés en maternel et en élémentaire,

Considérant que l'estimation du coût moyen d'un élève fixée à 618 euros pour l'année scolaire 2019/2020 est reconduite pour l'année 2020/2021,

La Commission des finances consultée,

DÉLIBÈRE

Article 1:

Approuve le versement de la contribution communale obligatoire relative aux dépenses de fonctionnement de l'école Sainte-Croix sise 55 rue Henri Barbusse à Noisy-le-Sec, pour l'année scolaire 2020/2021 pour un montant de 106 914 euros.

Article 2:

Dit que les crédits correspondants sont prévus au budget de la Ville, chapitre 65.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|--|
| POUR : | 21 | Majorité Municipale (sauf Anne DEO, Anne RAYNAL, Patrick LASCOUX, Baptiste GERBIER, Naima MOKRI, Sandrine LOUET, Philippe BOUAZIZ, Albert PRISSETTE, Lahoucine EI BATAH – Hakima LOUNIS – Françoise CELATI - Fatoumata CAMARA, Wiam BERHOUMA, Jean-Luc LECOROLLER, Samia SEHOUANE, Florent LACAILLE-ALBIGES, Julie GRUNEBAUM, Séréna YAHMI, Samia FETTAL, Pascale LABBE) – Groupe 100% Noisy (sauf Dref MENDACI) – Jean-Paul LEFEBVRE |
| CONTRE : | 11 | Anne DEO, Anne RAYNAL, Patrick LASCOUX, Baptiste GERBIER, Naima MOKRI, Sandrine LOUET, Philippe BOUAZIZ, Albert PRISSETTE, Lahoucine EI BATAH – Hakima LOUNIS – Françoise CELATI |
| ABSTENTION : | 10 | Dref MENDACI, Fatoumata CAMARA, Wiam BERHOUMA, Jean-Luc LECOROLLER, Samia SEHOUANE, Florent LACAILLE-ALBIGES, Julie GRUNEBAUM, Séréna YAHMI, Samia FETTAL, Pascale LABBE |

La délibération est adoptée

15 - DIRECTION DE LA PROXIMITE URBAINE

EXONERATION DES DROITS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PENDANT TOUTE LA DUREE DE LA CRISE SANITAIRE DES INSTALLATIONS DE BARNUMS POUR PRATIQUER DES TESTS COVID 19

Rapporteur : Mr Jean-Luc LECOROLLER

Par délibération en date du 23 mars 2017 (délibération n°2017-03-20) le Conseil municipal a fixé le montant des droits de voirie et de terrasse. Le tarif pour les terrasses fermées est de 87,50 € le m²/an et pour les étalages ou terrasse ouvertes de 42,50 € le m²/an.

A ce jour, la gestion de la crise sanitaire due à la COVID 19 passe par la capacité des territoires à faciliter l'accès au test COVID.

En plus des laboratoires présents sur le territoire communal, la Ville a mis en place un dispositif de test au sein du Centre Municipal de Santé (CMS). Néanmoins, il est aujourd'hui d'intérêt public d'augmenter autant que possible la capacité de tests sur notre commune afin de limiter les délais d'attente, augmenter la capacité d'accès de ces tests au bénéfice des noiséennes et des noiséens, et ainsi de favoriser la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ainsi que ses conséquences sanitaires, sociales et économiques.

La Ville a été sollicitée par plusieurs pharmacies pour mettre en place des tentes de test COVID. Afin d'accompagner leur implantation qui permettra de développer l'offre de test sur la commune, il est proposé d'exonérer l'ensemble des praticiens mettant en place des barnums ou tente de test COVID de leur droit de voirie ou de terrasse.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'autoriser monsieur le maire à exonérer les établissements de santé dont les pharmacies de droit de voirie et de terrasse pour toute la durée de la crise sanitaire, lorsque leur occupation du domaine public permet la mise en place de test COVID.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article L2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L2125-1 à L2125-6, les articles R2122-1 à R2122-8, les articles L2221-2 à L2221-4, L2124-32-1 à L2124-5, du Code général de la propriété des personnes publiques

,
Vu les L-113-2 et R*116-2 du code de la voirie routière,

Vu le décret n°99-756 du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique,

Vu la délibération n°2017-03-20 du Conseil municipal du 23 mars 2017 fixant le montant des droits de voirie et de terrasses pour l'année 2017,

Vu la délibération n°2020-06-17 du Conseil municipal du 18 juin 2020 portant sur l'exonération partielle des droits de voirie et des droit de terrasse suite à la crise due au COVID 19,

Considérant l'importance d'augmenter autant que possible la capacité de tests sur notre commune afin de limiter les délais d'attente, et d'augmenter la capacité d'accès de ces tests au bénéfice des noiséennes et des noiséens, et ainsi de favoriser la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ainsi que ses conséquences sanitaires, sociales et économiques,

Considérant la sollicitation de plusieurs pharmacies noiséennes sur l'installation de barnums permettant la mise en place de test COVID,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur l'exonération de la taxe des droits de terrasse pour les établissements de santé mettant en place des structures de test COVID sur le domaine public,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Le Conseil municipal autorise monsieur le maire à exonérer des droits de voirie ou des droits de terrasse et ce pour toute la durée de la crise sanitaire les établissements de santé dont les pharmacies mettant en place des structures de test COVID sur le domaine public.

Article 2 :

Ampliation de la présente délibération sera adressée à :

- Monsieur Le Préfet de Seine-Saint-Denis,
- Monsieur Le Capitaine de Police de Noisy-le-Sec,
- Monsieur Le Chef de la Police Municipale de Noisy-le-Sec,
- Monsieur le Trésorier Principal.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

16 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE

MODIFICATION DES MODALITES DE RESERVATION ET DE FACTURATION DES ACTIVITES PERISCOLAIRES DE LA VILLE

Rapportrice: Mme Pascale LABBE

Dans un souci d'amélioration du contenu et des modalités d'accès des activités périscolaires de la ville, la Municipalité souhaite mener, durant l'année 2021, une vaste consultation des familles et de l'ensemble des professionnels de l'éducation de la ville.

L'objectif de cette consultation sera de permettre à la fois l'amélioration de l'offre d'activité périscolaire en lien avec le projet éducatif global de la Ville mais aussi de s'assurer que les modalités d'accès à cette offre (mode d'inscription et de réservation, tarifs, etc....) permettent d'en garantir le droit pour tous.

En attendant de mener cette consultation et à titre d'expérimentation, afin de commencer à améliorer dès à présent l'accès de tous les enfants aux activités périscolaires, il est proposé les aménagements suivants :

- Le maintien d'un taux de majoration des activités périscolaires en cas de non réservation dans les délais fixés par la ville et portés à la connaissance des familles mais de différencier ce taux comme suit:
 - 20% de majoration, au lieu des 40% actuel, pour l'ensemble des activités périscolaires et l'ALSH du mercredi (accueil du matin et du soir, pause méridienne (restauration scolaire), étude surveillée et ALSH)
 - 40% de majoration, comme actuellement, uniquement pour l'activité ALSH pendant les vacances scolaires.

L'objectif est de maintenir une obligation de réservation pour les familles afin de faciliter les modalités de gestion de ces temps, notamment le respect du taux d'encadrement ou la prévision d'activités particulières, mais d'adapter le taux de majoration en fonction des capacités prévisionnelles des familles et des contraintes techniques.

Il est en effet plus difficile pour les familles de programmer très à l'avance l'accueil des enfants en semaine ou les mercredis que pendant les vacances scolaires. Par exemple la présence des enfants aux accueils du matin et du soir peut être assujettie à des problématiques de transport notamment.

- D'autoriser l'inscription et la participation aux activités de l'accueil du matin et du soir aux familles dont au moins un des deux parents travaillent.

De fait elle sera aussi possible pour les familles monoparentales quelle que soit la situation professionnelle de l'unique parent.

L'objectif est de permettre aux parents qui ne travaillent pas de se libérer du temps, de façon exceptionnelle, pour d'éventuelles démarches de recherche d'emploi, de formation ou administratives diverses.

- D'instaurer un « droit à l'erreur » au profit des familles.

Celui-ci se matérialisera par la possibilité pour toutes les familles d'invoquer 3 fois dans l'année scolaire une erreur, un oubli ou un empêchement de dernière minute pour demander à la Ville la révision de sa facture soit par la non application de la majoration, soit par le non-paiement d'activités réservées et non consommées.

Ce droit à l'erreur devra être demandé explicitement par écrit (courrier ou mail) par la famille dans un délai de 3 mois après réception de la facture.

L'objectif est de permettre aux familles d'avoir le temps d'appréhender les règles de fonctionnement, d'autoriser certains retards exceptionnels liés à des contingences qui ne sont pas de la responsabilité

des familles (problèmes de transports notamment) et de rendre plus acceptable un système de surfacturation aujourd'hui largement considéré comme punitif.

Enfin, sur la base de l'expérience vécue durant les deux périodes d'urgence sanitaire de l'année 2020 et en cas de force majeure ou de situation exceptionnelle qui l'exigerait, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser le maire à suspendre ou modifier exceptionnellement et temporairement le système de réservation et l'application des majorations sur décision motivée, qui fera l'objet d'un contrôle par le Conseil Municipal à l'occasion d'une délibération de confirmation de la décision prise. Cette décision serait ainsi, le cas échéant, présentée au conseil, dans la séance qui suivrait directement sa signature.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver ces nouvelles modalités qui seront appliqués à partir du 1er janvier 2021.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Vu la délibération n°18-06-23 du 14 juin 2018 relative à l'actualisation des tarifs pour les activités municipales facturées par le guichet unique

Considérant la nécessaire participation des familles à l'organisation des activités et services gérés par la ville,

Considérant la volonté de la ville de mener une vaste consultation des familles et des professionnelles de l'éducation dans le but d'améliorer l'offre d'activité périscolaire en lien avec le projet éducatif de la ville et d'assurer des modalités d'accès permettant d'en garantir le droit pour tous,

Considérant qu'il y a lieu d'assouplir les modalités d'accès des familles aux activités périscolaires organisées par la ville pour permettre un plus large accès à celles-ci,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

L'inscription administrative préalable des enfants participants aux activités périscolaires est maintenue obligatoire dans l'attente de la consultation prévue pour l'année 2021.

Les activités périscolaires concernées sont : l'accueil du matin, l'accueil du soir, la pause méridienne (restauration scolaire), l'étude surveillée et les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) des mercredis et des vacances scolaires.

La réservation pour chacune de ces activités est obligatoire dans les périodes fixées par la commune et portées à la connaissance des familles.

- Une majoration de 20 % du tarif applicable sera facturée pour les activités suivantes : accueil du matin et du soir, pause méridienne, étude surveillée et ALSH du mercredi :
- En cas de présence d'un enfant non inscrit administrativement à une activité.
- En cas de présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable.
- En cas de réservation effectuée hors délai.

- Une majoration de 40% du tarif applicable sera facturée pour l'activité ALSH pendant les vacances scolaires :
- En cas de présence d'un enfant non inscrit administrativement à une activité.
- En cas de présence d'un enfant à une activité sans réservation préalable.

- En cas de réservation effectuée hors délai.

Article 2 :

L'inscription et la participation aux activités de l'accueil du matin et du soir est réservée aux familles dont au moins un des deux parents travaillent. Elle est en conséquence possible pour les familles monoparentales sans autre condition de situation professionnelle.

Article 3 :

Il est instauré un « droit à l'erreur » au profit des familles dans le cadre de l'application de la présente délibération.

Celui-ci se matérialisera par la possibilité pour toutes les familles d'invoquer 3 fois dans l'année scolaire une erreur, un oubli ou un empêchement de dernière minute pour demander à la Ville la révision de sa facture soit par la non application de la majoration, soit par le non-paiement d'activités réservées et non consommées.

Ce droit à l'erreur devra être demandé explicitement par écrit (courrier ou mail) par la famille dans un délai de 3 mois après réception de la facture pour instruction par les services de la Ville et décision dans les 2 mois qui suivent cette sollicitation. Ce délai pourra exceptionnellement être prolongé dans le cadre de demandes de pièces justificatives auprès de l'administré concerné.

L'absence de réponse de l'administration vaudra au terme de ce délai rejet de la demande de l'administré.

Article 4 :

En cas de force majeure ou de situation exceptionnelle qui l'exige (crise sanitaire, difficultés financières, etc....), le Conseil municipal autorise le maire à prendre une décision qui permettra de suspendre ou modifier à titre exceptionnel et temporaire le système de réservation et l'application des majorations.

Cette décision doit être motivée et fera l'objet d'un compte rendu au Conseil municipal dans le cadre de l'examen des décisions prises par le maire sur délégation du Conseil municipal. Si ces situations devenaient récurrentes, une délibération sera soumise au Conseil municipal.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|---|
| POUR : | 41 | Majorité Municipale (<i>sauf Françoise CELATI</i>), Groupe 100% Noisy – Jean-Paul LEFEBVRE |
| CONTRE : | | |
| ABSTENTION : | 1 | Françoise CELATI |

La délibération est adoptée

17 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

AIDE EXCEPTIONNELLE POUR LA VALLEE DE LA ROYA

Rapporteur : Mr Olivier SARRABEYROUSE

Le 2 octobre 2020, les vallées de la Roya, de la Vésubie et de la Tinée ont connu des inondations d'une ampleur exceptionnelle. C'est une tragédie due au dérèglement climatique.

Pendant plusieurs interminables heures la pluie s'est abattue intensément gonflant les cours d'eau jusqu'au débordement. Des milliers d'habitants se sont retrouvés piégés par le déluge cherchant tant bien que mal à trouver refuge. L'héroïsme des sapeurs-pompiers des gendarmes et de la police nationale ont permis de sauver des vies et de limiter la gravité du bilan humain. Un bilan provisoire qui reste tout même lourd : 7 vies ont été emportées par la tempête Alex : 5 français et 2 italiens.

Les dommages matériels sont considérables, routes et chemins détruits, 10 ponts emportés. Les paysages sont défigurés. Dans certains villages tout est à reconstruire même si la vie reprend doucement le dessus.

La vallée de la Roya a été la plus touchée par cette catastrophe.

Cette vallée est connue pour son patrimoine naturel exceptionnel et pour son ancrage dans notre Histoire avec des gravures rupestres préhistoriques, des chapelles aux fresques somptueuses, des routes médiévales et des paysages à couper le souffle.

Cette vallée, terre de passage, s'est aussi faite connaître par la solidarité de nombreux.es habitants.es à l'égard des migrant.es, réfugié.es chassé.es de leur pays par la guerre ou la misère.

L'association des Ami.es de la Roya actrice essentielle dans la vallée avec son festival « Passeurs d'humanité » a agi immédiatement pour apporter de la solidarité auprès des personnes sinistrées. Leurs actions qui ont déjà permis d'obtenir des vélos électriques pour les aides-soignantes et infirmières de l'hôpital de Tende sera de participer à la reconstruction de la vallée de la Roya en aidant les habitant.es à construire des projets durables et écologiques (exemple : maintien du train de la vallée qui allait être supprimé par les pouvoirs publics).

La nature nous fait à nouveau un rappel douloureux de l'incapacité des gouvernements à agir pour la planète. Combien de délibérations devons-nous encore faire pour aider financièrement telles villes ou tels villages en France ou dans le Monde jusqu'à une prise de conscience des dirigeants.

Il est proposé au Conseil municipal de faire à l'association des Ami.es de la Roya un don d'un montant de 2000 euros.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que vendredi 2 octobre 2020, la tempête Alex a dévasté les vallées de la Roya, de la Vésubie et de la Tinée,

Considérant que le bilan s'élève à plus de 7 morts, de nombreux.es blessé.es, des routes, des chemins, des habitations et des ponts détruits .

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec souhaite apporter son soutien et exprimer sa solidarité dans cette tragédie par une donation à l'association « les Ami.es de la Roya », qui s'engage par un fonds de solidarité à apporter une aide à la vallée de la Roya, dans la phase de réhabilitation qui suivra l'urgence humanitaire,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise la Ville à faire don de 2000 euros en faveur de l'association « les Ami.es de la Roya » pour son action dans la vallée.

Article 2 :

Cette dépense est inscrite au budget de la commune de l'exercice en cours.

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Proposition d'un amendement : Le groupe 100% Noisy propose d'attribuer ce don au secours populaire en lieu et place de l'association « l'association des Ami.es de la Roya ».

| | | |
|---------------------|-----------|----------------------------|
| POUR : | 7 | Groupe 100% Noisy |
| CONTRE : | 34 | Majorité Municipale |
| ABSTENTION : | 1 | Jean-Paul LEFEBVRE |

L'amendement est rejeté

VOTE DE LA DELIBERATION :

| | | |
|---------------------|-----------|--|
| POUR : | 35 | Majorité municipale – Jean- Paul LEFEBVRE |
| CONTRE : | 3 | Souad TERKI – Julien-Jack RAGAZ – Laurent RIVOIRE |
| ABSTENTION : | 4 | Dref MENDACI – Thomas FRANCESCHINI – Jennifer JOBARD – Laurence CORDEAU |

La délibération est adoptée

18 - DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES

SUBVENTIONS POUR L'APPEL A PROJET NOËL SOLIDAIRE

Rapportrice: Mme Valérie GOBERTIERE

Compte tenu de la conjoncture économique, sanitaire, environnementale et sociale que nous vivons ces derniers mois, la municipalité dans un esprit de solidarité, de soutien et de partage souhaite organiser un Noël solidaire sur toute la ville. Cette action permettra à la suite du confinement et des restrictions sanitaires de donner un peu de gaîté, de joie et d'espoir dans nos cœurs à la veille des fêtes de fin d'année.

Cette action prévue le samedi 19 décembre 2020, permettra aux associations de contribuer à l'animation de la ville pendant les fêtes de fin d'année en leur permettant de mettre en commun leurs compétences, leurs bénévoles, leurs ressources, leurs idées.

L'examen des dossiers a été considéré en commission de travail avec la Direction des Relations Publiques de la Vie associative et de la Logistique et les Elu.e.s de secteur. Les projets retenus ont été calculés par une grille d'évaluation répondant aux critères suivants : l'éducation, la culture, le sport, la solidarité, l'intergénérationnel, l'égalité homme-femme et le recensement/ancienneté de l'association. Les associations ne répondant pas aux critères sont réorientés vers d'autres projets et pouvant être portés par d'autres services notamment le scolaire. Pour valoriser le travail et la contribution des certaines associations ne répondant pas totalement aux critères ou ne figurant pas dans le fichier de la ville, une partie de la subvention sera octroyée (tableaux des critères en annexe).

Le versement de la subvention sera conditionné à la réalisation de l'action.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'attribuer et de verser des subventions aux porteurs des projets retenus.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations dans son article 10,

Considérant de l'intérêt de l'évènement,

Considérant du besoin financier pour porter ces projets,

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le versement des subventions présentées dans le tableau joint

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise le versement des subventions pour les appels à projets retenus comme détaillé dans le tableau ci-après :

| Montant | Montant |
|-----------------|----------------|
| Positive Events | 3150,95 |
| Sos Yumbi | 1 000 |
| Les Tranquilles | 2 300 |

| | |
|--|-------|
| Chroma-Zebroch | 3 000 |
| A la Rencontre des Cœurs | 871 |
| Aujourd'hui vers demain | 500 |
| Meli-Melo Family | 1 000 |
| Entraide à tous Petits et Grands | 800 |
| La Fanfare Zéphyr | 900 |
| Al Qalam-La Plume | 1 000 |
| 1 2 3 Soleil | 800 |
| Pulsation 93 | 3 000 |
| Association des anciens élèves de l'école Ibrahim Malal Diaman Bathily | 300 |
| Lnd Social | 2 000 |
| Comptoirs de l'Est | 800 |
| Les Scouts et Guides de France | 375 |
| Rêvons la Culture | 1 270 |

Article 2 :

Dit que les crédits sont inscrits au budget afférent.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

LA DELIBERATION A ETE RETIREE ET N'A PAS ETE PRESENTEE AU VOTE

19 - DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE LA CIRCULATION

DESFFECTATION DES BIENS MIS A DISPOSITION DU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB VELIB METROPOLE (BORNES DE RECHARGE)

Rapporteur : Mr Florent LACAILLE-ALBIGES

La commune de Noisy-le-Sec ayant au préalable signé la convention d'utilisation du domaine public des stations et espaces Autolib, une fois récupéré le diagnostic contradictoire effectué par le syndicat Autolib' Velib' , la Ville doit désaffecter les bornes de recharge du domaine public pour pouvoir en suite délibérer pour adhérer à la compétence infrastructures de recharge et transférer l'utilisation de ces bornes au SIPPEREC.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1321-1 et suivants, L. 5721-6-1 et L2121-29,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la convention d'utilisation du domaine public des stations et Espaces Autolib' signée entre la commune et le syndicat Autolib' Velib' Métropole (SAVM),

Vu la délibération du comité syndical du SIPPEREC n°2019-10-42 du 15 octobre 2019 relative aux modalités de mise en œuvre de la compétence « Infrastructures de charge »,

Considérant que, le transfert de la compétence « Infrastructure de charge », entraîne la mise à disposition au SIPPEREC des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence transférée,

Considérant que les biens mentionnés dans la convention signée avec le Syndicat Autolib' Vélib' Métropole ne sont plus affectés à de l'autopartage,

Considérant par conséquent la nécessité de désaffecter desdits équipements et de les affecter au service public d'infrastructure de charge,

D E L I B E R E

Article 1^{er}:

Constate la désaffectation des équipements objet de la convention d'utilisation du domaine public des stations et espaces Autolib' susvisée.

Article 2 :

Décide de l'affectation desdits équipements au service public d'infrastructures de charge.

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

20 - DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE LA CIRCULATION

FIN DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE LOCATION DE VEHICULES ELECTRIQUES AUTOMOBILES EN LIBRE-SERVICE AU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' ET VELIB' METROPOLE (ET D'APPROBATION DE LA CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DES STATIONS ET ESPACES AUTOLIB'), ET D'APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DU SYNDICAT.

Rapporteur : Mr Florent LACAILLE-ALBIGES

Le présent projet de délibération a pour objet de mettre fin au transfert de compétence consenti en 2011 au Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole en matière de location de véhicules électriques en libre-service. Il s'inscrit dans le contexte de la résiliation du contrat de délégation de service public dénommé « Autolib' ». Elle aura pour conséquence la remise à la Collectivité de Noisy-le-Sec des ouvrages antérieurement nécessaires à l'exercice de la compétence transférée.

La société Autolib' a conclu, le 25 février 2011, avec le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole (le « Syndicat »), une convention de délégation de service public (DSP) pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (la « Concession »). La Concession est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

Par une lettre en date du 25 mai 2018, la Société Autolib' a notifié au Syndicat le défaut d'intérêt économique de la Concession en application de l'article 63.2.2 de celle-ci et sollicité le versement, sur le fondement de cet article, de la compensation financière qu'elle estime à 233,7 millions d'euros au total.

Par lettre en date du 23 juin 2018, le Syndicat a notifié à la Société Autolib', en application de la délibération adoptée au cours de la séance du comité syndical du 21 juin 2018, le souhait du Syndicat de ne pas verser cette compensation, ce refus ayant pour effet d'entraîner la résiliation de la Concession à la date du lundi 25 juin 2018 minuit, en application de l'article 63.3 de la Concession.

Par la même délibération, le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole a pris acte qu'à compter de la prise d'effet de la résiliation de la convention, le service public Autolib' ne serait ni repris en régie par le Syndicat, ni confié à un autre délégataire par une nouvelle délégation de service public. Dans ces conditions, le Syndicat Autolib' Velib' Métropole a approuvé une modification de ses statuts par une délibération 2018-27 du 21 septembre 2018.

Aux termes de cette dernière, une restitution partielle de la compétence Autolib' aux collectivités a été adoptée, leur permettant de disposer rapidement des Stations et Espaces Autolib' situés sur leur territoire (liste des 4 stations jointe en annexe), lesquels incluent les bornes de recharge. Un diagnostic contradictoire doit être au préalable effectué par le syndicat qui s'engage à le transmettre à la commune lors de la signature de la convention d'utilisation du domaine public des stations et des espaces autolib'.

Le Syndicat conserve la compétence de gestion des conséquences nées de la résiliation anticipée de la concession, ce qui inclut la restitution des biens de retour, l'établissement du bilan de clôture des comptes de la Concession, son contrôle et son éventuelle contestation par les voies conventionnelles (comité de conciliation) ou contentieuses.

Les modifications des statuts adoptées par le comité syndical lors de sa séance du 21 septembre 2018 ont également compris la possibilité de conclure des mises à disposition transitoires, par convention d'utilisation du domaine public annexée aux présents statuts, portant sur les biens de retour spécifiques que sont les stations et espaces Autolib' remis par la Société Autolib' au Syndicat, le temps du transfert effectif d'actifs entre la Société Autolib' et le Syndicat, dans l'intervalle du temps nécessaire à la validation des valeurs nettes comptables des actifs concernés. Le transfert effectif de propriété de ces biens aux collectivités membres concernées interviendra ensuite par procès-verbaux établis contradictoirement entre la collectivité et le Syndicat.

Par ailleurs, quelques ajustements statutaires mineurs ont été opérés par le comité syndical du 19 septembre 2019, rappelant que le Syndicat dispose également d'une compétence optionnelle pour l'exploitation du service public Velib'.

Il est proposé au Conseil :

- d'approuver la réduction du périmètre de compétence consenti au Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole ;

- d'approuver les nouveaux statuts du Syndicat, tels qu'adoptés par son comité syndical du 19 septembre 2019.
- d'approuver la convention d'utilisation du domaine public des stations et espaces Autolib'et d'autoriser Mr le Maire de Noisy-le-Sec à la signer.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et suivants et en particulier l'article L. 5721-6-2 ;

Vu le Code des transports et notamment son article L.1231-1 ;

Vu la délibération 2013/05-17 du 23 Mai 2013 portant adhésion et transfert de compétence de location de véhicules électriques automobiles en libre-service dénommé « Autolib' » au Syndicat mixte Autolib' ;

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole notamment les articles 2.1-2 et 6, modifiés le 21 septembre 2018 et restituant la compétence de location de véhicules électriques automobiles en libre-service dénommé « Autolib' » aux collectivités membres à l'exception des conséquences nées de la fin de ce service public, dans les relations avec l'ancien délégataire, le cas échéant contentieuses, comme avec les membres du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole ajustés en sa séance du 19 septembre 2019 ;

Considérant que la Commune de Noisy-le-Sec entend mettre fin au transfert de la compétence de location de véhicules électriques automobiles en libre-service dénommé « Autolib' » accordée au syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole ;

DÉLIBÈRE

Article 1er :

Décide qu'il est mis fin au transfert de la compétence de location de véhicules électriques automobiles en libre-service dénommé « Autolib' » accordé au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Article 2 :

Par exception à l'article 1, le syndicat mixte Autolib' et Velib'Métropole conserve la gestion des conséquences nées de la fin du service public de véhicules électriques automobiles en libre-service dénommé « Autolib' », dans les relations avec l'ancien délégataire, éventuellement contentieuses, comme avec les membres du Syndicat ;

Article 3 :

Approuve les nouveaux statuts du Syndicat, tels qu'adoptés par son comité syndical du 19 septembre 2019.

Article 4 :

Décide d'approuver la convention d'utilisation du domaine public des stations et espaces Autolib'et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à la signer, après remise par le syndicat Autolib' Vélib' Métropole du diagnostic contradictoire effectué par ses soins avec la commune de Noisy-le-Sec ;

Article 5 :

Mandate le Maire ou son représentant pour accomplir, en relation avec les services de l'Etat, toutes les démarches conséquentes éventuelles.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

21 - DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

ÉCHANGE FONCIER AU SEIN DE L'EMPLACEMENT RESERVE C1

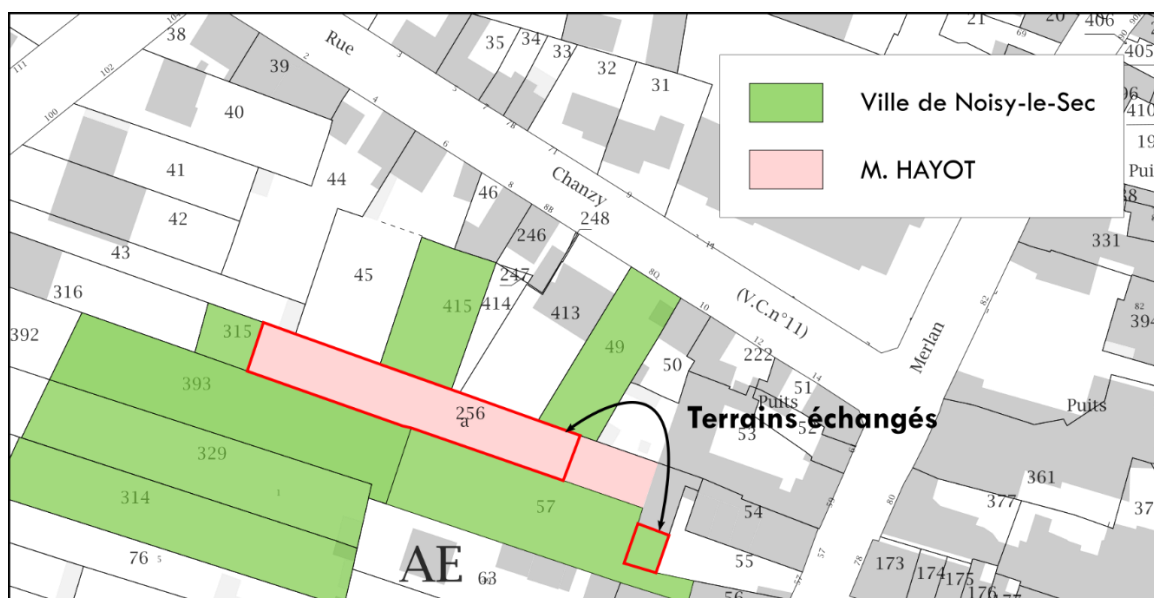
Rapportrice: Mme Samia SEHOUANE

Le Conseil municipal avait approuvé, en janvier dernier, un échange foncier au sein de l'emplacement réservé « C1 » (aujourd'hui identifié au plan local d'urbanisme intercommunal en tant qu'emplacement réservé « No1 ») entre la commune de Noisy-le-Sec et Monsieur et Madame HAYOT.

Dans le cadre des négociations avec les propriétaires de ce terrain, des conditions complémentaires aux aspects financiers relatifs à l'échange avaient été actées par échange de courrier.

Ces conditions complémentaires avaient été omises dans la délibération de janvier 2020 et il convient ainsi aujourd'hui de délibérer à nouveau afin de régulariser cet échange foncier conformément aux négociations actées avec Monsieur et Madame HAYOT, propriétaires du terrain.

A titre de rappel, la délibération en question est annexée à la présente délibération. Y figurent notamment le détail du calcul de la soulte versée à Monsieur et Madame HAYOT dans le cadre de cet échange ainsi que le plan récapitulatif de l'échange ci-dessous :



Les termes complets de cet échange foncier sont donc les suivants :

- Échange de terrains avec soulte entre la Ville de Noisy-le-Sec et Monsieur et Madame HAYOT se décomposant comme tel :
 - Acquisition, par la commune de Noisy-le-Sec, d'une emprise partielle de la parcelle AE n°256, pour une superficie d'environ 462 m², auprès de Monsieur et Madame HAYOT,
 - Acquisition, par Monsieur et Madame HAYOT, d'une emprise partielle de la parcelle AE n°57, pour une superficie d'environ 22 m², auprès de la commune de Noisy-le-Sec,
 - Versement d'une soulte, par la commune de Noisy-le-Sec à Monsieur et Madame HAYOT, d'un montant de 108 600 €, calculée selon le différentiel de superficies des terrains échangés,
- Levée de l'emplacement réservé sur l'emprise partielle de la parcelle AE n°256 qui sera conservée par Monsieur et Madame HAYOT, dans le cadre d'une prochaine procédure d'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal,
- Mise en place d'une convention d'occupation temporaire et précaire au profit de Monsieur et Madame HAYOT, autorisant une occupation de l'emprise partielle de la parcelle AE n°256 cédée à la commune, dans l'attente d'une utilisation effective de cette emprise par la Ville. Cette convention intégrera un préavis de deux mois au terme duquel sera réalisé un mur de séparation des deux propriétés par la Ville.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

- D'abroger la délibération n°2020/01-08 du Conseil municipal du 22 janvier 2020, relative à un échange de parcelles au sein de l'emplacement réservé C1,
- D'approuver l'échange avec soulte entre Monsieur et Madame HAYOT et la Ville de Noisy-le-Sec de l'emprise partielle de la parcelle AE n°256, d'une contenance d'environ 462 m² d'une part et de l'emprise partielle de la parcelle AE n°57, d'une contenance d'environ 22 m² d'autre part,
- De demander à l'établissement public territorial Est Ensemble, d'intégrer lors de la prochaine procédure d'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal, la levée de l'emplacement réservé « No1 » sur la propriété de Monsieur et Madame HAYOT,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces nécessaires, à l'exécution de la présente délibération et notamment une convention d'occupation temporaire et précaire au profit de Monsieur et Madame HAYOT.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'emplacement réservé «No1» (ERNo1, ex ERC1) figurant au plan de zonage ainsi qu'à la pièce 6.15 du plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu les échanges entre la Ville de Noisy-le-Sec et Monsieur et Madame HAYOT,

Vu le plan d'échange foncier établi par le cabinet GEOFIT Expert, matérialisant l'échange des emprises partielles des parcelles AE n°256 et AE n°57,

Vu l'avis du Domaine, en date du 8 janvier 2020, fixant la valeur du terrain à acquérir par la Commune à 102 640 €,

Vu l'avis du Domaine, en date du 8 janvier 2020, fixant la valeur du terrain à céder par la Commune à 4 400 €,

Considérant que la parcelle cadastrée section AE n°57, d'une contenance de 6a09ca environ (609 m²), appartient à la Ville de Noisy-le-Sec,

Vu la délibération n°2020/01-08 du Conseil municipal du 22 janvier 2020, relative à un échange de parcelles au sein de l'emplacement réservé C1,

Considérant que la parcelle cadastrée section AE n°256, d'une contenance de 6a 40ca environ (640 m²), appartient à Monsieur et Madame HAYOT,

Considérant que la position de la parcelle cadastrée section AE n°256, appartenant à Monsieur et Madame HAYOT, au sein de l'ERNo1, pourra permettre une future ouverture de l'emplacement réservé, via la parcelle AE n°49, sur la rue de Chanzy,

Considérant l'opportunité pour la Ville d'acquérir une emprise partielle de la parcelle cadastrée section AE n°256 d'une contenance d'environ 4a62ca (462 m²), afin de continuer à constituer une emprise foncière cohérente au sein de l'ERNo1,

Considérant que la Ville a acquis ces terrains sans avoir l'intention de les revendre, que cette cession entre dans le cadre de la gestion de son patrimoine sans autre motivation que celle de réemployer autrement au service de ses missions la valeur de son actif, qu'en conséquence cette vente n'entrera pas dans le champ d'application de la TVA,

Considérant la nécessité d'apporter des précisions à la délibération n°2020/01-08 quant aux conditions relatives à l'échange foncier actées lors des négociations avec les propriétaires,

DELIBERE

Article 1 :

La délibération n°2020/01-08 du Conseil municipal du 22 janvier 2020, relative à un échange de parcelles au sein de l'emplacement réservé C1, est abrogée.

Article 2 :

Un échange de terrains avec soulte entre la Ville de Noisy-le-Sec et Monsieur et Madame HAYOT sera accompli.

Article 3 :

Une emprise partielle de la parcelle AE n°57 représentant environ 22ca (22 m²), appartenant à la Ville de Noisy-le-Sec, sera cédée à Monsieur et Madame HAYOT pour une valorisation de 4 400 €.

Une emprise partielle de la parcelle AE n°256 représentant environ 4a62ca (462 m²), appartenant à Monsieur et Madame HAYOT, sera acquise par la Ville de Noisy-le-Sec, pour une valorisation de 113 000 €. Cette vente et cette acquisition seront constatées aux termes d'un acte d'échange.

Article 4 :

Cet échange sera réalisé avec soulte, d'un montant de 108 600 €, au profit de Monsieur et Madame HAYOT.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge de la Ville.

Article 6 :

La levée de l'emplacement réservé ERNo1 sur l'emprise partielle de la parcelle AE n°256, conservée par Monsieur et Madame HAYOT au terme de l'échange, sera portée par la Ville auprès de l'établissement public territorial Est Ensemble dans le cadre d'une prochaine procédure d'évolution du document d'urbanisme.

Article 7 :

Dans l'attente d'une utilisation effective de l'emprise acquise par la commune auprès de Monsieur et Madame HAYOT, l'occupation de cette emprise leur sera accordée par le biais d'une convention d'occupation temporaire et précaire intégrant un préavis de deux mois au terme duquel sera réalisé un mur de séparation des deux propriétés par la Ville.

Article 8 :

Le conseil municipal autorise le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|--|
| POUR : | 41 | Majorité municipale – Groupe 100% Noisy |
| CONTRE : | | |
| ABSTENTION : | 1 | Jean-Paul LEFEBVRE |

La délibération est adoptée

22 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTE DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION UNIS CITE POUR LE PROJET FAMILLE EN HARMONIE

Rapportrice : Mme Anne DEO

La Ville s'attache à promouvoir et à développer des projets d'intérêt général à travers le dispositif du service civique, et plus précisément dans le domaine du Handicap avec le programme « Famille en Harmonie ».

Le service civique s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans en leur proposant d'effectuer durant 6 à 12 mois "une mission d'intérêt général" au sein du milieu associatif ou d'une collectivité locale. En plus de la mission d'intérêt général à effectuer, il s'agit d'offrir aux jeunes un tutorat, une formation civique et citoyenne, et un accompagnement à leur projet d'avenir.

Créée en 1995, l'association Unis Cité est précurseur dans le domaine. La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de collaboration entre la Ville et l'Association pour la mobilisation d'une équipe de 6 volontaires entre novembre 2020 et juin 2021, 2 jours par semaine, sur le projet intitulé «Famille en Harmonie».

L'objectif de cette mission est le soutien des familles comptant parmi leurs membres une personne en situation de handicap. Il s'agit plus précisément de:

- Lutter contre l'isolement des personnes en situation de handicap et favoriser le développement d'un réseau relationnel de proximité;
- Développer l'autonomie et la mobilité des personnes en situation de handicap sur leur ville;
- Contribuer à changer le regard sur le handicap et développer des solidarités de proximité.

Sur le plan opérationnel, la Direction de la Cohésion sociale et le chef de service de la cohésion sociale et de la vie des quartiers seront les référents du projet. Unis Cité assure la formation collective et l'accompagnement des volontaires. Les volontaires seront indemnisés par Unis Cité, la Ville soutenant le projet par une participation financière de 5000 euros en plus de l'accueil des volontaires.

La dépense pour ce projet est inscrite sur la ligne 6188 du budget 2020 de la Cohésion sociale.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention avec l'association Unis Cité pour le projet Famille en Harmonie.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant la volonté municipale de soutenir d'une part, les actions dans le champ du handicap et en faveur de l'aide aux aidants, et d'autre part, le service civique,

Considérant l'inscription sur le budget 2020 à la ligne 6188 en fonctionnement sur le budget de la Cohésion sociale,

D E L I B E R E

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association Unis Cité pour la mise en place du projet Famille en Harmonie.

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense des crédits prévus au budget de l'exercice 2020.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

Jean-Paul LEFEBVRE absent au moment du vote

La délibération est adoptée

23 - DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE

CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC POUR LA PROMOTION DE LA SANTE BUCCO-DENTAIRE

Rapportrice: Mme Anne DEO

Depuis plus de 30 ans, le Département de la Seine-Saint-Denis s'investit dans un programme départemental de prévention bucco-dentaire pour ses habitants, par des actions menées dans les lieux de vie et d'accueil. Cette approche globale bucco-dentaire s'oriente vers des bénéficiaires éloignés de la prévention et du soin, ou présentant des problématiques spécifiques, jeunes enfants et parents, mais également en direction de personnes plus vulnérables (par exemple les personnes en situation de handicap).

Autrefois organisé sous la forme d'une convention, ce partenariat prend la forme d'un appel à projet depuis 2017. Cet appel à projet s'inscrit dans le cadre du programme de prévention bucco-dentaire et tend vers des objectifs multiples : l'amélioration de la prise en compte des enjeux et besoins de la population en général, mais également des plus vulnérables. Les actions en direction des enfants sont considérées comme prioritaires, celles menées envers des personnes adultes en situation de handicap et des personnes âgées sont complémentaires.

Le Conseil départemental assure le pilotage de ces actions avec l'équipe de dentistes, met à disposition du matériel de prévention et joue un rôle d'animation de réseau et de formation de professionnels relais.

A ce titre, l'Unité de Prévention et de Santé Publique du Centre Municipal de Santé, répond chaque année à l'appel à projet.

Demande de subvention :

Un dossier de demande de subvention a été déposé le 9 octobre 2020 et proposé au vote des élus du département le 12 novembre 2020.

Pour l'année 2020, le Département contribue financièrement pour un montant de 3 196€.

La recette sera alors versée dès que la présente convention sera signée des deux parties.

Convention d'objectifs et de moyens :

Par la présente convention, la commune s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet de promotion de la santé bucco-dentaire proposé dans la demande de subvention, s'inscrivant dans les objectifs poursuivis par le programme départemental de santé bucco-dentaire.

Cette convention couvre les actions de l'année 2020 et chaque année une nouvelle convention devra être établie.

La commune s'engage à fournir un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet ainsi qu'un compte-rendu financier au plus tard au 1er février de l'année suivant le versement de la subvention.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à accepter la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les pièces relatives à la mise en place des actions de prévention bucco-dentaires : conventions ou tout autre document permettant le bon déroulement des actions
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les pièces relatives à ce dossier de subvention, notamment les conventions, les bilans, les évaluations ou tout autre document y afférent

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique, notamment son article L2132-2-1,

Vu la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,

Vu la délibération du conseil départemental n°2017-XI-72 du 9 novembre 2017 relative aux nouvelles mesures pour la santé bucco-dentaire des habitants de la Seine-Saint-Denis,

Vu la délibération du Conseil départemental n°2015-IV-15 en date du 2 avril lui donnant délégation,

Vu ses délibérations n°11-04 du 8 juin 2017 et n°11-02 du 12 juillet 2018 relatives au renouvellement du programme de prévention bucco-dentaire départemental,

Vu la convention cadre du 13 juillet 2004 entre le Département et les communes, relative à la mise en œuvre du programme départemental de prévention bucco-dentaire,

Vu la Délibération n° 11-10 du 12 novembre 2020 précisant le renouvellement du programme de santé bucco-dentaire départemental

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à accepter la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ;

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les pièces relatives à la mise en place des actions de prévention bucco-dentaires : conventions ou tout autre document permettant le bon déroulement des actions

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les pièces relatives à ce dossier de subvention, notamment les conventions, les bilans, les évaluations ou tout autre document y afférent.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

Jean-Paul LEFEBVRE absent au moment du vote

La délibération est adoptée

24 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTE DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

RENOUVELLEMENT CONVENTION AVEC LA MIEJ 4-93 POUR L'ANNEE 2021

Rapportrice : Mme Samia FETTAL

La Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 (MIEJ 4-93) a été créée à l'initiative des communes de Bagnolet, Montreuil, Noisy-le-Sec et Romainville afin de mener à bien des missions d'insertion socioprofessionnelle à destination des jeunes de 16 à 25 ans.

La Ville a formalisé son souhait de soutenir des actions d'insertion professionnelle des jeunes noiséen(ne)s de 16 à 25 ans en signant une convention avec la MIEJ 4-93 pour la période 2015-2018.

Cette convention triennale avait notamment pour objet de préciser :

- les axes de travail de la MIEJ 4-93 ;
- les objectifs assignés à la MIEJ 4-93 ;
- les conditions de l'octroi du soutien financier versé annuellement à la MIEJ 4-93.

Il est proposé que la ville poursuive son soutien à la MIEJ 4-93 par la signature d'une nouvelle convention couvrant l'année 2021.

Le Budget nécessaire au versement de la subvention annuelle a été inscrit au BP 2021.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer la convention entre la MIEJ 4-93 et la Ville ainsi que tous les documents afférents.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article L 2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le budget de la Ville de Noisy-le-Sec,

Vu la convention triennale 2018-2020 entre la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 et la Ville,

Vu le projet de renouvellement de la convention entre la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 et la Ville pour l'année 2021,

Considérant les actions portées par la ville de Noisy-le-Sec en faveur de la politique de la ville et de l'emploi des jeunes,

Considérant la volonté de la ville de Noisy-le-Sec de poursuivre son soutien aux actions visant à l'insertion professionnelle des jeunes de moins de 26 ans,

Considérant le bilan positif de l'intervention de la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 sur le territoire communal d'un point de vue qualitatif et quantitatif,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention entre la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 et la Ville de Noisy-le-Sec pour l'année 2021 ainsi que tous les documents afférents

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa

publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|---------------------|-----------|--|
| POUR : | 41 | Majorité municipale – Groupe 100% Noisy (sauf Laurent Rivoire) – Jean-Paul LEFEBVRE |
| CONTRE : | | |
| ABSTENTION : | 1 | Laurent RIVOIRE |

La délibération est adoptée

25 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTE DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

AUTORISATION SIGNATURE CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE ET A LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA RADICALISATION DANS LE LOGEMENT SOCIAL EN SEINE-SAINT-DENIS

Rapportrice : Mme Séréna YAHMI

Le préfet du département de Seine-Saint-Denis, la procureure de la République de Bobigny et les représentants des bailleurs sociaux de Seine-Saint-Denis ont signé le 7 juillet 2020 une convention relative à la sécurité et à la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans le logement social en Seine-Saint-Denis. Afin d'asseoir cette nouvelle dynamique partenariale, l'Etat a invité les maires disposant d'un CLSPDR actif à signer cette convention.

La convention formalise la création de nouveaux outils partenariaux avec notamment la mise en place systématique de groupes bailleurs au sein du CLSPDR.

La convention formalise également les engagements des différentes parties. En application de cette convention, l'Etat s'engage à appuyer de manière renforcée les bailleurs du département face aux problématiques de tranquillité publique qu'ils peuvent rencontrer sur leur patrimoine. Cet engagement se concrétisera par des outils juridiques supplémentaires pour mieux protéger les personnels des bailleurs et par une meilleure information aux bailleurs sur l'activité des forces de l'ordre.

En application de cette convention, les bailleurs reconnaissent leurs rôles en matière de prévention de la délinquance et de la radicalisation. Cet engagement se traduira par l'obligation pour les bailleurs de mettre en œuvre toute mesure permettant le traitement des troubles de jouissance en utilisant tous les outils à leur disposition (vidéo-protection, développement prévention situationnelle, assermentation des personnels, formation des personnels sur les questions de violences intrafamiliales, etc...)

Par la signature de cette convention, la Ville de Noisy-le-Sec s'engage à mettre en place un groupe bailleurs. En effet, la tranquillité autour et dans les lieux d'habitation, notamment des habitations à caractère social de la ville, est compromise par les incivilités récurrentes et les dégradations qui génèrent un climat d'insécurité. Ainsi, la mise en place de ce groupe de travail devra permettre une remontée d'informations plus précise et plus rapide auprès de l'ensemble des partenaires intervenants dans le traitement des incivilités, des dégradations et des faits délictueux constatés.

Pour rappel, la mise en place d'un tel groupe était d'ores et déjà prévu en application de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation signée par la ville le 10 décembre 2019. La signature de la convention par la commune de Noisy-le-Sec serait donc cohérente au regard de la dynamique amorcée.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction. Il convient de préciser que des bailleurs pourront signer la présente convention en se manifestant auprès de la Préfecture de Seine-Saint-Denis.

La ville de Noisy-le-Sec incitera les bailleurs à signer la convention en la présentant lors de la prochaine réunion plénière du CLSPDR.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention relative à la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans le logement social en Seine-Saint-Denis.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

Vu la loi n°2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation de la programmation pour la performance de la sécurité intérieure,

Vu la Stratégie Nationale de la Prévention de la Délinquance 2020-2024,

Vu la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation de la ville de Noisy-le-Sec signée le 10 décembre 2019,

Vu la convention relative à la sécurité et à la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans le logement social en Seine-Saint-Denis.

Considérant que cette convention est en cohérence avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation signée par la Ville de Noisy-le-Sec le 10 Décembre 2019 et qui prévoit la mise en place d'un groupe de travail bailleurs

Considérant que cette convention permet de formaliser la volonté de la ville de Noisy-le-Sec, des bailleurs sociaux, du parquet et de la préfecture, de développer un partenariat afin d'apporter des réponses concrètes aux difficultés que rencontrent les locataires des logements sociaux au sein de la ville de Noisy-le-Sec, en matière de tranquillité publique.

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention relative à la sécurité et à la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans le logement social en Seine-Saint-Denis.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

26 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DE VERSEMENT D'ACOMPTE ET DES CONVENTIONS D'OBJECTIFS DES ASSOCIATIONS SPORTIVES

Rapporteur : Mr Samy BESSAOU

La Ville souhaite tout particulièrement cette année avec la crise sanitaire et sociale, apporter tout son soutien aux associations sportives issues de la loi de 1901 qui s'inscrivent dans le développement de la politique sportive et associative de la ville de Noisy-le-Sec.

Le monde du sport qui a subi un arrêt total lors de la première vague, a vu à nouveau stopper son activité début octobre et se retrouve devant une situation difficile et parfois même précaire.

Aussi, si Noisy-le-Sec est fier des deux lauriers obtenus avec le label ville active et sportive ainsi que le label terre de jeux 2024 décerné par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques de Paris 2024 (COJO 2024).

Elle sait, qu'elle le doit à l'implication notamment des 45 associations sportives et plus de 5000 adhérents, sportifs, éducateurs, bénévoles qui permettent le lien social au quotidien et demeurent le ciment de notre Ville.

Soutenir le milieu sportif est donc une volonté municipale, mais aussi une priorité, pour permettre aux associations de continuer à faire vivre le sport.

Des aides directes leurs sont attribuées sous la forme de subventions de fonctionnement afin de mener à bien les projets sportifs, éducatifs ou sociaux.

Pour que les associations puissent bénéficier du versement d'une partie de leur subvention dès janvier 2021 et ce malgré un budget 2021 pas encore voté, le Conseil municipal doit l'y autoriser.

Mais aussi adopter les conventions d'objectifs passées avec les associations bénéficiant de plus de 23 000 euros de subvention.

Pour rappel,

“l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée”.

Cette obligation concerne les subventions “dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €” (D. n° 2001-495, 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver le versement de 25 % d'acompte des subventions 2020 aux associations sportives bénéficiant de plus de 23 000 € de subvention municipale,

| | Subvention de fonctionnement 2020 | 25 % d'acompte |
|-------------------------|-----------------------------------|----------------|
| Basket-Ball Noiséen | 23 000 € | 5 750 € |
| Rugby Club Noiséen | 31 500 € | 7875 € |
| Noisy-le-Sec Athlétisme | 36 500 € | 9125 € |
| La Vigilante | 52 500 € | 13125 € |

Et d'adopter les conventions d'objectifs annexées et d'autoriser, le cas échéant, leur signature par Monsieur le Maire ou son représentant.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Considérant que les acomptes sur subventions ne peuvent être mandatés qu'après l'approbation du budget primitif, sauf en cas de délibération antérieure pour autoriser le versement d'acompte.

Considérant qu'il y lieu de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Le Conseil municipal autorise le versement d'un acompte de 25 % de la subvention de fonctionnement de 2020 dès janvier 2021, avant le vote du budget primitif aux associations sportives suivantes ;

| | Subvention de fonctionnement 2020 | 25 % d'acompte |
|-------------------------|-----------------------------------|----------------|
| Basket-Ball Noiséen | 23 000 € | 5 750 € |
| Rugby Club Noiséen | 31 500 € | 7875 € |
| Noisy-le-Sec Athlétisme | 36 500 € | 9125 € |
| La Vigilante | 52 500 € | 13125 € |

Article 2 :

Dit qu'il sera prévu au budget primitif 2021 des subventions à ces associations, pour un montant au moins égal à celui des acomptes.

Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2021 à l'imputation 6574.

Article 4 :

Adopte les conventions d'objectifs conclues pour l'attribution des subventions.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Timothée GAUTHIEROT ne prend pas part au vote.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

27 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DU VERSEMENT D'ACOMPTES ET DES AVENANTS AUX CONVENTIONS D'OBJECTIFS PLURIANNUELLES DES ASSOCIATIONS

Rapporteur : Mr Samy BESSAOU

La crise sanitaire liée au COVID 19 que nous traversons a un impact économique et sociale extrêmement important sur la population noisienne et une répercussion importante sur le tissu associatif local et notamment sur les associations sportives.

En effet, ce secteur après un arrêt total lors de la première vague, a vu à nouveau stopper son activité début octobre. Ces arrêts successifs ont engendré une baisse importante des licenciés de près de 30 % mais aussi une demande de remboursement des adhésions, qui a entraîné de grosses difficultés financières pour un grand nombre d'associations sportives.

Pour les soutenir les associations les plus impactées financièrement, notamment celles qui emploient des éducateurs salariés, la ville de Noisy-le-Sec a souhaité permettre le versement d'un acompte dès janvier 2021.

Aussi afin de permettre aux deux associations bénéficiant de conventions d'objectifs pluriannuels, de faire face aux dépenses de fonctionnement, il est proposé de procéder à un acompte de la subvention 2021.

Celui-ci correspond à 50 % de la subvention de fonctionnement défini dans la convention triennale.

| | Subvention de fonctionnement | 50 % d'acompte |
|------------------------------------|------------------------------|----------------|
| Cercle des Nageurs Noiséens | 70 000 | 35 000 |
| Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 | 120 000 | 60 000 |

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le versement d'acomptes aux associations et les avenants aux conventions d'objectifs pluriannuelles annexées et d'autoriser, le cas échéant, leur signature par Monsieur le maire ou son représentant.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Considérant que les acomptes sur subventions ne peuvent être mandatés qu'après l'approbation du budget primitif, sauf en cas de délibération antérieure pour autoriser le versement d'acompte.

Considérant qu'il y a lieu de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

DELIBERE

Article 1:

Le Conseil municipal autorise le versement d'un acompte de 50 % de la subvention de fonctionnement de l'exercice N-1 dès janvier 2021, avant le vote du budget primitif aux associations sportives suivantes ;

| | Subvention de fonctionnement 2020 | 50 % d'acompte |
|------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| Cercle des Nageurs Noiséens | 70 000 | 35 000 |
| Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 | 120 000 | 60 000 |

Article 2 :

Dit qu'il sera prévu au budget primitif 2021 des subventions à ces associations , pour un montant au moins égal à celui des acomptes.

Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2021 à l'imputation 6574.

Article 4 :

Approuve les avenants aux conventions d'objectifs pluriannuelles conclues pour l'attribution des subventions

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

UNANIMITE

La délibération est adoptée

28 - DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE

AVENANTS AUX CONVENTIONS DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Rapportrice : Mme Naima MOKRI

La ville de Noisy-le-Sec compte 5 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, à savoir :

- Londeau
- Béthisy
- Boissière
- Sablière
- Renardière

A ce titre, ces quartiers bénéficient tous d'une démarche de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) qui vise à améliorer le cadre de vie quotidien des habitants par la mise en place d'une démarche partenariale incluant les collectivités, les bailleurs sociaux, les représentants de l'État, les acteurs associatifs et les habitants.

Cette démarche de GUSP prend notamment appui sur l'article 63 de la loi de finances de 2015 qui prévoit qu'un régime d'abattement de 30 % de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) s'appliquera aux bailleurs possédant du patrimoine dans un quartier prioritaire. En contrepartie, les bailleurs concernés doivent réinvestir chaque année le montant de l'abattement de TFPB dans des actions relevant de la démarche GUSP (renforcement du nettoyage des parties communes, développement du lien social, tranquillité publique, petits travaux d'amélioration du cadre de vie, etc...).

Cette démarche s'est concrétisée pour la ville de Noisy-le-Sec par la signature de 5 conventions GUSP pour la période 2016-2018. Ces conventions indiquaient notamment en leur article 4 les programmes triennaux prévus par les bailleurs en contrepartie de l'abattement de 30 % sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB).

Ces conventions avaient été prorogées pour la période 2018-2020 et arrivent à leur terme à la fin de l'année 2020. Ces conventions étant annexées au contrat de ville qui a lui-même été prorogé jusqu'au 31 décembre 2022, il est proposé de proroger aussi les conventions GUSP jusqu'au 31 décembre 2022.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer les avenants en annexe qui prorogent les conventions GUSP pour la période 2020-2022.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5219-2 et L5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015 ; et notamment la compétence des EPT de plein droit en matière de politique de la ville et de développement urbain,

Vu la loi n°2014-767 du 21 février 2014 relative de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le Contrat de Ville communautaire 2015-2020, prorogé jusqu'au 31 décembre 2022.

Vu l'article 62 de la loi de finances 2015 en date du 29 décembre 2014 prorogeant l'abattement de 30 % de la TFPB pour le patrimoine des bailleurs sociaux situés en QPV pour la durée des contrats de villes (2015-2020),

Vu la délibération du conseil territorial d'Est Ensemble du 12 avril 2016 adoptant une charte territoriale de gestion urbaine et sociale de proximité ainsi qu'un programme d'actions territoriale,

Vu la délibération n°16-05-20 du conseil municipal de Noisy-le-Sec du 26 mai 2016 autorisant Monsieur le Maire ou son représentant à signer la charte territoriale de gestion urbaine et sociale de proximité,

Vu la délibération n°16-12-24 du conseil municipal de Noisy-le-Sec du 01^{er} décembre 2016 autorisant Monsieur le Maire ou son représentant à signer, pour la période 2016-2018, les conventions de gestion urbaine et sociale de proximité pour les 5 quartiers noiséens relevant de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville,

Vu la délibération n°2018-12-10 du conseil municipal de Noisy-le-Sec du 19 décembre 2018 autorisant Monsieur le Maire ou son représentant à signer, pour la période 2019-2020, les conventions de gestion urbaine et sociale de proximité pour les 5 quartiers noiséens relevant de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville,

Considérant la nécessité de poursuivre la mise en œuvre dans les 5 quartiers noiséens relevant de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville pour la période 2020-2022,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve les termes des projets d'avenants prorogeant sur la période 2020-2022 les conventions de gestion urbaine et sociale de proximité pour les cinq quartiers prioritaires de la ville de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les avenants prorogeant sur la période 2020-2022 les conventions de gestion urbaine et sociale de proximité pour les cinq quartiers prioritaires de la ville de Noisy-le-Sec.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

| | | |
|--------------|----|--|
| POUR : | 29 | Majorité municipale (sauf Florent LACAILLE-ALBIGES – Monique GASCOIN – Baptiste GERBIER – Patrick LASCoux – Samia FETTAL – Françoise CELATI – Lahoucine EL BATAH – Valérie GOBETIERE – Timothée GAUTHIEROT – Wiam BERHOUMA – Hakima LOUNIS – Dominique BUSSON) – Groupe 100% Noisy |
| CONTRE : | 2 | Jean-Paul LEFEBVRE – Dominique BUSSON |
| ABSTENTION : | 11 | Florent LACAILLE-ALBIGES – Monique GASCOIN – Baptiste GERBIER – Patrick LASCoux – Samia FETTAL – Françoise CELATI – Lahoucine EL BATAH – Valérie GOBETIERE – Timothée GAUTHIEROT – Wiam BERHOUMA – Hakima LOUNIS |

La délibération est adoptée

29 - DIRECTION DE LA PROXIMITE URBAINE

COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DE LA SEMACO EN CHARGE DE LA CONCESSION DE SERVICE PORTANT SUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU MARCHÉ AUX COMESTIBLES DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Mr Zakaria BENHAMRA

Par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville a confié à la société SEMACO la gestion des marchés forains pour une durée de 6 ans.

Le contrat a été prolongé pour une année, ce qui porte la fin de contrat au 30 avril 2020.

Les éléments significatifs pour l'année 2019 outre sa mission habituelle de gestionnaire du marché sont :

- La perturbation du marché par la réalisation des travaux de réhabilitation du parking souterrain de la place des découvertes. Ces travaux ont eu deux conséquences :
 - L'installation de containers pour le stockage des vitrines à l'arrière du théâtre
 - La mise à disposition par la ville de nouveaux espaces d'exploitation pour compenser la perte de mètre linéaire présent sur la place du fait des emprises chantier. Les deux espaces proposés étaient le parking derrière la médiathèque et la place Dreyfus. Pour des raisons de commercialité, la SEMACO n'a exploité que la place Dreyfus.
 - La mise en place de nouveaux plans des étales en phase travaux toujours perturbant pour les commerçants.
- Il est à noter que la fréquentation du marché est restée bonne sur l'année 2019.
- Les faits marquant en termes de rotation d'abonnés sont :
 - une rotation des poissonniers même si leur nombre reste inchangé,
 - le désabonnement d'un soldeur et d'un BOF.
 - La mise en place d'animation en accord avec les représentants des commerçants et la commission des marchés de 4 animations : fête du marché (avec la distribution de sac), fête des mères (distribution de 1500 roses), beaujolais nouveaux, fêtes de fin d'année (maquillage, bons d'achat)

Quatre commissions « marché » ont eu lieu.

Concernant l'occupation du marché, il y a eu en 2019 40 commerçants abonnés dont 29 alimentaires et une proportion de volants variant de 45 à 60 selon les jours, le lundi concentrant une part plus importante de volants. Au sein des abonnés, la répartition est la suivante :

| | nbre |
|--|------|
| Beurre, œuf, fromage | 2 |
| Boucher | 1 |
| Charcutier - volailler - traiteur | 5 |
| Boulangier | 1 |
| Épicerie | 1 |
| Fleuriste | 1 |
| Fruits et légumes, Maraicher, Pomme de terre | 7 |
| Fruits sec et olives | 2 |
| Poissonnier | 4 |

| | |
|------------------------|----|
| Objet Divers | 10 |
| PTAO | 2 |
| Spécialités étrangères | 2 |
| Rôtisserie | 2 |

Courant 2019, la Ville a mis à disposition du délégataire un espace dédié lui permettant de stocker les poubelles à la fin de chaque séance de marché, permettant d'améliorer la situation de gestion des déchets du marché. Cependant, la coordination avec SEPUR et OURRY reste imparfaite.

Enfin entre 2018 et 2019 les recettes ont augmenté légèrement (+1.85%). Cependant du fait de l'augmentation significative des dépenses de publicité/animation et de la poursuite nécessaire de l'entretien du matériel suite aux dégradations, le résultat brut global a diminué (- 70%) passant de 3535 € à 1081 €.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 le rapport d'activités de la SEMACO est présenté à l'assemblée délibérante.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants relatifs aux délégations de service public,

Vu le rapport d'activités 2019,

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) sur le rapport d'activités,

Considérant que le délégataire doit fournir à la Ville, conformément aux textes en vigueur, un rapport annuel d'exploitation qui est présenté à la commission consultative des services publics locaux qui en prend acte,

Considérant que la commission consultative des services publics locaux, qui s'est réunie le 7 décembre 2020, a pris acte du rapport d'activités 2019 présenté par la société SEMACO.

DÉLIBÈRE

Article 1er :

Prend acte du rapport d'activités 2019 du délégataire du marché aux comestibles.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

PREND ACTE

30 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE

COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE DE LA REGION PARISIENNE

Rapporteur : Mr Albert PRISSETTE

La ville de Noisy-le-Sec est membre du Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne qui a pour mission d'organiser, de gérer et de contrôler le service public funéraire sur le territoire de l'île de France, pour le compte des collectivités qui y sont adhérentes.

Dans le cadre de ces missions le SIFUREP gère pour le compte des communes adhérentes:

- le service extérieur des pompes funèbres (obligation légale) qui permet d'offrir à tous une offre funéraire à coûts maîtrisés et contrôlés et de prendre en charge les frais d'obsèques des personnes dépourvues de ressources (environ une dizaine d'inhumations en 2019 à Noisy-le-Sec).

- 7 équipements funéraires de proximité dont deux chambres funéraires (dont Montreuil) et cinq crématoriums (dont Champigny-sur-Marne)

- un service d'accompagnement aux collectivités notamment à travers une expertise juridique pour une bonne gestion de leurs cimetières.

Le tarif d'adhésion au SIFUREP est de 0.05270€ par habitant soit 2 302, 62€ pour la ville de Noisy-le-Sec en 2019.

Depuis 2019 la commune est aussi membre de la centrale d'achat du SIFUREP qui nous permet de bénéficier de tarifs négociés pour les transports de corps en cas de décès sans famille et sur les travaux de reprises de concessions.

La commune a pu bénéficier pour la première fois de ces tarifs négociés au mois de novembre dernier lors des travaux de reprise de concessions à l'ancien cimetière (environ 80 concessions).

Le tarif d'adhésion à la centrale d'achat est variable en fonction de l'utilisation des services par la commune, il a été de 1 350€ en 2019.

L'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales prévoit que les rapports annuels d'activité des établissements publics de coopération intercommunale, adressés aux maires de chaque commune membre, font l'objet d'une communication au Conseil municipal.

Dans ce cadre, les documents suivants sont communiqués au Conseil municipal :

- le rapport pour l'exercice 2019 sur les activités du SIFUREP (pièce annexe à la délibération) ;

Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la communication qui lui a été faite de ces documents.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-39,

Vu le rapport d'activités du SIFUREP pour l'année 2019,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Prend acte du rapport annuel d'activité du SIFUREP pour l'exercice 2019.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

PREND ACTE

31 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DE LA REGIE AUTONOME DU THEATRE EN CHARGE DE LA GESTION DU THEATRE MUNICIPAL DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Rapportrice : Mme Wiam BERHOUMA

La Régie Théâtre des BERGERIES, Régie autonome personnalisée à caractère administratif, a été créée par délibération municipale du 15 décembre 2011.

La Régie Théâtre des BERGERIES est un établissement public administratif de la Ville de Noisy le Sec avec pour mission de :

- développer une programmation de spectacles vivants de haut niveau, tout en respectant un critère de diversité,
- aider et soutenir la création culturelle et artistique en diffusant, produisant ou coproduisant des œuvres sur le territoire de la commune,
- mener des actions de formation, d'élargissement des publics et d'accompagnement autour des spectacles,
- réaliser des partenariats avec des organismes culturels, départementaux, régionaux, nationaux ainsi qu'avec les équipements culturels municipaux,
- mettre en place une politique tarifaire qui permette à l'ensemble de la population noiséenne d'avoir accès aux manifestations proposées dans le cadre de la programmation du Théâtre. (cf article 2 des Statuts de la Régie Théâtre des Bergeries)

Un élément significatif pour l'année 2018/2019 a été la mise en place d'une convention cadre entre la Ville et le Théâtre des bergeries ayant pour objectif de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville de Noisy-le-Sec pour participer au fonctionnement du Théâtre.

Cette convention recense donc toutes les fonctions supports assurées par la Ville pour le bénéfice du Théâtre et les transferts de charges mis en place ou à mettre en place. Elle précise les modalités générales de calcul de ces concours et de leur remboursement par le Théâtre.

Elle a une durée de 4 ans.

Durant la saison 2018/2019 le Théâtre des Bergeries a accueilli **20 166 spectateurs**.

LES SPECTACLES EN QUELQUES CHIFFRES :

- 40 spectacles soit 81 représentations dont 31 sur le temps scolaire
- 20 166 spectateurs (+3,6%) dont 4 942 sur les séances scolaires
- + 80% Taux de remplissage
- 249 personnes en moyenne par représentation
- (+2,1%) par rapport à la saison précédente
- 2 résidences d'artistes longues
- 13 résidences ponctuelles
- 40 projets d'actions artistiques et de sensibilisation
- 480 heures pour 1300 bénéficiaires autour de la programmation

La recette de la billetterie s'élève à 117 314 € TTC.

Le rapport d'activités 2019 annexé présente l'ensemble des chiffres clés.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de prendre acte du rapport d'activités 2019 du Théâtre des Bergeries.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1413-1 et suivants relatifs aux missions de la Commission consultative des services publics locaux,

Vu le rapport d'activités 2019,

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) sur le rapport d'activités,

Considérant que l'examen des bilans d'activités des services exploités en régie doit être présenté à la commission consultative des services publics locaux qui en prend acte,

Considérant que la commission consultative des services publics locaux, qui s'est réunie le 7 décembre 2020, a pris acte du rapport d'activités 2019,

DÉLIBÈRE

Article 1er :

Prend acte du rapport d'activités 2019 de la Régie autonome du Théâtre.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

PREND ACTE

32 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SIPLARC

Rapporteur : Mme Julie GRUNEBAUM

Le Syndicat intercommunal de production et de livraison alimentaire de repas collectifs (SIPLARC) est un syndicat à vocation unique créé par les villes de Bondy et Noisy-le-Sec. Ces deux villes sont actuellement les deux seules villes adhérentes au SIPLARC.

Pour l'année 2019, le SIPLARC a produit 1.645.597 repas pour les villes de Bondy et Noisy-le-Sec, soit une augmentation de 1,29% par rapport à 2018.

Par ailleurs, l'année 2019 a été marquée par la mise en place du projet « Fusée », un projet visant l'exemplarité de la collectivité basée sur 4 axes :

- la qualité dans l'assiette,
- l'exemplarité environnementale
- les valeurs éducatives et citoyennes
- l'exemplarité des agents et de la collectivité dans la gestion des ressources humaines

Le SIPLARC poursuit son travail de sensibilisation auprès des Noiséen(ne)s et Bondynois(e)s au travers d'animations telles que le concours de menues, la sensibilisation à l'équilibre d'un petit déjeuner, lors de la semaine du goût,

Conformément à l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales, et suite à la transmission par le SIPLARC de son rapport d'activités 2019, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-39,

Vu les statuts du Syndicat intercommunal de production et de livraison alimentaire de repas collectifs (SIPLARC),

Vu le rapport d'activités 2019 du SIPLARC,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Prend acte du rapport d'activités du SIPLARC pour l'année 2019 conformément aux dispositions de l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

PREND ACTE

33 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES DE NOISY-LE-SEC HABITAT

Rapportrice : Mme Samia SEHOUE

La ville de Noisy-le-Sec est actionnaire de la Société anonyme d'économie mixte (SAEM) Noisy-le-Sec Habitat. Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose, qu'en l'espèce, le Conseil municipal doit se prononcer au moins une fois par an sur le rapport écrit qui leur est présenté par ses représentants.

L'objectif du législateur n'est pas ici de faire publier un rapport d'activité « vantant » les réussites et les actions de l'entreprise en passant ses échecs ou ses difficultés comme peuvent le faire les entreprises du CAC 40 à destination des journalistes ou du public. Il est de donner la possibilité à la collectivité actionnaire de vérifier que les actions menées par l'entreprise sont conformes aux objectifs qui lui ont été fixés.

Néanmoins, le CGCT, souvent prolixe est muet quant au contenu dudit rapport, si ce n'est qu'il doit porter « notamment » sur les modifications de statuts de la SAEM. Chose qui ne s'est pas produite en 2019.

Par ailleurs, du fait du calendrier, nous sommes ici dans une situation étrange où les actuels représentants du Conseil municipal au CA de la SAEM se doivent de présenter un rapport qui porte sur une période durant laquelle la plupart d'entre eux – dont je fais partie – n'étaient pas représentants...

De ce rapport, deux éléments sont à noter tout particulièrement.

D'abord, le résultat courant avant impôts de la SAEM est négatif de près de 900 000 euros. Ce n'est que qu'une fois pris en compte le résultat exceptionnel que l'exercice 2019 est bénéficiaire. Or ce résultat exceptionnel comptabilise principalement les ventes de quelques logements sociaux. Quoique l'on pense de la pertinence de ces ventes du patrimoine commun et que la loi Elan nous impose au final, les recettes courantes ne couvrent pas les dépenses courantes. Notre SAEM était en 2019, comme en 2018, structurellement déficitaire.

Ensuite, fait marquant de l'année 2019, la loi Elan imposant le regroupement des bailleurs sociaux de moins de 12 000 logements, la SAEM a fondé avec 18 autres sociétés d'économie mixte la société de coordination Hact France dont l'agrément ministériel a été obtenu le 2 août 2020. Cette stratégie, dictée par les événements, nous permet de garder un contrôle entier sur cet outil social qu'est Noisy-le-Sec Habitat, ce dont nous nous félicitons.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le contenu du rapport d'activités de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat au titre de l'année 2019.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1524-5,

Vu le rapport d'activités de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat au titre de l'année 2019 annexé à la présente délibération,

Considérant les actions menées par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat au titre de l'année 2019,

DÉLIBÈRE

Article 1:

Prend acte du rapport d'activités de la SAEM pour l'année 2019 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

PREND ACTE

34 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SIGEIF

Rapporteur : Mr Baptiste GERBIER

La ville de Noisy-le-Sec est membre du Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution du gaz pour l'ensemble des communes adhérentes, et également du service public de distribution d'électricité pour celles d'entre elles qui en ont fait la demande.

La ville de Noisy-le-Sec est adhérente au SIGEIF pour la seule compétence gaz.

L'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales prévoit que les rapports annuels d'activité des établissements publics de coopération intercommunale, adressés aux maires de chaque commune membre, font l'objet d'une communication au Conseil municipal.

Dans ce cadre, les documents suivants sont communiqués au Conseil municipal :

- le rapport pour l'exercice 2019 sur les activités du SIGEIF (ce rapport peut être consulté par Internet sur le site du syndicat www.sigeif.fr) ;
- son annexe présentant les chiffres clés à la commune (annexe ci-jointe).

Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la communication qui lui a été faite de ces documents.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-39,

Vu le rapport d'activités du SIGEIF pour l'année 2019,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Prend acte du rapport annuel d'activités du SIGEIF pour l'exercice 2019.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

PREND ACTE

35 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DU SIPPEREC

Rapporteur : Mr Baptiste GERBIER

La ville de Noisy-le-Sec est membre du Syndicat intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), qui est l'autorité concédante de distribution publique d'électricité et de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente ainsi que la maîtrise d'ouvrage des travaux d'électrification sur le réseau de distribution publique d'électricité, la compétence pour la mise en place d'un service public de création, d'entretien et d'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, les compétences relatives à l'éclairage public, à la signalisation lumineuse tricolore, ainsi que celle d'autorité organisatrice des réseaux de communications électroniques et de services de communication audiovisuelle, celles relatives au développement des énergies renouvelables et au système d'information géographique, celle d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz ainsi que du service de fourniture de gaz et celle en matière de contribution à la transition énergétique pour les communes qui ont fait la demande.

La ville de Noisy-le-Sec est adhérente au SIPPEREC pour la compétence électricité et la compétence numérique.

L'article L 5211-39 du code général des collectivités territoriales prévoit que les rapports annuels d'activité des établissements publics de coopération intercommunale, adressés aux maires de chaque commune membre, font l'objet d'une communication au conseil municipal.

Dans ce cadre, les documents suivants sont communiqués au conseil municipal :

- le rapport pour l'exercice 2019 sur les activités du SIPPEREC (ce rapport peut être consulté par Internet sur le site du syndicat www.sipperec.fr ou via le lien suivant [RA 2019](#)) ;
- son annexe présentant les chiffres clés à la commune (annexe ci-jointe).

Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la communication qui lui a été faite de ces documents.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-39,

Vu le rapport d'activités du SIPPEREC pour l'année 2019,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Prend acte du rapport annuel d'activités du SIPPEREC pour l'exercice 2019.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

PREND ACTE

Question orale n°1 du Groupe 100% Nosi relative aux immeubles situé au 2 rue de Merlan et au 12 avenue du Général Leclerc

Monsieur le Maire,

J'avais signalé déjà depuis plusieurs années à votre prédécesseur qui n'avait rien fait, la situation de deux immeubles manifestement abandonnés par leurs propriétaires respectifs au 2 rue de Merlan et au 12 avenue du Général Leclerc.

Dans le premier cas, la situation créée est dangereuse pour les centaines de piétons et d'élèves de la cité scolaire Brément car les barrières empêchent de circuler sur le trottoir et obligent les piétons à descendre sur la chaussée. De plus, l'immeuble se dégrade avec des chutes de moellons sur le sol. Il y a urgence à agir.

Quant au 12 avenue du Général Leclerc, l'état d'abandon depuis plus de 8 ans génère de nombreuses nuisances pour le voisinage.

L'état de ces immeubles vous permet d'engager immédiatement la procédure légale applicable aux immeubles en état d'abandon manifeste comme je l'ai déjà demandé à plusieurs reprises.

Je vous remercie de vos réponses attendues par de nombreux Noiséens.

Réponse de Madame Samia SEHOUANE : Monsieur le Conseiller Municipal, Vous m'avez interpellé concernant le devenir de 2 propriétés situées sur notre territoire communal, respectivement au 2 rue de Merlan et au 12 avenue du Général Leclerc. Pour ces deux adresses, je souhaitais partager avec vous quelques informations.

S'agissant du 2 rue de Merlan, cette adresse est incluse dans le périmètre d'un projet présenté à l'initiative de Noisy-le-Sec Habitat au titre des projets de reconstitution NPNRU. Nous avons eu l'occasion récemment d'examiner les éléments d'avant-projet de ce dossier. Il s'agit d'un projet de construction d'une centaine de logements intégrant notamment 56 logements en reconstitution. Le projet ayant été initialement réfléchi dans une logique de pure rentabilité économique, nous avons missionné les services de la Ville pour mener une réflexion conjointe avec l'opérateur immobilier concerné pour tenter de diminuer la densité du projet et également son impact urbain.

Il nous est malheureusement difficile de remettre complètement en cause ce projet en raison de la présence des 56 logements en reconstitution, considérant que Noisy-le-Sec Habitat avait proposé dans le cadre de son dossier auprès de l'ANRU un certain nombre de projets autrement plus fantaisistes.

Nous allons donc tenter de mener à terme cette réflexion avant de lancer toute autre procédure sur ce bien.

S'agissant du 12 avenue du Général Leclerc, nous avons été informés de la volonté de l'actuel propriétaire de vendre ce bien. Cette information nous permettait d'envisager un projet de réhabilitation ou de reconstruction qui aurait mis fin à une situation historiquement difficile pour le quartier et les riverains. Si la cession de ce bien semble bien se confirmer avec la réception par la Ville d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner en septembre dernier, ni nos services ni les services de l'ABF (au titre de la Cité Expérimentale de Merlan) n'ont été sollicité pour l'étude d'un avant-projet.

Nous envisagerons donc la mise en œuvre d'une procédure en fonction de l'aboutissement de cette démarche de vente et de réhabilitation.

Question n°2 du Groupe Agir pour Noisy relative à l'ex-Conservatoire

Monsieur le maire,

Voici exactement trois mois, je vous demandais d'exposer au conseil la situation des travaux et du projet de restaurant gastronomique que les locataires du bâtiment de l'ancien conservatoire se sont engagés à réaliser par le bail commercial signé en juillet 2018 par votre prédécesseur. Je rappelle que la ville a accordé une franchise de loyers pendant un an puis un loyer symbolique de 500 € par mois.

Est-il seulement encore payé ?

Vous m'avez répondu que les engagements pris par les trois dirigeants de la Holding le Conservatoire – Messieurs Bourimech, Achour et Ly – n'ont pas été et ne seront pas respectés et qu'en réalité le projet ne se ferait pas, sous aucun de ses aspects.

Je ne suis pas surpris car j'avais dénoncé dès l'été 2018 le caractère frivole de cette opération conçue avec et pour des courtisans au préjudice de la commune.

L'immeuble est toujours vide, abandonné, les travaux sont totalement arrêtés et la cour sert de parking public improvisé. Seules subsistent les ridicules banderoles de propagande accrochées pendant la campagne électorale pour bernier les Noiséens. Aujourd'hui, ceux-ci s'interrogent et sont révoltés par ce qu'ils constatent.

Cette situation est extrêmement grave et justifie la résiliation immédiate du bail aux torts exclusifs du preneur, mesure que je vous demandais d'engager sans délai. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Par ailleurs, il sera nécessaire de faire publiquement toute la lumière sur les conséquences financières pour la commune et les responsabilités personnelles du ou des auteurs de ce fiasco scandaleux.

Pour l'avenir, ce bâtiment emblématique de notre centre-ville requiert une utilisation conforme à son aspect et à son emplacement : soit la commune envisage d'y abriter un service d'intérêt général, soit

Il convient de relancer un appel à projets. Quelles sont vos intentions ?

Je vous remercie de vos réponses.

Réponse de madame Samia Sehouane: Monsieur le Conseiller Municipal, Effectivement, il y a 3 mois, nous avons eu l'occasion par question et réponse orale interposée, d'échanger sur la mise en œuvre du projet dit de l' « ancien conservatoire » sur une propriété communale sise 63 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec. Je rappelle que ce bien a fait l'objet de la signature d'un bail commercial d'une durée de 20 années approuvé par notre Conseil Municipal lors de sa séance de Juin 2018.

Les craintes que j'ai souhaité, en toute franchise, partagé avec vous dans le cadre de ma réponse, se sont confirmées ces derniers mois : absence de mise en œuvre des travaux prévus dans le cadre du projet initial, absence des porteurs de projet sur le site. Nonobstant le caractère pertinent du projet acté par la précédente Municipalité, force est de constater que le projet semble à l'abandon.

Les premières analyses juridiques menées quant à la rédaction du bail et à nos options juridiques ont bien démarrées. J'aurais encore une fois l'honnêteté de vous dire que la période de crise sanitaire nous a quelque peu ralentis dans la mise en œuvre de notre stratégie sur ce site, qui reste néanmoins résolue : mettre en œuvre strictement le bail qui a été signé avec la holding « Le Conservatoire », ce qui s'avère d'ores-et-déjà impossible compte tenu de ce qui a été précédemment mentionné, ou reprendre possession de ce lieu chargé d'histoire et de symboles pour les noiséennes et les noiséens puis réfléchir à de nouvelles pistes d'affectation.

Vous comprendrez aisément, Monsieur le Conseiller Municipal, qu'au-delà de ces orientations forcément générales, je ne souhaite pas publiquement rentrer dans les détails de nos analyses et de notre stratégie juridiques, pour ne pas porter préjudice aux futurs échanges qui ne manqueront pas d'intervenir entre la Ville et les porteurs de projet.

Question orale n° 3 du groupe Agir pour Noisy relative au prolongement du tramway T1

Monsieur le maire,

L'EPT Est-Ensemble vient de décider le lancement d'une concertation autour d'une étude urbaine pour imaginer l'aménagement des abords du prolongement du tramway T1.

Si le président Bessac a déclaré que ce projet associe les 3 villes concernées par les travaux, dans son interview publiée le 11 décembre 2020 dans Les Echos, il a surtout parlé en détails de Montreuil, ville dont il est le maire.

Depuis le prolongement du T1, achevé en 2003, notre ville a été largement malmenée et oubliée par les aménagements liés au T1. Je ne minimise pas l'effet des opérations politiciennes de sabotage menées par la droite depuis près de 25 ans contre ce projet d'intérêt général.

Mais, pour avoir suivi de près et depuis longtemps, le dossier, je constate que tout n'a pas été fait, loin de là, tant par le conseil départemental que par la RATP pour que les Noiséens perçoivent ce projet de la façon la plus favorable.

Une nouvelle page va s'ouvrir et il convient de saisir les opportunités que le T1 peut apporter à notre ville : rénovation du pôle gare, reconstruction du front bâti de la rue Jean Jaurès dont la majeure partie est vétuste et dégradée, surtout côté impair, rénovation urbaine du secteur Découvertes-Béthisy, création d'un linéaire commercial attractif, suppression des logements indignes dans les immeubles délabrés du centre-ville et du Petit-Noisy, création d'un pôle d'activités tertiaires à proximité de la gare. La liste est longue des projets à mener après 15 ans d'immobilisme et d'instrumentalisation.

Il faudra également proposer une réorganisation de la circulation en centre-ville et lancer une réelle concertation avec les Noiséens, pas seulement avec les riverains d'une petite rue.

Il est temps que les Noiséens soient les bénéficiaires de ce moyen de transport rapide et écologique, véritable outil de développement urbain durable.

Si l'on peut saluer l'initiative d'Est-Ensemble, il demeure que l'EPT n'est pas maître d'œuvre, et encore maître d'ouvrage sur le prolongement du T1. Dès lors, il est nécessaire que notre ville se fasse entendre auprès du CD 93, de la RATP et bénéficie réellement du soutien d'Est-Ensemble.

L'expérience montre qu'il faut parler fort et clair pour être entendu par ces institutions.

Quelles sont vos intentions dans cette perspective, quels seront les moyens mis à disposition et quel sera le calendrier de concertation avec les Noiséens ?

Je vous remercie de vos réponses.

Réponse de Florent LACAILLE-ALBIGES: Monsieur le Conseiller municipal, L'étude urbaine portant sur l'aménagement des abords du T1 vient en effet d'être lancée par l'établissement public territorial Est Ensemble.

En tant que projet de transport structurant, le prolongement du T1 constitue, pour notre territoire, un levier d'activation majeur, notamment en termes d'aménagement.

Au même titre que la ligne 11, de nouvelles dynamiques et des enjeux forts sont à l'œuvre au sein des secteurs traversés par le T1. Cette étude urbaine doit permettre d'en préciser les contours et de les anticiper au mieux.

Il s'agit d'une étude urbaine concertée qui a pour objectif principal de guider les orientations d'aménagement sur les secteurs traversés par le T1 prolongé, sur les communes de Montreuil, de Romainville et de Noisy-le-Sec. Comme vous l'évoquez, la liste des projets à mener est longue et les enjeux sont nombreux sur notre commune : besoins en équipements et en espaces verts, renouvellement urbain, maîtrise de la construction, développement d'une nouvelle offre commerciale, ...

Nous avons participé, en début de semaine, à la réunion de lancement de cette étude, en présence notamment, des élus de l'EPT, de Romainville, de Montreuil et du groupement retenu. La Ville a été étroitement associée, depuis le printemps dernier, à l'écriture du cahier des charges et a participé, au

même titre que les autres communes, à la sélection des différents prestataires. Cette étude urbaine doit durer environ 14 mois. Elle comporte un lot spécifique dédié à la concertation qui s'étalera sur l'ensemble de la durée de l'étude, de l'élaboration du diagnostic jusqu'à la transcription des orientations urbaines. Ainsi il est prévu la tenue d'ateliers et de marches exploratoires avec les noiséennes et noiséens et nous avons également demandé à ce que cette démarche puisse être relayée au sein des conseils de quartiers.

Il ne s'agit donc pas d'une simple initiative de l'établissement public territorial Est Ensemble mais bien d'une démarche commune, engagée aux côtés des villes et de ses habitantes et habitants.

Question orale n°4 du Groupe 100% Noisy relative à la sécurité

Monsieur le Maire,

Notre ville fait face actuellement à une montée inquiétante de l'insécurité :

-Tout d'abord le quartier de la gare se dégrade de jour et jour. On ne peut plus y passer sans être importuné quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit par des vendeurs de cigarettes de contrefaçon ou des vendeurs à la sauvette pour certains assez agressifs.

- Ensuite depuis la réouverture du marché dans son format habituel : les pickpockets et quêtés divers ainsi que les vendeurs à la sauvette se sont installés sur toute la rue Jean Jaurès. Ils n'étaient plus présents sur la ville grâce au travail conjoint des élus et de la police municipale.

- De plus la période des fêtes approche et au regard de la situation sanitaire, de nombreux noiséens ont fait le choix d'effectuer leurs achats de Noël en ligne et ont la désagréable surprise de se faire voler leurs colis dans leur propre boîte aux lettres.

- Enfin, plus grave, un certain nombre de cambriolages ont eu lieu notamment dans le quartier du petit noisy ces dernières semaines ; mais aussi dans une grande partie de la ville (haut goulet, centre-ville gare, merlan) et les atteintes aux biens et aux personnes (vols en tout genre, dégradations de véhicules, agressions, etc...) sont devenues le quotidien de nombreux noiséens.

- Il y aurait également dans le quartier du petit noisy le développement de la vente de crack et de la prostitution.

- De nombreux noiséens se plaignent également de l'installation de gens du voyage sur le terrain décathlon depuis plusieurs mois.

Monsieur le Maire, vous avez le pouvoir de police et en cette qualité, il est de votre responsabilité de veiller au bien-être des noiséens.

Pouvez-vous nous indiquer :

- Quels moyens vous comptez mettre en œuvre pour permettre aux noiséennes et aux noiséens de vivre comme ils en ont le droit c'est-à-dire en SECURITE en indiquant, point par point, ce que vous envisagez ?
- Avez-vous pris des arrêtés de dangerosité concernant les gens du voyage comme nous vous l'avions suggéré dès le lendemain de leur installation ?

Réponse d'Olivier SARRABEYROUSE: L'aspiration à vivre en sécurité est un vœu que tout le monde partage M Francescini. Tout comme tout le monde veut vivre dans un monde de paix, de solidarité. Tout comme tout le monde veut vivre dans un monde écologique, respectueux de la nature et des espèces...

Moi ce que à quoi j'aspire c'est que tous ces vœux soient sincères, que nous construisions ces objectifs ensemble et qu'ils ne soient pas brandis pour donner prétexte à des postures pour des polémiques démagogiques.

L'insécurité, à Noisy comme ailleurs, a des causes qui visiblement vous dépassent. Vous vivez la tête baissée. Ce qui se passe en dehors de la pancarte Noisy ne vous intéresse pas ? C'est trop compliqué à appréhender ? Les causes et les solutions ne peuvent venir que de Noisy ?

Les phénomènes que vous énumérez ne sont apparus que le 4 juillet ? Le jour de notre installation au Conseil Municipal ? Mais, pourquoi cette si nouvelle situation vous étonne-t-elle puisque la veille de l'élection vous avez discrètement distribué un tract mensonger pour effrayer les noiséens de notre possible victoire en agitant les spectres des vieilles manœuvres primaires qui se sont, d'ailleurs, retournées contre vous. A lire ce triste imprimé les chars soviétiques allaient envahir la rue Jean Jaurès et le noiséen changerait de nom pour s'appeler « la Pravda ». Vous promettiez que nous allions allions licencier la police municipale. Mais, comme nous ne l'avons pas fait, ces professionnels du maintien de la paix que vous avez si bien formés et conditionnés ont dû quitter le navire d'eux-mêmes... Mme Yahmi a beau le répéter CM après CM, maintenir l'ordre avec 4 policiers municipaux est encore plus compliqué que le maintenir avec les effectifs que vous aviez et qui sont partis avec vous. Les 4 courageux policiers qui ne se sont pas laissés bernés par vos encouragements à la fuite ont bien du mérite. Car si nous en sommes là c'est bien de votre faute.

Mais bien sûr, lorsque vous étiez aux affaires les abords de la gare étaient paisibles, les élu-e-s ne se prenaient pas huit balles dans le corps, un ouvrier ne s'est pas fait couper en 2 en centre-ville, par des chauffards en rodéo depuis au moins 24 heures...

Donc, vous avez fait installer toutes ces caméras de vidéosurveillance, (que nous devons aussi, abattre) pour filmer la quiétude de notre bonne cité et garder des souvenirs de sa belle ambiance pacifique...

Je réponds à vos questions : 1) Nous prendrons des mesures pour contribuer à faire reculer l'insécurité. 2) Les gens du voyage sont installés sur un terrain privé. La ville a engagé toutes les procédures envers la préfecture et le propriétaire mais n'a pas plus de pouvoir dans ce genre de situation

Question orale n°5 du Groupe 100% Noisy relative à la situation de l'avenue du général Leclerc

Monsieur le Maire,

Nous vous interpellions lors du CM de septembre sur la situation inacceptable et dangereuse de l'avenue du général Leclerc.

Pour mémoire, des véhicules épaves confiés au garage situé avenue de la République sont stationnés de façon permanente avenue du général Leclerc et plus largement sur les rues voisines (allée des cottages, allée de la libération, allée du canada).

Malgré nos nombreuses alertes et relances, la situation perdure et se dégrade. Force est de constater qu'aucune action de la municipalité n'a été lancée.

Vous nous répondiez au CM du septembre qu'une réunion avec un comité de riverains se tenait le 4 octobre dernier. Malgré nos sollicitations à votre cabinet, nous n'avons pas eu de CR sur cette rencontre.

Vous pourriez nous dire que c'est le travail de la police nationale. Et bien des dizaines d'appels à la nationale et toujours la même réponse : « Nous ne pouvons pas faire le travail de la municipale ».

Nous pourrions contacter la municipale, vous nous diriez. Et bien, idem, malgré des dizaines d'appels depuis 4 mois, personne pour se déplacer. Et oui, Monsieur le Maire, chers collègues, il n'y a plus que 2 agents de la police municipale à Noisy-le-Sec. Trop peu pour une ville de 45000 habitants.

De la médiation avec le propriétaire du garage, vous nous suggèreriez certainement.

Et bien, figurez-vous que nous l'avons déjà tenté. Mais rien n'y fait. Le dirigeant de cette entreprise commerciale pense, grâce à votre inaction, que la voie publique est une extension de son garage.

Pensez-vous également que la voie publique peut servir à une activité commerciale ?

Les riverains doivent-ils subir les nuisances liées à l'activité commerciale de ce commerçant ?

Leur cadre de vie doit-il se détériorer pour le bénéfice d'un seul et même commerçant ?

Quelles actions concrètes envisagez-vous ?

Allez-vous enfin interdire fermement et clairement, en utilisant votre pouvoir de police, l'occupation du domaine public pour une activité commerciale ?

Quand allez-vous sérieusement vous occuper de la tranquillité publique dans notre ville ?

Réponse de Sérénia YAHMI : Nous avons effectivement rencontré les riverains auxquels nous ont relaté des nuisances continues depuis plusieurs années. Je ne crois pas nécessaire de rappeler qui était à la tête de la mairie cette dernière décennie... Vous dites avoir tenté la médiation : force est de constater qu'elle a échoué et que les tentatives des policiers municipaux n'ont pas non plus réussi à dissuader le gérant de mettre un terme à ces diverses nuisances.

Nous tentons donc de solutionner le problème sous un autre angle, en lien avec le service de la proximité urbaine de la ville.

Nous avons pris attache avec le CODAF qui a rejeté la réclamation dont il avait été directement, saisi par mes riverains.

A la suite de cela, nous avons mis en demeure le garage de faire cesser les nuisances occasionnées par son activité.

En vain, nous avons donc par la suite poursuivi notre action et saisi le LCPP.

Une visite du Laboratoire a eu lieu ce mardi 15 décembre 2020 et une nouvelle visite doit avoir lieu prochainement.

Les conclusions du laboratoire orienteront la poursuite de notre action et nous permettons, nous l'espérons, de faire usage d'une mesure administrative forte à l'encontre de cet établissement, pour que cesse l'ensemble des troubles qu'il occasionne.

Question orale n°6 du Groupe 100% Noisy relative aux sapins

Des dizaines de sapins, quel gâchis !!

Quand on pense aux fêtes de fin d'année, on pense cadeaux, convivialité et aussi décorations, illuminations.

On imagine son sapin naturel au milieu du salon et pourtant on ne soupçonne pas l'impact sur l'environnement.

En moyenne, 6 millions de sapins naturels sont vendus chaque année à Noël en France. 80% d'entre eux proviennent des forêts françaises.

1 sapin sur 4 provient de plantations qui utilisent des pesticides polluant les nappes phréatiques. Ces parcelles sont sous perfusion d'engrais et aspergés de produits phytosanitaires. De plus, ces plantations sont de type monoculture qui appauvrit l'écologie, la faune et la flore.

Non, la culture des sapins de Noël n'est ni naturelle ni respectueuse de l'environnement. Les sapins de Noël sont cultivés de manière industrielle et intensive.

En moyenne, un sapin reçoit dix traitements par an. Des fongicides, des herbicides, du glyphosate. L'arbre est coupé entre 8 et 10 ans. Il aura donc reçu entre 80 et 100 traitements chimiques au cours de sa vie. Des hormones de croissance sont également utilisées pour donner du volume au sapin et lui assurer sa forme conique. Or, ces produits, on le sait, sont cancérigènes.

Votre majorité a fait le choix cette année de décorer quelques rues de la ville au moyen de sapins naturels plutôt que d'installer des illuminations LED qui sont peu consommatrices d'énergie.

Avons-nous participé à un désastre environnemental ?

Combien de sapins ont été posés dans la ville ?

Quelle espèce avez-vous choisie ? Est-ce bien des épicéas (espèce la moins impactante sur l'environnement car cultivés sur sols inadéquats pour l'agriculture, donc pas de déforestation) ?

De quelle région proviennent ces sapins ?

La ville s'est-elle fournie ces sapins auprès de producteurs ayant le label Plante Bleue qui garantit une production éco-responsable sur le territoire français ?

Combien l'achat de ces sapins a-t-il coûté à la ville ?

Comment allez-vous recycler ces sapins ?

Réponse de Florent LACAILLE-ALBIGES: Pour commencer, je voudrais vous dire qu'il est assez curieux et amusant de répondre à cette question au sujet d'une orientation que je n'ai pas donnée et qui serait plutôt le fait de l'équipe précédente dont vous faisiez partie. En fait, le bon de commande pour les sapins est arrivé sur mon bureau en septembre ou octobre, avant que je n'ai eu le temps de me préoccuper de cette question.

Pensant que cette volonté de faire un décor de Noël devant la mairie allait dans le sens d'apporter un peu de joie dans les foyers à la fin d'une année assez éprouvante, je l'ai signé et je me suis mis une note pour y repenser avant l'an prochain. Ceci étant dit, je ne peux que me réjouir que vous vous préoccupiez des conséquences écologiques de nos fêtes de fin d'année.

J'en viens à vos questions. Nous avons donc acheté 120 sapins – ce sont des Nordmann – qui viennent des Vosges pour une somme de 7500 euros. Ce chiffre constitue une légère baisse par rapport aux années précédentes, c'est à dire que nous avons acheté 94 sapins comme les autres années pour les équipements municipaux (écoles, crèches, etc.) et qu'à la place des 35 sapins commandés pour les vœux et certains centres de loisirs qui ne venaient pas les chercher, nous nous sommes contentés de 26 sapins disposés dans 3 lieux de la ville : le parvis de l'Hôtel de Ville, le rond-point du 11 novembre et la place du Général Leclerc.

Qu'en ferons-nous ? Ces sapins seront récoltés dans le cadre de la collecte spécifique mise en place par Est Ensemble, puis ils seront broyés et compostés. La matière blanche qui les recouvre est biodégradable et n'empêchera donc pas le compostage.

Pour ce qui est du désastre écologique, voici quelques éléments. Selon l'AFSNN (Association Française des Sapins de Noël Naturel naturels) – et avec la prudence qui est de mise quand on utilise les chiffres d'un syndicat professionnel – l'utilisation de sapins naturels est moins polluante et moins nuisible à l'écologie que des sapins artificiels. Les cultures de sapins sont pratiquées de façon raisonnées sur des terres acides et non cultivables. Ce qui permet par exemple de rendre les terres plus perméables grâce aux systèmes racinaires de ceux-ci et d'absorber une grosse quantité de CO₂ pour assurer leur croissance. Par ailleurs, la plupart des espèces de sapins sont 5 fois moins traités qu'auparavant car aujourd'hui les producteurs français, dont le nôtre, sont tenus de mettre en application une convention qui a été signée en 2003 avec l'AFSNN.

Je pense donc que nous avons affaire à un désastre plutôt mesuré. Cependant, je prends l'engagement pour 2021 de poursuivre cette réflexion vers des modes de décoration alternatifs à l'impact environnemental moins important. Ce sera également le cas au sujet des décorations lumineuses avec une réflexion qui est portée par Jean-Luc Le Coroller.

Vœu n°1 de la majorité municipale relatif à la gestion publique de l'eau

Considérant le fort mouvement en faveur de la gestion publique de l'eau dans notre pays où, en quinze ans, nous sommes passés de 28 à 40 % des usagers desservis par des entreprises publiques.

Considérant que face aux enjeux environnementaux et financiers, la remunicipalisation de l'eau est en train de se généraliser et que de très nombreuses métropoles se dirigent vers une gestion en régie publique.

Considérant que l'établissement public territorial Est Ensemble s'est vu transférer la compétence eau par la réforme territoriale et qu'il a refusé en 2017 de réadhérer au Syndicat des eaux d'Île-de-France (SEDIF).

Considérant que la continuité du service de l'eau restera assurée sur Est Ensemble et que le 2 décembre dernier, par pragmatisme et responsabilité, la majorité territoriale a réaffirmé sa volonté de création d'une régie publique de l'eau.

Considérant que, depuis sa création en 1923, le SEDIF a confié tout le service de l'eau, de la production d'eau potable à la facturation en passant par la distribution, à la Compagnie Générale des Eaux, devenue Veolia.

Considérant que la Chambre régionale des comptes dans une enquête publiée en juin 2017 a alerté sur la dérive financière de l'actuel contrat entre Veolia et le SEDIF. Chaque année, c'est entre 40 et 50 millions d'euros qui passent des caisses du SEDIF à celles de Veolia et de ses filiales. Les correctifs appliqués par le SEDIF à partir de 2016 n'ont pas entamé la rente de situation de la multinationale.

Considérant qu'avec le rachat de Suez, la multinationale Veolia se voit encore renforcée (Philippe Laurent, secrétaire général de l'association des maires de France, met en garde contre « la tentation d'augmenter le prix de l'eau, et les répercussions que cela aurait sur les usagers »).

Considérant que les études commandées par Est Ensemble démontrent que le passage en gestion directe (en régie) entraînerait une baisse de 63% des coûts d'exploitation et qu'à terme, nous pourrions espérer une baisse de notre facture d'eau.

Considérant que les prétentions du SEDIF de conserver à son usage exclusif les canalisations principales et les réservoirs présents sur le territoire d'Est Ensemble ne sont pas fondées en droit ; et que, par conséquent, les travaux de déconnexion physique des réseaux que le SEDIF veut imposer à Est Ensemble ne sont pas nécessaires et qu'une déconnexion virtuelle des réseaux, sans travaux supplémentaires, sera suffisante.

Considérant que le territoire Est Ensemble s'approvisionnera en eau auprès du SEDIF pendant quelques années mais qu'il n'est pas question que le SEDIF réalise des bénéfices sur la vente de l'eau en gros et que l'eau en gros soit facturée plus cher à notre territoire qu'aux autres usagers du SEDIF.

Considérant qu'au regard des enjeux social, écologique et démocratique il y va de l'intérêt des habitants de l'ensemble du territoire.

Le Conseil municipal souhaite que :

- Est Ensemble poursuive ses efforts pour un passage en régie publique de l'eau ;
- Est Ensemble engage dès à présent des négociations avec le SEDIF en vue d'une séparation à l'amiable, respectueuse des intérêts des habitant.e.s de notre territoire ;
- Est Ensemble recrute sans tarder les personnels nécessaires à la préparation du passage en régie ;
- Est Ensemble signe une nouvelle convention provisoire avec le SEDIF jusqu'à la fin du contrat avec Veolia, le 31 décembre 2023, pour assurer la continuité du service public en attendant le passage en régie au 1er janvier 2024.

Présenté par Anne Déo pour l'ensemble des groupes qui composent la majorité municipale de Noisy-le-Sec : « Citoyen et Communiste », « Écologie Solidarités, Noisy en commun » et « Noisy Envie ».

| | | |
|---------------|-----------|---|
| POUR : | 30 | Majorité municipale (sauf Sérène YAHMI – Gilles THOMAS et François RONGET) |
|---------------|-----------|---|

| | | |
|--------------|---|--|
| | | |
| CONTRE : | 7 | Groupe 100% Nosi |
| ABSTENTION : | 3 | Jean-Paul LEFEVBRE – Séréna YAHMI et Gilles THOMAS |

Francois RONGET ne prend pas part au vote.

Le vœu n°1 est adopté

Vœu n°2 de la majorité municipale relatif à la gestion publique de l'eau

Considérant que l'eau n'est pas une marchandise mais un bien commun essentiel à la vie.

Considérant que 24.000 communes sont maintenant en régie publique contre 7.000 en gestion privée.

Considérant que les coûts liés à la délégation du service de gestion de l'eau ont dérapé et que la marchandisation de nos besoins les plus essentiels s'accélère (les bénéfices nets de Veolia pour le premier semestre 2019 ont augmenté de 46,5%).

Considérant qu'une gestion en régie offre de nombreux avantages par rapport à une structure commerciale :

- pas de contrat de délégation entre la régie et la collectivité, donc une grande souplesse pour que la collectivité (et non le privé) adapte la gestion à l'évolution de la situation (et non des profits au privé).
- pas de limite dans la durée pour fixer les paramètres économiques et financiers de la gestion du service public. Exemple dans la gestion de l'eau, la Régie des Eaux de Grenoble ne se fixe aucune limite dans le temps pour décider du renouvellement de ses réseaux et les amortissements, contrairement à une gestion sous contrat où l'équilibre économique est calculé sur la durée du contrat.
- Grande souplesse pour la fixation des tarifs : les régies peuvent décider de changer les tarifs à n'importe quel moment, sans avoir à négocier des avenants au contrat de délégation.

Considérant qu'il n'est pas question que l'eau soit facturée différemment aux habitant.e.s de Noisy-le-Sec qu'aux autres usagers du territoire qui eux bénéficieraient des avantages précités.

Considérant que les habitants de Noisy-le-Sec n'ont pas à financer les actionnaires de Veolia (chaque année, c'est entre 40 et 50 millions d'euros qui passent des caisses du SEDIF à celles de Veolia et de ses filiales).

Considérant le non-entretien du réseau du territoire par le SEDIF (aucuns travaux d'entretien réalisés ces trois dernières années malgré un objectif annoncé de renouvellement de 1,4 % du réseau).

Considérant que le taux de fuite, le rendement (c'est-à-dire le rapport entre volume d'eau introduit dans le réseau de distribution et le volume d'eau consommé), est catastrophique sur notre réseau (de l'ordre de 20% en France).

Considérant l'intérêt d'être en régie publique pour pouvoir, en accord avec les habitants, définir des priorités, notamment le droit de tous à l'eau (tarification sociale, premiers mètres cubes gratuits, aucune coupure d'eau), si important pour la population de notre territoire et dans le contexte actuel, la protection de la ressource ou la lutte contre les fuites. Considérant que M. Rivoire a demandé la réadhésion au SEDIF de Noisy-le-Sec, au mépris de la mobilisation des habitants et sans débat ni vote au conseil municipal.

Considérant que, dans leur majorité, les communes membres de l'établissement public territorial Est Ensemble n'ont pas réadhéré au SEDIF et demandent une gestion publique de l'eau, donc que l'équité entre tous les habitants du territoire suppose que Noisy-le-Sec fasse de même.

En conséquence, le Conseil municipal souhaite qu'Est Ensemble demande la sortie du SEDIF pour le compte de Noisy-le-Sec.

LE VŒU N°2 A ETE RETIRE ET N'A PAS ETE PRESENTE AU VOTE

Vœu n°3 de la majorité municipale relatif au « Cluster des Médias »

Considérant que le projet de ZAC dit du « Cluster des Médias » entraînerait la vente et la destruction de 6,5 ha du parc Georges-Valbon à la Courneuve.

Considérant que ce projet d'aménagement, cautionné par l'organisation des jeux olympiques 2024, sacrifierait une zone du parc nommée « l'Aire des Vents ».

Considérant que l'espace qui serait détruit, est classé « Espace Naturel Sensible » et qu'il inclut un « Espace Boisé Classé » corridor écologique protecteur de la Zone Natura 2000 présente sur le parc.

Considérant que le parc Georges-Valbon est le plus grand espace végétalisé de notre département et qu'il représente un véritable poumon vert accessible facilement aux Noiséennes et Noiséens.

Considérant que l'AFB (Agence Française pour la Biodiversité) pointe des incohérences sur l'avis de l'Autorité environnementale d'avril 2020 et que ce projet est de toute évidence contraire à la protection de la biodiversité et à la lutte contre le dérèglement climatique.

En ce sens, conformément à l'engagement de notre municipalité à défendre la nature en ville et à protéger les espaces boisés, le conseil municipal de Noisy-le-Sec affirme sa volonté de préserver le Parc de la Courneuve-Georges Valbon et se déclare opposé au projet de ZAC dit du «Cluster des Médias».

LE VŒU N° 3 A ETE RETIRE ET N'A PAS ETE PRESENTE AU VOTE

Vœu n°4 du groupe 100% Noisy sur la piscine

Monsieur le maire, Chers collègues,

En Février 2020, un permis de construire a été délivré pour la réalisation d'une piscine au pont de Bondy, destinée à remplacer les piscines Herriot de Noisy et Beaufort de Bondy.

Cette nouvelle piscine a vocation d'être piscine d'entraînement pour le Waterpolo dans le cadre des JOP PARIS 2024, puis, par la suite, en phase héritage, à accueillir tous les enfants de Noisy et Bondy qui pourront, ainsi, y aller tous les ans durant leur scolarité (contre seulement en CM1 et CM2 actuellement), ce qui est fondamental lorsqu'on sait, qu'aujourd'hui, un enfant sur 2 entrant au collège ne sait pas nager.

Néanmoins, de nombreuses rumeurs courent quant au futur de ce projet.

Il se dit que cette piscine de Noisy /Pont de Bondy ne serait pas réalisée et que le bassin d'entraînement Waterpolo pour les JOP serait déplacé à Montreuil. Pour être clair, le président d'Est Ensemble, Patrice BESSAC, sacrifierait Noisy et sa piscine, pour satisfaire le maire de Montreuil, c'est à dire lui-même, et accueillir les JOP dans sa ville... Quel conflit d'intérêt !!!

D'autre part, il se dit qu'à la place, les 2 piscines de Noisy et Bondy seraient réhabilitées et que celle de Noisy serait, en plus, agrandie.

Le coût d'une réhabilitation est de l'ordre de 15 millions d'euros pour une piscine, soit 30 millions pour les deux. De plus, si on veut agrandir la piscine de Noisy, c'est au minimum 40 millions qu'il faudrait investir.

Or la piscine actuellement prévue au pont de Bondy, d'un cout initial de 44 millions brut, couterait environ 20 Millions (soit la moitié des réhabilitations) grâce aux participations, subventions et aux JOP qui apporteraient 10 millions de subventions de SOLIDEO et de la métropole.

Donc avec deux réhabilitations, ce sont donc 20 millions supplémentaires qui seront investis pour avoir la moitié de surface de bassin !!!.

Les caprices ont un prix mais, en l'espèce, on dépasse l'entendement, surtout avec l'argent du contribuable.

On sait que le maire/ président d'Est Ensemble s'est battu pour avoir, sur sa ville de Montreuil, les compétitions de Breakdance dans le cadre des Jeux Olympiques. Faute d'avoir été entendu par le comité Paris 2024, il se rabat sur le Waterpolo et sacrifie Noisy.

Je rappelle en outre :

- Que, dans le projet, il y a plus d'espaces verts qu'il n'y en a aujourd'hui sur la parcelle, avec la création d'un square et de jardins partagés.
- Que les 200 logements qui sont sur la piscine, font économiser 20 millions et que, de toute façon, ils devront être construits dans le cadre de la ZAC de la plaine de l'Ourcq. Alors autant qu'ils soient construits à l'endroit le plus avantageux pour la ville (et non, par exemple, qu'ils soient construits sur Madeleine Ouest, c'est à dire de l'autre côté du canal, en face d'Engelhart)
- Que le magasin DECATHLON a vocation à revenir sur le site après la construction du bâtiment. Que se passera-t-il si la piscine n'est pas faite ? Reviendra-t-il dans le bâtiment actuel ou restera-t-il à DOMUS ? Et dans ce cas, qu'y aurait-il à la place ? Ce serait des emplois perdus pour la ville...
- Que les frais de fonctionnement actuels des piscines de Noisy et Bondy s'élèvent à 1 200 000 euros alors que les frais de fonctionnement de la nouvelle piscine sont évalués à 800 000 euros !! Soit une économie de frais de fonctionnement de 400 000 euros pour Est Ensemble.

Aussi, vous avez écrit, tout à l'heure, dans une délibération, que vous étiez fier que Noisy ait deux lauriers "Ville sportive" et ait le label Terre de Jeux. Or, si Noisy a ces deux distinctions, c'est en grande partie grâce à la piscine olympique. Monsieur le maire, si vous êtes si fier, faites venir les JOP à Noisy et battez-vous pour cette nouvelle piscine. L'occasion d'accueillir les JOP à Noisy ne se présentera pas deux fois. Le maire de Montreuil l'a compris, lui !

Aussi, compte tenu de ces éléments, le conseil municipal de Noisy :

- Rétère sa volonté de voir la piscine de Noisy/Pont de Bondy se réaliser tel que le permis a été délivré en Février 2020.

- Demande à Monsieur le maire de Noisy le Sec d'intervenir auprès du Président d'Est Ensemble afin que le projet soit réalisé et que les travaux débutent au plus vite afin d'être terminés pour les JOP.

| | | |
|---------------------|-----------|---|
| POUR : | 7 | Groupe 100% Noisy |
| CONTRE : | 33 | Majorité municipale – Jean-Paul LEFEBVRE |
| ABSTENTION : | | |

Le vœu n°4 est rejeté

La séance est levée à 02h46

| Le Secrétaire de séance | Le Président de séance |
|-----------------------------------|--|
| Monsieur Florent LACAILLE-ALBIGES | M. Olivier SARRABEYROUSE Pour le Maire empêché et par délégation Madame Anne DEO |